

Les chiffres clés

DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE



en Provence-Alpes-Côte d'Azur

2010



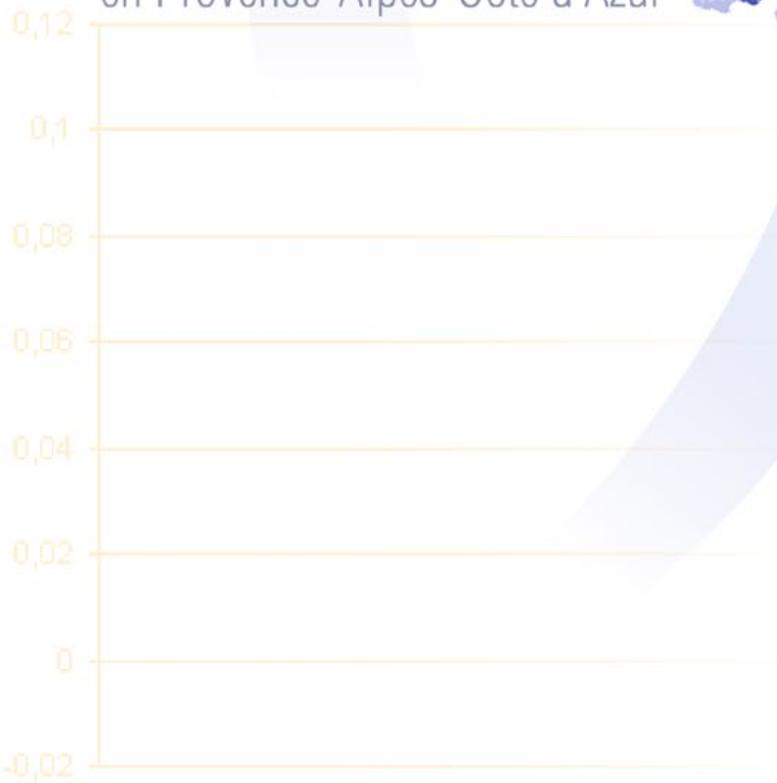
MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE LA SANTÉ

17 0556 13 11 44 17 056 84 8437 17 056
17 0556 13 11 44 17 056 84 8437 17 056
40 3399 5 8787 36 8705 9 3475 32 5918 9 3475
32 5918 13 6292 36 0606 17 056 40 3399 17 056
44 6186 17 056 48 068 13 6292 48 068 9 3475
17 0556 40 3399
10 8162 40 3399 9 3475 36 8705 9 3475
9 3475 36 8705 5 8787 40 3399 1 6 40 3399
1 6 44 6186 5 0687 48 068 3 3475 48 068
13 6292 48 068 17 056 44 6186 17 056
10 8162 24 8431
10 8162 24 8431 9 3475 21 3743 9 3475 17 056
9 3475 21 3743 5 8787 24 8431 1 6 24 8431
1 6 29 1210 5 0687 32 5918 9 3475 32 5918
13 6292 32 5918 17 056 29 1210 17 056 24 8431
17 056 9 3475
10 8162 9 3475 9 3475 5 8787 9 3475 1 6
9 3475 5 8787 5 8787 9 3475 1 6 9 3475
1 6 13 6292 5 0687 17 056 9 3475 17 056
13 6292 17 056 17 056 13 6292 17 056 9 3475
32 5918 9 3475
33 3125 9 3475 24 8437 5 8787 24 8437 1 6
24 8437 5 8787 21 3743 9 3475 17 056 9 3475
17 056 13 6292 20 5644 17 056 24 8437 17 056
29 1224 17 056 32 5918 13 6292 32
48 068 9 3475
40 3399 9 3475 40 3399 5 8787 40 3399 1 6
40 3399 5 8787 36 8705 9 3475 32 5918 9 3475
32 5918 13 6292 36 0606 17 056 40 3399 17 056

Les chiffres clés

DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

en Provence-Alpes-Côte d'Azur  **2010**



Le présent millésime est le second réalisé sous l'égide de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Créée depuis le 5 janvier 2010, la Direccte a pour mission d'accompagner le développement des entreprises et de favoriser leur compétitivité, l'emploi et les qualifications, tout en veillant aux conditions de travail, à la qualité des relations sociales, au respect de la législation et en assurant la loyauté du commerce et la sécurité des consommateurs.

La Direccte regroupe les anciennes directions suivantes : la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et ses directions départementales, le niveau régional de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, les unités *développement industriel* et *métrologie* de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, la Direction Régionale du Commerce Extérieur, la Direction Régionale du Commerce et de l'Artisanat, la Délégation Régionale du Tourisme, la Mission Régionale à l'Intelligence Economique, ainsi que les inspections du travail de l'agriculture, des transports et des affaires maritimes qui ont fusionné avec le régime général.

La présente publication *Chiffres Clés 2010* a été réalisée, comme les précédentes, dans l'objectif de favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région et de contribuer ainsi à éclairer l'action des pouvoirs publics et le débat social.

Dans ses grandes lignes, son contenu est inchangé. *Chiffres clés 2010* fournit des éléments de cadrage régional et départemental concernant la population, le marché du travail, les minima sociaux, les bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi, la formation professionnelle, les conditions de travail et la représentation des salariés.

En corollaire avec les nouvelles missions de la direction régionale, l'information présentée a toutefois été enrichie par des données relatives à la démographie des entreprises, au commerce extérieur ainsi qu'au tourisme.

Les données présentées dans les *Chiffres Clés 2010* ont été mises en forme par le service « Etudes, Statistiques, Evaluation » de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi. Elles émanent de sources multiples. Tous les organismes suivants ont contribué, par la mise à disposition d'informations, à l'élaboration de cette publication : ministère du travail, de l'emploi et de la santé, ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (DARES, DGEFP, Direction Générale des Douanes et services déconcentrés), direction régionale de Pôle Emploi/UNEDIC, caisse nationale des allocations familiales (CNAF), INSEE, caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT Sud-Est).

Nous les en remercions.

L'intérêt exprimé par nos partenaires lors des précédentes éditions nous incite à poursuivre la démarche, qui consiste à mettre à leur disposition un recueil d'informations synthétique, simple et lisible.

Toutes les remarques ou suggestions que voudront bien nous adresser les utilisateurs afin d'améliorer la qualité de *Chiffres Clés* seront évidemment les bienvenues⁽¹⁾.

Bonne lecture !

Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi

Gérard Sorrentino



Sommaire

Population - Emploi

Horizon 2040 : projections de populations	2
Les 18 nouvelles Zones d'Emploi de PACA	4
Emploi total	5
Formes et conditions d'emploi	6
Emploi, population active	7
Emploi par département	10
Emploi par zone d'emploi	12
Emploi salarié	14
Emploi salarié par département	16
Emploi salarié par taille d'établissement	18
Mouvements de main d'œuvre	20
Recours à l'intérim	24

Marché du travail - Assurance chômage - Minima sociaux

Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage, du régime de solidarité et des minima sociaux	26
Marché du travail	28
Taux de chômage	38
Taux de chômage localisés	40
Travailleurs handicapés : chômage et emploi	42

Politiques d'aide à l'emploi - Formation professionnelle - Accompagnement des restructurations

Principales actions des politiques d'aide à l'emploi	46
Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle et appareil de formation	50
Accompagnement des licenciements économiques et retraits d'activité	52
Activité partielle	53

Conditions de travail - Représentation des salariés

Accidents du travail et maladies professionnelles	54
Elections aux comités d'entreprise	56
Négociation collective : les accords d'entreprise	58
Ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée	60

Produit intérieur brut 61

Démographie d'entreprises 62

Artisanat 64

Tourisme 65

Commerce extérieur 68

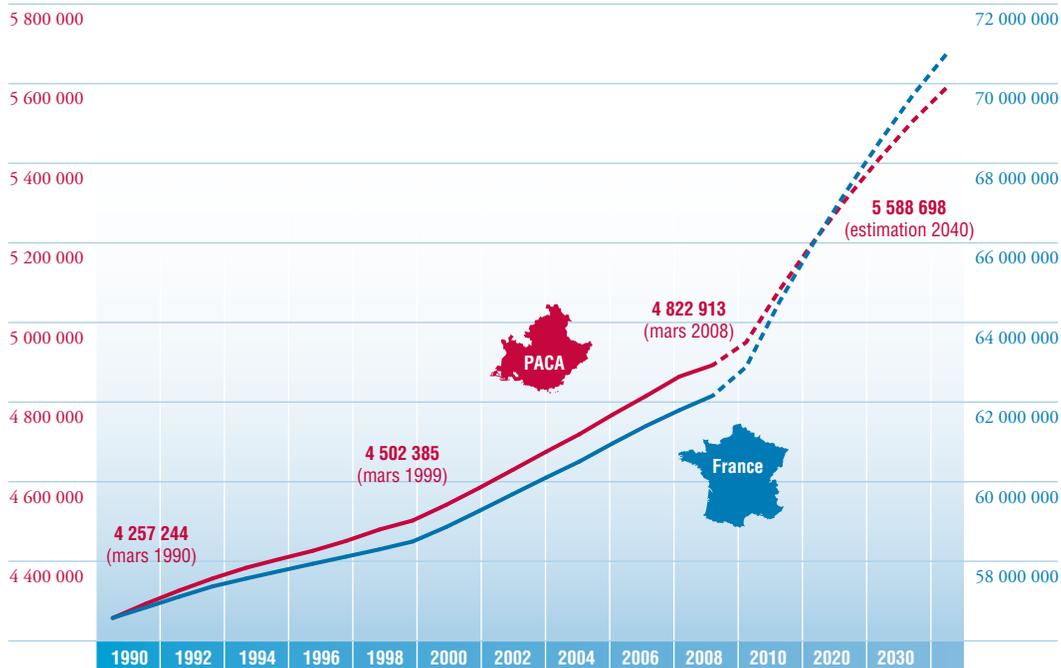
Glossaire 72

Pour en savoir plus - Quelques liens utiles 76

Sigles 77

Horizon 2040 : projections de populations

Population totale en région PACA depuis 1990 et projection à l'horizon 2040 (scénario central)



Source : INSEE - RP2008, modèle de projection Omphale 2010 - Traitement DIRECCTE-SESE

Projections de populations

Départements	Population totale : scénario central			
	RP 1999	RP 2008	Projections 2040	Taux annuel moyen d'accroissement (%)
Alpes-de-Haute-Provence	139 683	157 965	200 248	0,7
Hautes-Alpes	121 631	134 205	161 394	0,6
Alpes-Maritimes	1 011 866	1 084 428	1 196 447	0,3
Bouches-du-Rhône	1 835 407	1 966 005	2 183 990	0,3
Var	898 001	1 001 408	1 211 879	0,6
Vaucluse	499 665	538 902	634 740	0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 506 253	4 882 913	5 588 698	0,4

Source : INSEE RP2008, modèle de projections Omphale 2010

Projections de populations à l'horizon 2040 : scénario central (répartition par classes d'âge, en %)



Source : INSEE, modèle de projections Omphale 2010

Part des femmes dans la population 2008-2040 (scénario central)

	2008				2040			
	PACA		France métropolitaine		PACA		France métropolitaine	
	Part	dont femmes	Part	dont femmes	Part	dont femmes	Part	dont femmes
0-14 ans	17,2	48,8	18,3	48,8	15,5	48,8	16,7	48,8
15-24 ans	12,2	49,0	12,7	49,3	10,8	48,9	11,4	49,0
25-64 ans	51,5	51,9	52,4	50,7	45,4	50,6	46,1	49,7
65 ans et +	19,1	58,5	16,6	59,0	28,3	56,9	25,7	56,4
TOTAL	100,0	52,3	100,0	51,6	100,0	51,9	100,0	51,2

Source : INSEE RP2008, modèle de projections Omphale 2010

Les projections de populations se fondent sur le modèle Omphale 2010. Ce modèle est basé sur les populations départementales par sexe et âge au 1^{er} janvier 2007, issues du recensement de la population. Il applique, pour chaque sexe et âge, des quotients d'émigration entre zones de départ et zones d'arrivée, ainsi que des quotients de fécondité et de mortalité (tendances observées par le passé). D'une année sur l'autre, la population évolue en fonction des décès, des naissances et des mouvements migratoires (émigration et immigration).

Pour la région PACA, le scénario envisagé est le scénario dit "central" et repose sur trois hypothèses :

- la fécondité de chaque département est maintenue à son niveau de 2007 ;

- la mortalité de chaque département baisse au même rythme qu'en France métropolitaine, où l'espérance de vie atteindrait 83,1 ans pour les hommes et 88,8 ans pour les femmes en 2040.

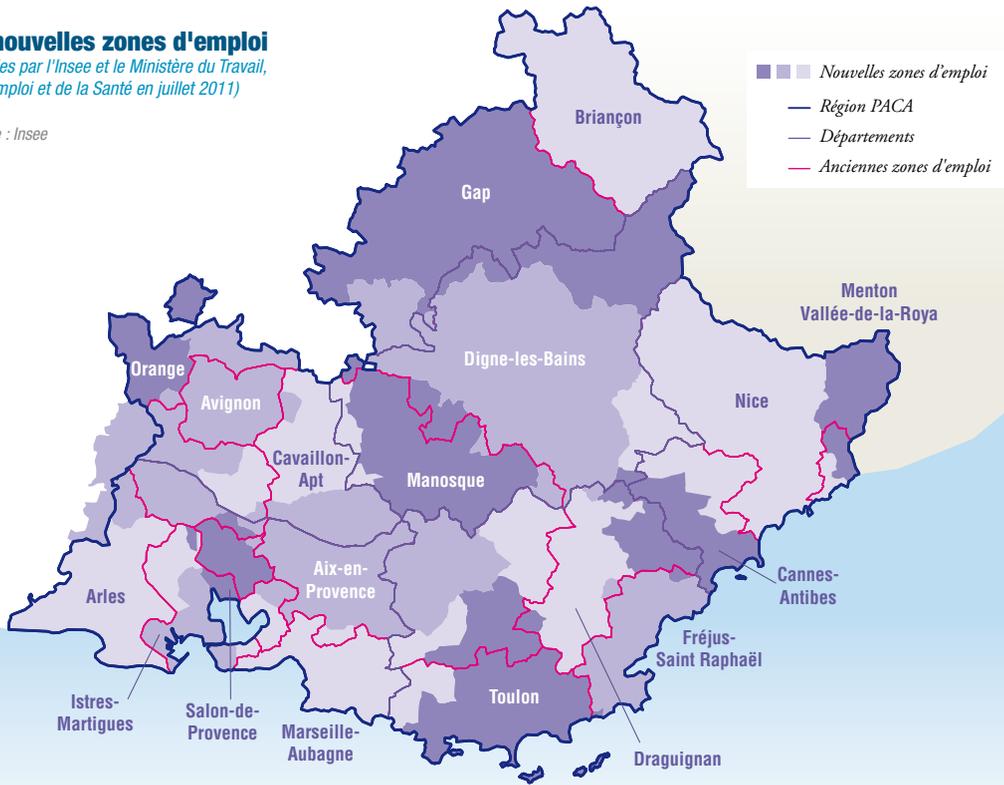
- les quotients migratoires entre départements métropolitains, calculés entre 2000 et 2008, sont maintenus constants sur toute la période de projection. Ils reflètent les échanges de population entre un département et chacun des autres, y compris ceux d'outre-mer. En ce qui concerne les échanges avec l'étranger, l'hypothèse métropolitaine est ventilée au prorata du nombre d'immigrants par département.

Les 18 nouvelles zones d'emploi de PACA

18 nouvelles zones d'emploi

(définies par l'Insee et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé en juillet 2011)

Source : Insee



Chiffres-clés des 18 nouvelles zones d'emploi en PACA

N° ZE 2010	Zones d'emploi (ZE)	Population résidente 2007	Population active occupée résidente 2006	Population active occupée stable* 2006	Taux de stabilité** 2006 en %	Emploi au lieu de travail 2007	Temps de trajet de commune de résidence à commune de travail (8 ^{ème} décile en minutes***)
9301	Digne-les-Bains	70 712	27 632	24 574	89	28 231	14
9302	Manosque	77 956	28 527	22 196	78	25 999	17
9303	Briançon	34 282	15 925	15 150	95	16 678	9
9304	Gap	99 846	40 759	37 845	93	40 987	13
9305	Cannes-Antibes	404 797	155 515	136 070	87	164 069	10
9306	Menton - Vallée-de-la-Roya	82 047	19 082	15 876	83	19 931	8
9307	Nice	624 038	244 909	219 127	89	237 989	10
9308	Aix-en-Provence	386 903	154 371	112 767	73	156 335	25
9309	Arles	76 023	27 931	20 809	75	27 884	22
9310	Marseille-Aubagne	1 296 970	467 689	421 209	90	492 747	13
9311	Istres-Martigues	135 719	53 550	41 318	77	59 156	19
9312	Salon-de-Provence	115 175	45 583	26 569	58	36 113	25
9313	Draguignan	110 936	40 613	31 892	79	37 728	17
9314	Fréjus - Saint-Raphaël	174 020	63 327	56 274	89	65 510	11
9315	Toulon	600 120	218 596	200 645	92	216 588	12
9316	Cavaillon-Apt	75 887	29 457	22 978	78	31 094	16
9317	Orange	92 962	34 541	23 457	68	32 611	17
0059	Avignon	483 926	185 440	158 472	85	184 957	15

* Personnes actives travaillant dans leur zone d'emploi de résidence

** Nombre d'actifs occupés résidant dans la zone et travaillant dans la zone / nombre d'actifs occupés résidant dans la zone

*** Lecture : 80 % des personnes (8^{ème} décile) résidant dans la zone d'emploi de Digne-les-Bains mettent moins de 14 minutes pour se rendre à leur commune de travail ; le calcul intègre les actifs occupés qui travaillent dans leur commune de résidence ; par hypothèse, le temps de trajet de ces personnes est égal à 0.

Source : Insee

Emploi total

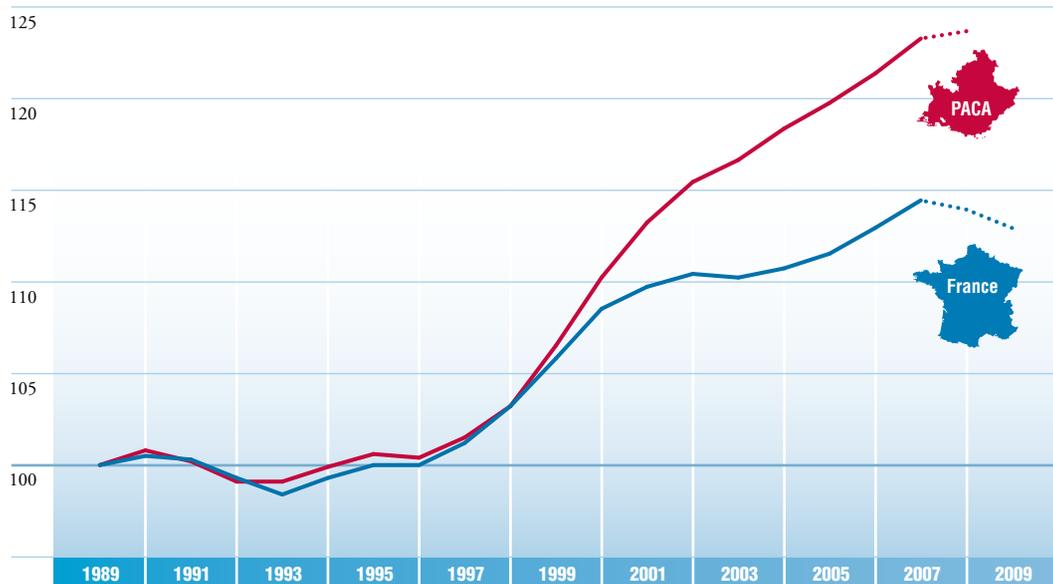
Emploi total et emploi salarié* (31/12/2008)

Départements	Emploi total		Emploi salarié		Emploi non salarié		Part de l'emploi salarié (%)
	Effectifs	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Evolution sur un an (%)	
Alpes-de-Haute-Provence	61 402	7,5	49 927	6,4	11 475	12,8	81,3
Hautes-Alpes	56 881	0,8	45 910	-1,3	10 971	10,9	80,7
Alpes-Maritimes	437 852	5,6	371 720	4,1	66 132	15,2	84,9
Bouches-du-Rhône	752 393	-2,2	660 990	-3,8	91 403	11,3	87,9
Var	374 285	8,6	315 262	7,1	59 022	17,4	84,2
Vaucluse	206 605	-2,6	173 610	-4,0	32 995	5,6	84,0
Région PACA	1 889 418	1,9	1 617 419	0,3	271 999	12,8	85,6
France métropolitaine	25 937 063	1,9	22 846 616	0,6	3 090 447	12,2	88,1

Source : INSEE - RP2008 - Exploitation principale (données définitives)

* Population de 15 ans ou plus

Emploi total depuis 1990 (base 100 au 31/12/1989)



Source : INSEE - Estimations d'emploi localisées (données provisoires)

Nb : Les données 2009 ne sont disponibles que pour la France métropolitaine

Formes et conditions d'emploi

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi et par sexe en PACA (parts en %)

Parts	PACA		France	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Salariés dont :	82,1	89,6	85,0	91,5
<i>Titulaires de la fonction publique et CDI</i>	69,8	75,2	73,2	76,9
<i>Contrats à Durée Déterminée</i>	7,3	10,6	6,4	10,5
<i>Intérim</i>	1,9	0,7	2,4	1,2
<i>Emplois aidés</i>	0,6	1,3	0,6	1,2
<i>Apprentissage - Stage</i>	2,5	1,7	2,6	1,7
Non-salariés dont :	17,9	10,4	15,0	8,5
<i>Indépendants</i>	8,9	6,2	7,2	5,0
<i>Employeurs</i>	8,9	3,7	7,7	3,1
<i>Aides familiaux</i>	0,2	0,5	0,1	0,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

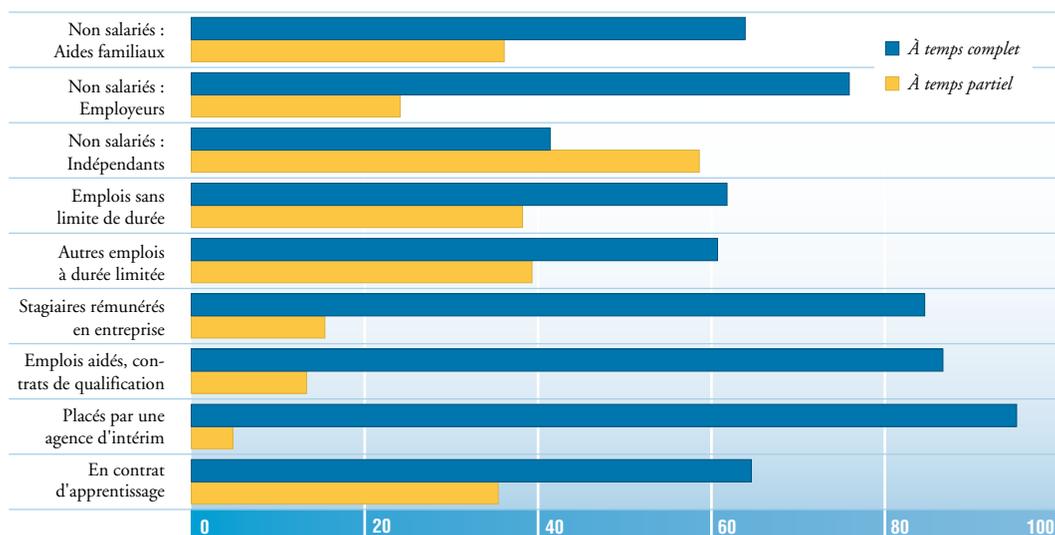
Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi, par département (parts en %)

	Alpes-de-Hte-Provence	Hauts-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	PACA	France
Salariés dont :	81,3	80,7	84,9	87,9	84,2	84,0	85,6	88,1
<i>Titulaires de la fonction publique et CDI</i>	65,9	62,6	73,2	74,6	70,7	69,8	72,3	74,9
<i>Contrats à Durée Déterminée</i>	10,7	14,8	7,8	8,5	9,5	9,3	8,9	8,3
<i>Intérim</i>	1,2	0,6	1,2	1,6	0,9	1,5	1,3	1,8
<i>Emplois aidés</i>	0,9	0,9	0,8	1,0	1,0	1,1	1,0	0,9
<i>Apprentissage - Stage</i>	2,6	1,8	1,9	2,1	2,1	2,4	2,1	2,2
Non-salariés dont :	18,7	19,3	15,1	12,1	15,8	16,0	14,4	11,9
<i>Indépendants</i>	10,7	10,9	8,0	6,4	8,3	8,3	7,6	6,1
<i>Employeurs</i>	7,5	7,9	6,8	5,5	7,1	7,2	6,5	5,5
<i>Aides familiaux</i>	0,5	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi et temps de travail en 2008 (parts en %)



Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Emploi - Population active

Emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité économique (en %)

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, transports et services divers	Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	Ensemble PACA	France métr.
Agriculteurs exploitants	49,1	0,1	0,3	0,2	0,0	1,1	2,0
Artisans, commerçants, chefs entreprise	2,1	7,6	24,5	11,1	0,7	8,1	6,0
Cadres, professions intellectuelles sup.	2,6	17,2	5,9	15,4	16,4	15,0	16,1
Professions intermédiaires	6,6	29,6	13,5	23,2	32,5	25,9	24,9
Employés	6,0	10,9	6,3	30,8	43,9	31,1	28,5
Ouvriers	33,6	34,5	49,5	19,3	6,4	18,9	22,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part secteurs activité PACA	2,0	9,3	7,5	47,6	33,7	100,0	-
Part secteurs activité France métr.	3,0	14,3	6,9	45,3	30,5	-	100,0

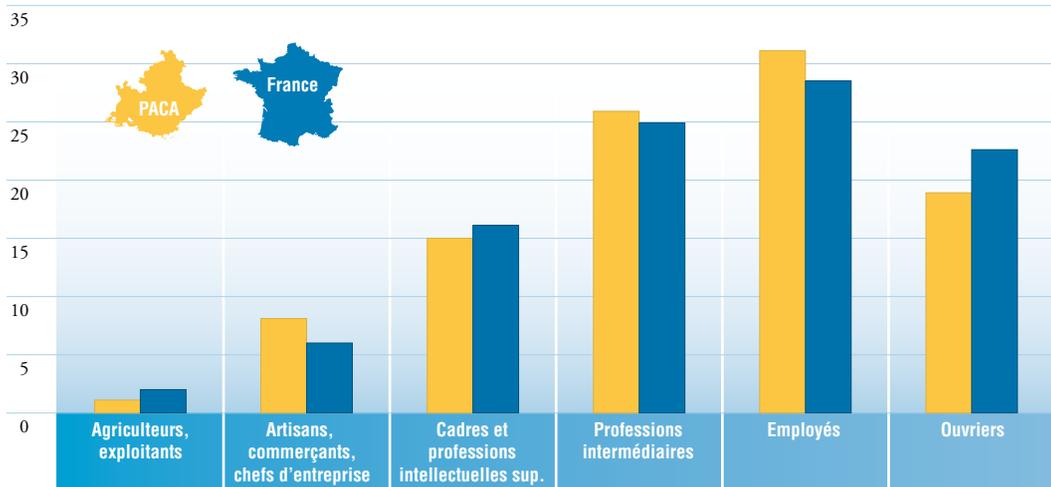
Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle et département (en %)

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse
Agriculteurs exploitants	3,6	3,7	0,5	0,6	1,2	2,6
Artisans, commerçants, chefs entreprise	10,6	9,2	9,2	6,3	9,7	8,9
Cadres, professions intellectuelles sup.	10,6	9,8	16,3	17,4	11,7	11,5
Professions intermédiaires	24,0	25,8	24,9	27,7	24,3	24,3
Employés	29,9	31,9	32,1	29,5	34,1	29,6
Ouvriers	21,3	19,5	17,0	18,5	18,9	23,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Part des emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle (en %)



Source : INSEE/RP2008 - Traitement DIRECCTE-SESE

Emploi - Population active

Taux d'activité et taux d'emploi des 15 à 64 ans (en %)

	Taux d'activité											
	Ensemble				Hommes				Femmes			
	Total Ensemble	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Hommes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Femmes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans
Par département												
Alpes-de-Haute-Provence	70,5	47,1	88,6	38,0	74,4	51,0	93,3	40,8	66,7	42,9	84,1	35,3
Hautes-Alpes	72,7	46,8	90,5	39,7	75,7	49,8	94,1	41,7	69,8	43,4	86,9	37,7
Alpes-Maritimes	71,6	41,8	88,7	46,3	76,1	44,9	93,9	51,3	67,4	38,6	83,9	41,9
Bouches-du-Rhône	67,8	37,9	85,6	42,1	72,5	41,5	91,3	45,8	63,4	34,3	80,3	38,7
Var	68,5	45,7	86,6	37,1	73,6	50,8	92,6	40,3	63,6	40,1	80,9	34,3
Vaucluse	69,5	45,3	86,7	39,7	75,0	50,7	93,2	43,4	64,3	39,8	80,5	36,3
PACA	69,2	41,5	86,8	41,5	73,9	45,4	92,5	45,2	64,7	37,3	81,6	38,0
France métropolitaine/DOM	71,7	43,2	89,6	41,5	75,7	47,0	94,3	44,0	67,8	39,3	85,1	39,1

Par zone d'emploi 2010												
9301 - Digne-les-Bains	70,4	44,7	89,1	38,0	73,7	48,1	93,2	40,4	67,2	40,8	85,2	35,8
9302 - Manosque	70,0	48,5	87,9	37,2	74,4	52,4	93,0	40,2	65,8	44,3	83,0	34,4
9303 - Briançon	74,8	50,7	90,6	41,9	77,5	54,8	93,8	44,0	72,1	46,2	87,5	39,8
9304 - Gap	72,4	46,0	90,6	39,5	75,5	48,7	94,4	41,7	69,3	43,0	86,9	37,4
9305 - Cannes-Antibes	72,4	43,8	89,0	45,3	76,9	46,5	94,0	51,2	68,2	40,9	84,4	40,1
9306 - Menton - Vallée-de-la-Roya	73,5	46,0	89,8	44,8	78,4	49,9	95,2	50,2	68,7	41,8	84,7	39,9
9307 - Nice	70,8	40,4	88,3	46,7	75,3	43,7	93,6	51,0	66,6	37,0	83,4	42,9
9308 - Aix-en-Provence	68,6	35,0	87,9	45,1	73,3	39,2	92,6	49,6	64,2	30,9	83,4	41,0
9309 - Arles	67,4	41,6	85,6	39,8	73,5	46,6	93,3	44,5	61,8	36,4	78,7	35,4
9310 - Marseille-Aubagne	67,1	37,0	84,8	41,6	71,6	39,9	90,4	44,9	63,0	34,0	79,6	38,7
9311 - Istres-Martigues	69,5	47,6	87,0	37,0	75,8	53,2	94,8	41,1	63,4	41,2	79,5	33,0
9312 - Salon-de-Provence	70,6	46,5	87,1	39,1	76,0	51,2	93,5	43,0	65,3	41,4	80,8	35,3
9313 - Draguignan	68,5	47,8	86,1	35,7	73,1	53,0	91,6	38,0	64,0	41,9	80,9	33,6
9314 - Fréjus - Saint-Raphaël	69,9	49,9	87,4	38,6	76,1	55,9	93,9	43,4	64,0	43,4	81,3	34,5
9315 - Toulon	68,0	44,5	86,3	37,2	72,8	49,2	92,2	39,8	63,4	39,4	80,7	34,8
9316 - Cavaillon-Apt	69,8	48,0	87,0	39,3	75,3	54,5	93,8	42,0	64,5	40,7	80,6	36,7
9317 - Orange	69,0	47,7	85,4	38,3	75,5	54,2	92,9	42,4	62,4	40,6	78,0	34,3
0059 - Avignon	69,9	44,4	87,1	40,9	75,1	49,3	93,2	45,1	65,0	39,3	81,5	36,8

Source : INSEE/RP2008

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** d'une classe d'invidus est calculé en rapportant le nombre d'invidus de la classe ayant un emploi au nombre total d'invidus de la classe.

Taux d'emploi											
Ensemble				Hommes				Femmes			
Total Ensemble	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Hommes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Femmes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans
62,3	36,5	79,3	34,6	67,0	40,6	85,3	37,6	57,6	31,9	73,5	31,8
66,8	38,8	84,0	37,1	70,4	42,4	88,3	39,4	63,2	34,9	79,7	34,7
63,8	32,6	80,2	42,0	68,6	35,2	86,1	46,6	59,3	29,8	74,6	37,9
58,2	27,9	74,5	37,9	63,1	31,0	80,8	41,4	53,6	24,8	68,6	34,7
59,6	34,2	76,6	33,2	65,4	39,3	83,9	36,2	54,1	28,7	69,8	30,5
59,7	32,9	75,8	35,7	65,9	38,0	83,6	39,2	53,8	27,6	68,4	32,5
60,2	31,1	76,7	37,4	65,4	34,8	83,3	40,9	55,3	27,3	70,6	34,1
63,8	33,5	80,9	38,1	68,1	36,9	86,2	40,4	59,5	29,9	75,7	35,8

62,9	35,2	80,6	35,0	67,3	39,1	86,3	37,6	58,7	30,8	75,1	32,5
60,8	36,6	77,4	33,4	65,9	40,6	83,8	36,4	55,8	32,3	71,3	30,7
70,7	44,8	86,3	40,0	73,8	49,4	89,9	42,2	67,6	39,8	82,7	37,6
66,0	37,4	83,6	36,8	69,7	40,7	88,1	39,4	62,3	33,7	79,0	34,3
63,9	33,5	79,8	40,6	68,8	35,7	85,8	46,1	59,3	31,0	74,2	35,8
66,6	36,3	82,7	41,0	72,4	40,4	89,5	46,6	61,0	32,1	76,3	36,0
63,3	31,7	80,1	42,5	68,0	34,6	86,0	46,6	58,9	28,8	74,6	39,0
61,1	27,7	79,1	41,1	66,3	31,4	84,9	45,5	56,2	24,2	73,6	37,0
57,4	28,5	74,2	35,7	64,5	33,9	83,6	40,6	50,8	22,9	65,8	31,2
56,9	26,7	72,8	37,4	61,2	29,1	78,6	40,3	52,9	24,3	67,4	34,7
60,3	34,9	76,9	33,4	67,8	39,6	87,2	38,0	52,8	29,5	67,2	28,9
61,9	35,3	77,9	34,9	68,8	40,8	86,5	38,9	55,1	29,2	69,5	30,9
58,8	35,8	75,1	31,5	64,8	41,7	82,8	33,5	53,0	29,1	67,8	29,6
60,7	37,9	77,1	34,4	67,5	43,9	84,8	39,2	54,2	31,5	69,7	30,4
59,1	33,1	76,4	33,3	64,5	37,7	83,4	35,8	54,0	28,1	69,8	31,1
60,9	36,2	77,0	35,6	67,3	42,9	85,4	38,0	54,7	28,8	69,0	33,3
59,1	34,6	74,8	33,7	66,6	41,1	84,3	37,1	51,5	27,6	65,4	30,4
60,1	32,0	76,3	36,7	65,9	36,6	83,5	40,7	54,6	27,3	69,6	32,8

Source : INSEE/RP2008

Emploi par département

Emploi au 31/12/2008



Alpes-de-Haute-Provence

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié			Emploi non salarié			Emploi total		
	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)
Agriculture	1 058	2,2	0,8	2 016	19,6	2,2	3 073	5,3	1,7
Industrie	4 953	10,4	2,0	746	7,3	-2,4	5 699	9,8	1,4
Construction	3 849	8,1	2,5	1 472	14,3	5,9	5 320	9,2	3,4
Tertiaire dont :	37 895	79,4	1,7	6 042	58,8	0,0	43 938	75,7	1,5
<i>Marchand</i>	18 590	38,9	1,2	4 774	46,5	1,4	23 365	40,3	1,2
<i>Non marchand</i>	19 305	40,4	2,2	1 268	12,3	-5,0	20 573	35,5	1,7
Ensemble	47 755	100,0	1,8	10 276	100,0	1,1	58 031	100,0	1,6
Part (%)	82,3	/	/	17,7	/	/	100,0	/	/



Hautes-Alpes

Agriculture	728	1,5	-5,7	1 966	19,6	-1,7	2 694	4,7	-2,7
Industrie	2 639	5,6	3,7	594	5,9	7,8	3 233	5,7	4,5
Construction	3 841	8,2	-0,2	1 376	13,7	2,8	5 216	9,1	0,5
Tertiaire dont :	39 863	84,7	1,3	6 100	60,8	1,6	45 963	80,5	1,3
<i>Marchand</i>	20 074	42,6	0,4	4 511	44,9	2,8	24 585	43,1	0,8
<i>Non marchand</i>	19 789	42,0	2,2	1 589	15,8	-1,6	21 378	37,4	1,9
Ensemble	47 071	100,0	1,2	10 036	100,0	1,4	57 106	100,0	1,2
Part (%)	82,4	/	/	17,6	/	/	100,0	/	/



Alpes-Maritimes

Agriculture	1 160	0,3	-11,8	1 696	2,9	-5,5	2 856	0,7	-8,2
Industrie	29 176	8,1	-3,7	3 588	6,1	-7,1	32 765	7,9	-4,1
Construction	23 005	6,4	0,6	8 798	15,0	3,5	31 803	7,6	1,4
Tertiaire dont :	305 154	85,1	0,9	44 472	76,0	2,8	349 626	83,8	1,1
<i>Marchand</i>	186 709	52,1	0,9	35 316	60,3	3,3	222 025	53,2	1,3
<i>Non marchand</i>	118 445	33,0	0,8	9 156	15,6	1,0	127 601	30,6	0,8
Ensemble	358 496	100,0	0,4	58 554	100,0	2,0	417 050	100,0	0,6
Part (%)	86,0	/	/	14,0	/	/	100,0	/	/



Bouches-du-Rhône

Agriculture	4 857	0,7	-5,3	4 439	5,3	-3,1	9 296	1,2	-4,2
Industrie	78 034	11,3	-0,7	5 440	6,5	-0,7	83 475	10,7	-0,7
Construction	40 607	5,9	2,6	10 101	12,1	4,0	50 708	6,5	2,9
Tertiaire dont :	570 128	82,2	1,1	63 586	76,1	2,0	633 714	81,5	1,2
<i>Marchand</i>	326 155	47,0	1,1	46 716	55,9	2,5	372 871	48,0	1,3
<i>Non marchand</i>	243 973	35,2	1,0	16 870	20,2	0,8	260 843	33,6	1,0
Ensemble	693 626	100,0	0,9	83 566	100,0	1,8	777 193	100,0	1,0
Part (%)	89,2	/	/	10,8	/	/	100,0	/	/

Source : INSEE - RP2008 exploitation complémentaire - Données définitives

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes

Lecture : en région PACA, l'emploi total est composé à 86,9 % d'emploi salarié et à 13,1 % d'emploi non salarié. Il se concentre à 81,3 % dans le tertiaire (47,6 % d'emplois dans le tertiaire marchand et 33,7 % dans le tertiaire non marchand).



Var

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié			Emploi non salarié			Emploi total		
	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)
Agriculture	4 302	1,5	1,3	3 857	7,5	-1,6	8 159	2,4	-0,1
Industrie	22 130	7,5	-1,8	3 302	6,4	1,7	25 432	7,3	-1,4
Construction	20 837	7,1	1,4	8 630	16,8	3,5	29 467	8,5	2,0
Tertiaire dont :	247 709	84,0	0,3	35 517	69,2	2,2	283 226	81,8	0,6
<i>Marchand</i>	122 244	41,4	-0,5	27 265	53,1	1,8	149 509	43,2	-0,1
<i>Non marchand</i>	125 465	42,5	1,1	8 252	16,1	3,3	133 717	38,6	1,3
Ensemble	294 977	100,0	0,2	51 307	100,0	2,1	346 284	100,0	0,5
Part (%)	85,2	/	/	14,8	/	/	100,0	/	/



Vaucluse

Agriculture	5 909	3,3	-1,9	5 143	16,5	-3,1	11 053	5,2	-2,4
Industrie	20 347	11,2	-0,4	2 015	6,4	-7,2	22 362	10,5	-1,0
Construction	12 066	6,6	1,2	4 811	15,4	4,0	16 877	7,9	2,0
Tertiaire dont :	143 460	78,9	0,7	19 294	61,7	0,8	162 754	76,4	0,7
<i>Marchand</i>	81 804	45,0	0,1	15 362	49,1	1,3	97 166	45,6	0,3
<i>Non marchand</i>	61 656	33,9	1,5	3 932	12,6	-1,2	65 588	30,8	1,4
Ensemble	181 782	100,0	0,5	31 262	100,0	0,1	213 044	100,0	0,5
Part (%)	85,3	/	/	14,7	/	/	100,0	/	/



Région PACA

Agriculture	18 014	1,1	-2,8	19 117	7,8	-2,3	37 131	2,0	-2,6
Industrie	157 280	9,7	-1,2	15 685	6,4	-2,4	172 965	9,3	-1,4
Construction	104 204	6,4	1,7	35 187	14,4	3,8	139 391	7,5	2,2
Tertiaire dont :	1 344 208	82,8	0,9	175 012	71,4	2,0	1 519 221	81,3	1,0
<i>Marchand</i>	755 576	46,5	0,7	133 944	54,7	2,4	889 521	47,6	0,9
<i>Non marchand</i>	588 632	36,3	1,1	41 068	16,8	0,8	629 700	33,7	1,1
Ensemble	1 623 706	100,0	0,7	245 002	100,0	1,6	1 868 707	100,0	0,8
Part (%)	86,9	/	/	13,1	/	/	100,0	/	/



France métropolitaine

Agriculture	279 971	1,2	0,6	488 206	17,6	-3,5	768 177	3,0	-2,0
Industrie	3 554 022	15,4	0,0	206 045	7,4	-1,8	3 760 068	14,5	-0,1
Construction	1 432 714	6,2	3,6	346 560	12,5	3,2	1 779 274	6,9	3,5
Tertiaire dont :	17 881 805	77,2	2,2	1 739 957	62,6	2,1	19 621 762	75,7	2,2
<i>Marchand</i>	10 403 023	44,9	2,5	1 368 000	49,2	2,4	11 771 023	45,4	2,5
<i>Non marchand</i>	7 478 782	32,3	1,8	371 957	13,4	1,3	7 850 739	30,3	1,8
Ensemble	23 148 512	100,0	1,9	2 780 768	100,0	0,9	25 929 281	100,0	1,8
Part (%)	89,3	/	/	10,7	/	/	100,0	/	/

Emploi par zone d'emploi

Emploi par zone d'emploi (31/12/2008)

Nouvelles zones d'emploi 2010	Emploi salarié					
	Agriculture		Industrie		Construction	
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
Alpes-de-Haute-Provence (04)						
Digne-les-Bains (9301)	517	2,1	2 405	10,0	1 800	7,5
Manosque (9302)	568	2,6	2 401	11,1	1 786	8,2
Hautes-Alpes (05)						
Briançon (9303)	78	0,6	711	5,2	1 252	9,2
Gap (9304)	591	1,7	1 931	5,6	2 676	7,8
Alpes-Maritimes (06)						
Cannes-Antibes (9305)	586	0,4	14 007	9,8	8 901	6,2
Menton - Vallée de la Roya (9306)	75	0,4	735	4,4	1 110	6,6
Nice (9307)	644	0,3	14 916	7,3	13 868	6,8
Bouches-du-Rhône (13)						
Aix-en-Provence (9308)	1 521	1,1	16 463	11,9	8 685	6,3
Arles (9309)	906	3,8	2 112	8,8	1 301	5,4
Marseille-Aubagne (9310)	1 111	0,2	44 356	10,0	25 236	5,7
Istres - Martigues (9311)	222	0,4	12 273	22,2	3 425	6,2
Salon-de-Provence (9312)	435	1,3	2 342	7,2	1 939	6,0
Var (83)						
Draguignan (9313)	827	2,6	1 578	5,0	2 286	7,2
Fréjus - Saint-Raphaël (9314)	749	1,4	3 894	7,3	5 384	10,1
Toulon (9315)	2 122	1,1	14 587	7,7	11 283	5,9
Vaucluse (84)						
Cavaillon - Apt (9316)	826	3,2	2 592	10,1	1 789	6,9
Orange (9317)	1 154	4,1	4 181	14,8	1 982	7,0
Avignon (0059)*	5 845	3,7	19 649	12,4	10 725	6,8
Ensemble des Zones d'Emploi	18 777	1,1	161 133	9,8	105 428	6,4

Source : INSEE/RP2008 (exploitation complémentaire)

* Avignon à cheval sur 2 régions (voir carte P4)

Lecture : En 2008, le principal secteur employeur est le tertiaire marchand qui représente 46,4 % de l'emploi salarié des nouvelles zones d'emploi de la région PACA.

Emploi salarié						Emploi non salarié		Emploi total	
Tertiaire marchand		Tertiaire non-marchand		Ensemble		Ensemble		Ensemble	
Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
8 288	34,4	11 093	46,0	24 102	84,5	4 407	15,5	28 509	100,0
9 465	43,6	7 466	34,4	21 686	81,2	5 028	18,8	26 714	100,0
6 405	47,2	5 127	37,8	13 574	81,6	3 055	18,4	16 629	100,0
14 195	41,4	14 912	43,5	34 305	82,4	7 342	17,6	41 647	100,0
77 992	54,4	41 750	29,1	143 236	85,7	23 882	14,3	167 118	100,0
7 826	46,5	7 076	42,1	16 822	83,7	3 279	16,3	20 101	100,0
103 564	50,7	71 284	34,9	204 276	86,0	33 322	14,0	237 597	100,0
66 841	48,5	44 424	32,2	137 934	87,2	20 312	12,8	158 246	100,0
10 858	45,2	8 849	36,8	24 024	85,0	4 243	15,0	28 267	100,0
214 096	48,0	160 953	36,1	445 752	89,4	52 600	10,6	498 352	100,0
19 701	35,7	19 569	35,5	55 190	92,9	4 193	7,1	59 382	100,0
14 454	44,5	13 309	41,0	32 478	88,6	4 184	11,4	36 662	100,0
12 127	38,3	14 887	47,0	31 704	84,3	5 913	15,7	37 617	100,0
26 935	50,4	16 503	30,9	53 465	81,8	11 905	18,2	65 370	100,0
75 326	39,6	87 030	45,7	190 349	87,3	27 612	12,7	217 960	100,0
12 393	48,1	8 145	31,6	25 745	82,7	5 396	17,3	31 141	100,0
10 320	36,5	10 638	37,6	28 275	85,9	4 647	14,1	32 923	100,0
71 399	45,2	50 396	31,9	158 015	85,2	27 436	14,8	185 451	100,0
762 185	46,4	593 411	36,2	1 640 932	86,8	248 756	13,2	1 889 686	100,0

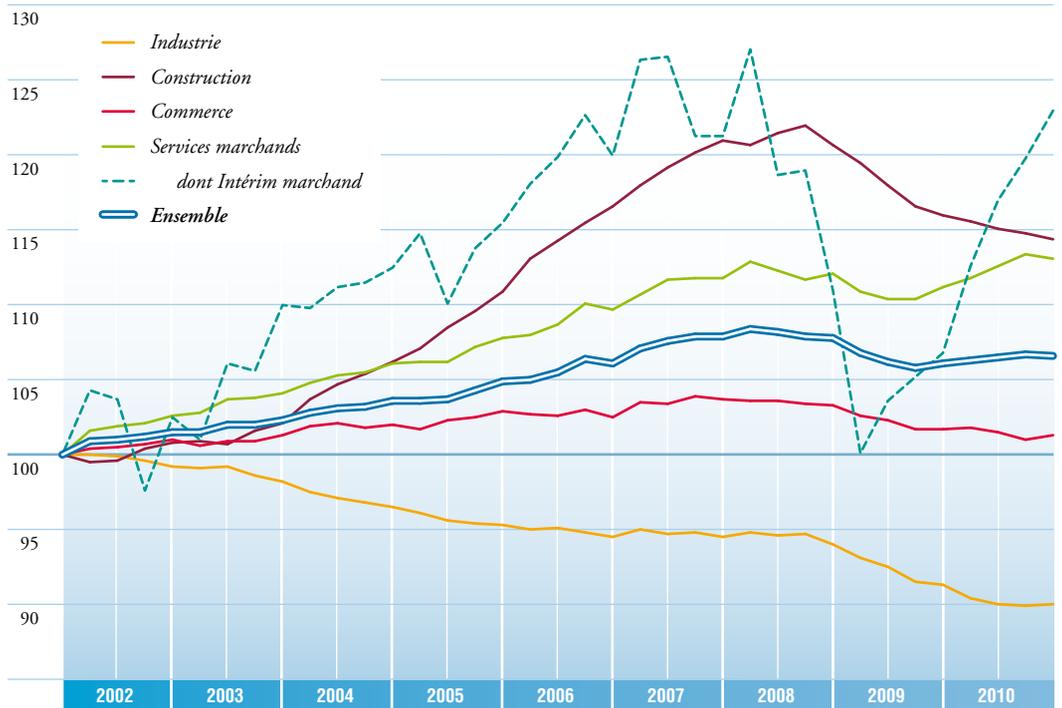
Source : INSEE/RP2008 (exploitation complémentaire)

Emploi salarié par secteur d'activité au 31/12/2010

Secteurs d'activité	Région PACA				France métropolitaine			
	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Taux d'évolution annuel moyen 2001 - 2010 (%)	Effectifs	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Taux d'évolution annuel moyen 2001 - 2010 (%)
Ensemble	1 097 262	100,0	0,5	0,7	15 402 228	100,0	0,9	0,0
Industrie	157 254	14,3	-1,5	-1,2	3 285 775	21,3	-1,8	-2,3
Construction	107 976	9,8	-1,4	1,5	1 415 414	9,2	-0,9	1,3
Commerce	237 613	21,7	-0,4	0,1	2 957 493	19,2	0,3	0,2
Services marchands	594 419	54,2	1,8	1,4	7 743 547	50,3	2,7	0,9
<i>dont : Intérim</i>	36 305	3,3	15,1	2,3	592 215	3,8	19,6	0,5

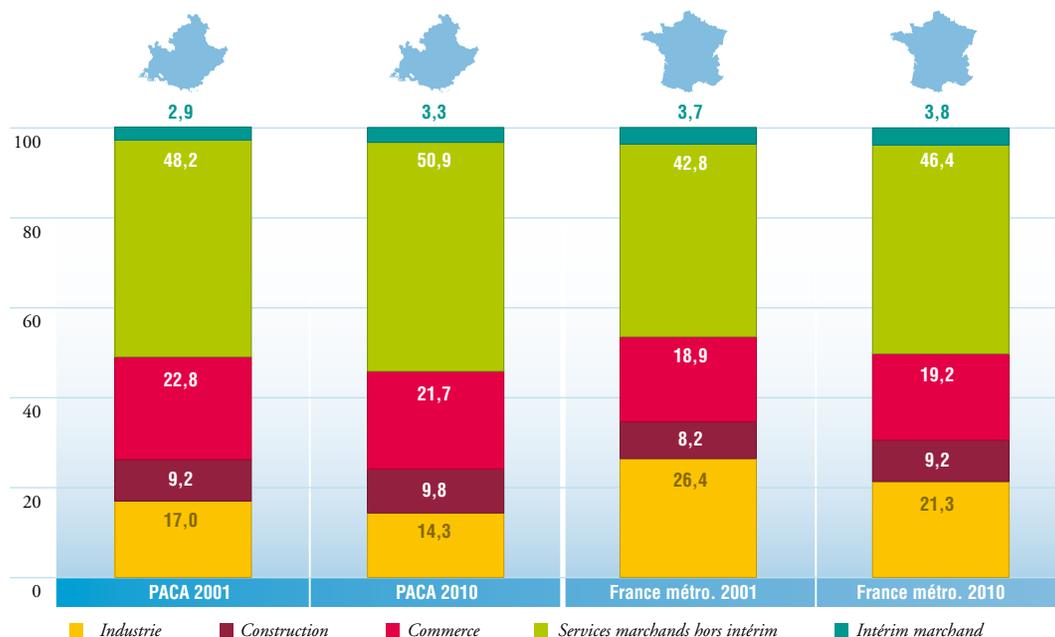
Source : INSEE - Estimations d'emploi - Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)
Intérim = moyenne trimestrielle du nombre de missions d'intérim

Emploi salarié depuis 2002 en région PACA par secteur d'activité (base 100 au 31/12/2001)



Source : INSEE - Estimations d'emploi - Données trimestrielles provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)

Structure de l'emploi salarié par secteur d'activité : comparaison 2001-2010 (en %)



Source : INSEE-Estimations d'emploi-Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)

Emploi salarié depuis 2002 (base 100 au 31/12/2001)



Source : INSEE-Estimations d'emploi-Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)

Emploi salarié par département

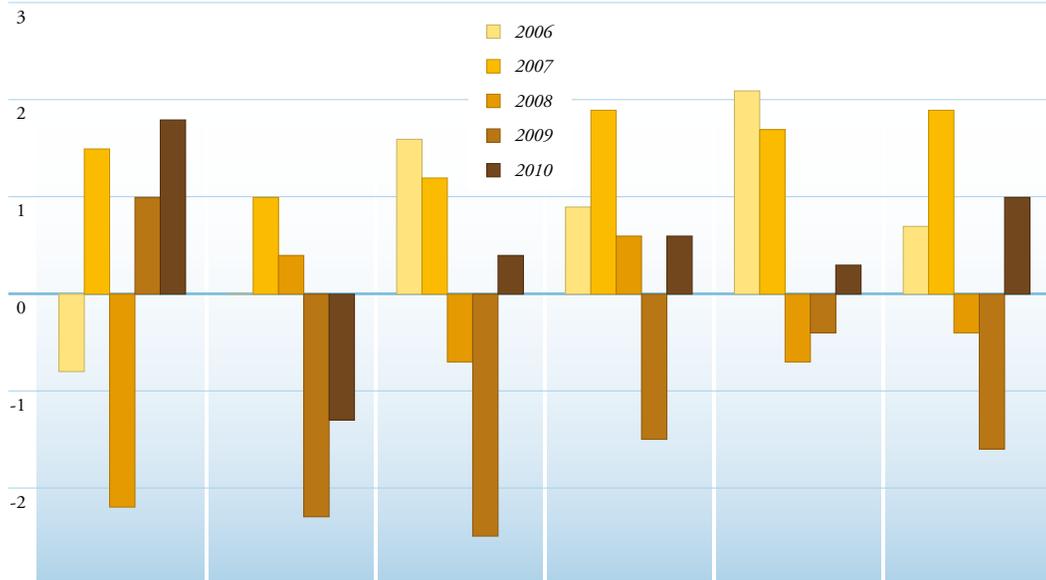
Emploi salarié par secteur d'activité au 31/12/2010



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Haute-Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes		Bouches-du-Rhône		Var		Vaucluse	
	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)
Ensemble	27 414	1,8	27 060	-1,3	258 157	0,4	487 237	0,6	174 945	0,3	122 450	1,0
Industrie	4 879	-0,2	2 194	-3,6	31 521	-1,3	78 847	-1,3	19 773	-1,8	20 040	-2,1
Construction	3 450	-7,8	4 052	-1,5	23 867	-2,1	42 458	-2,0	21 376	1,1	12 773	0,1
Commerce	6 486	2,5	6 688	-0,5	55 054	0,5	92 713	-1,3	44 524	-1,0	32 148	1,0
Services marchands	12 598	5,3	14 126	-1,2	147 715	1,1	273 219	2,2	89 272	1,2	57 489	2,3
<i>dont : Intérim</i>	<i>2 274</i>	<i>62,0</i>	<i>356</i>	<i>-22,1</i>	<i>6 029</i>	<i>16,8</i>	<i>17 847</i>	<i>11,4</i>	<i>4 178</i>	<i>8,7</i>	<i>5 622</i>	<i>21,0</i>
Poids dans la région	2,5		2,5		23,5		44,4		15,9		11,2	

Source : INSEE-Estimations d'emploi-Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)

Emploi salarié par département depuis 2006 (taux d'évolution annuels au 4^{ème} trimestre de chaque année, en %)



Alpes-de-Hte-Prov.

Hautes-Alpes

Alpes-Maritimes

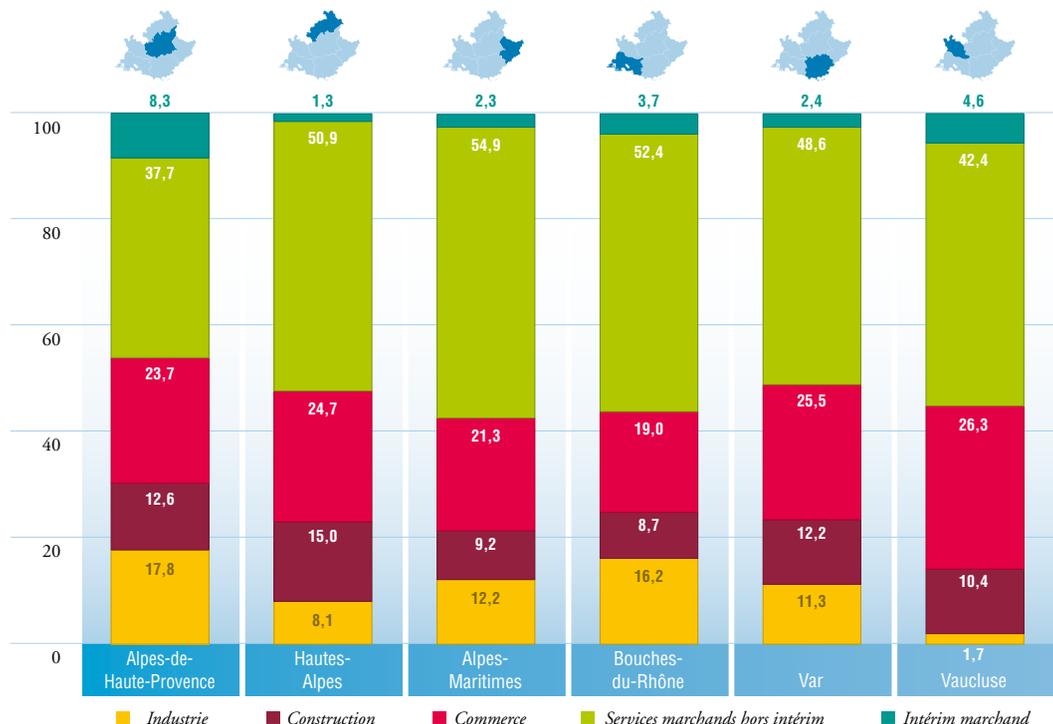
Bouches-du-Rhône

Var

Vaucluse

Source : INSEE-Estimations d'emploi-Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2010)

Structure de l'emploi salarié non agricole par secteur d'activité⁽¹⁾ au 31/12/2010 (en %)



Source : INSEE-Estimations d'emploi-Données provisoires - Traitement DIRECCTE-SESE
Données corrigées des variations saisonnières (provisoire en 2010)

Secteurs dominants et secteurs en évolution (2010)

Secteurs d'activité	Effectifs salariés	Part ⁽¹⁾ (en %)
Secteurs dominants		
GZ. Commerce, réparation automobile & motocycle	242 427	19,8
NZ. Activités de services administratifs & soutien	128 733	10,5
FZ. Construction	115 244	9,4
IZ. Hébergement et restauration	96 727	7,9
QB. Hébergement médico-social & social & action sociale sans hébergement	75 707	6,2
Secteurs d'activité	Évolution annuelle du nombre d'emplois	Part (en %)
Secteurs concernés par les plus fortes hausses		
NZ. Activités de service et de soutien	5 629	10,5
QB. Hébergement médico-social & social & action sociale sans hébergement	2 126	6,2
HZ. Transports et entreposage	1 682	5,9
IZ. Hébergement et restauration	1 180	7,9
JC. Activités informatiques et services d'information	619	1,5
Secteurs concernés par les plus fortes baisses		
FZ. Construction	-1 357	9,4
MC. Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1 024	1,3
GZ. Commerce, réparation automobile & motocycle	-662	19,8
CC. Travail bois, industrie papier et imprimerie	-661	0,5
PZ. Enseignement	-579	1,9

Source : Unedic/Pôle emploi - Traitement DIRECCTE/SESE
(1) Effectif du secteur rapporté à l'effectif tous secteurs (en NAF 38 postes)

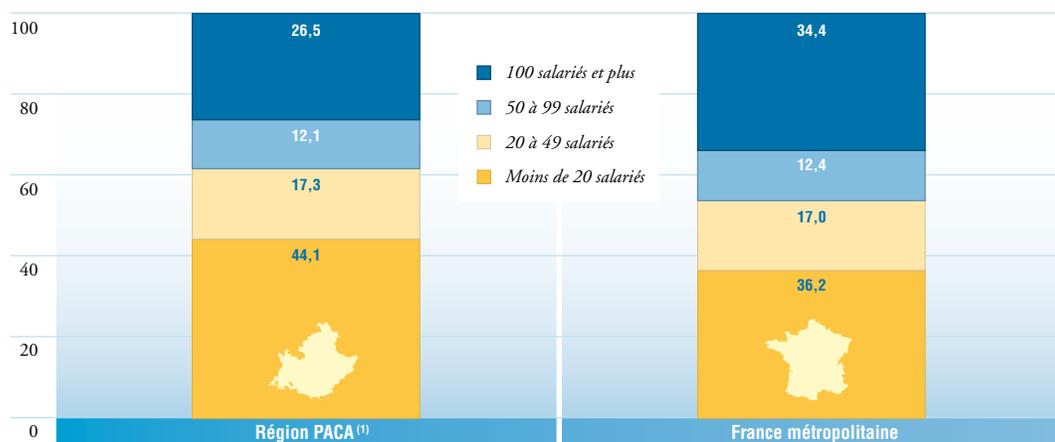
Emploi salarié par taille d'établissement

Emploi salarié et nombre d'établissements en région PACA au 31/12/2010

	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
Effectifs	375 438	164 055	212 205	148 571	116 666	115 342	92 350	1 224 627
Evolution sur un an (%)	-0,7	1,0	0,4	0,6	2,6	3,1	0,1	0,6
Part (%)	30,7	13,4	17,3	12,1	9,5	9,4	7,5	100,0
Nombre d'établissements	127 179	12 254	6 868	2 179	854	396	94	149 824
Evolution sur un an (%)	-0,7	0,7	0,0	0,6	2,9	4,2	-1,1	-0,5
Part (%)	84,9	8,2	4,6	1,5	0,6	0,3	0,1	100,0

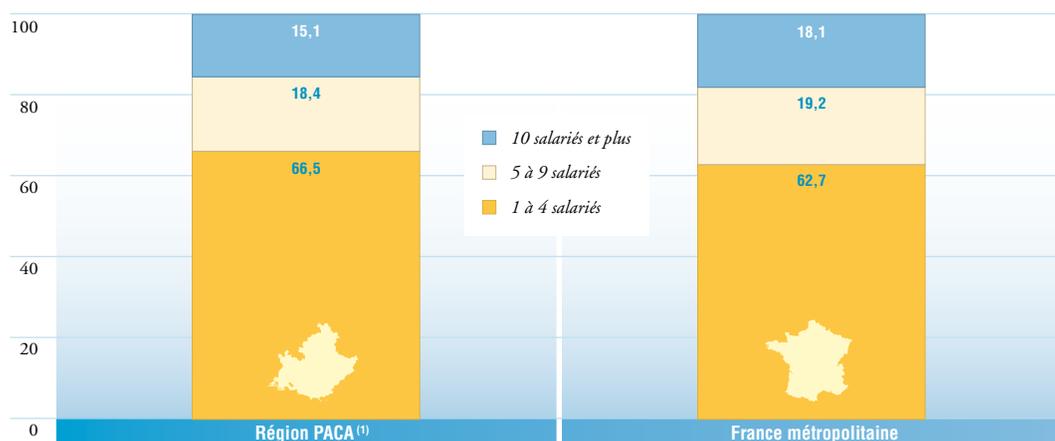
Source : UNEDIC/Pôle emploi - Données provisoires
(1) PACA y compris Monaco

Répartition des salariés par taille d'établissement au 31/12/2010 (%)



Source : UNEDIC/Pôle emploi - Données provisoires
(1) PACA y compris Monaco

Répartition des établissements selon leur taille au 31/12/2010 (%)



Source : UNEDIC/Pôle emploi - Données provisoires
(1) PACA y compris Monaco

Evolution du nombre d'établissements entre le 31/12/2000 et le 31/12/2010 (en %)

	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble
Région PACA (1)	12,6	10,5	17,9	13,0
France métropolitaine	3,1	5,6	10,1	4,8

Source : UNEDIC/Pôle emploi - Données provisoires

(1)PACA y compris Monaco

Emploi salarié et nombre d'établissements par département au 31/12/2010

	1 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
Alpes-de-Haute-Provence							
Effectifs	16 163	5 665	3 739	2 884	1 261	1 268	30 980
Part (%)	52,2	18,3	12,1	9,3	4,1	4,1	100,0
Nombre d'établissements	4 360	187	55	20	5	2	4 629
Part (%)	94,2	4,0	1,2	0,4	0,1	0,0	100,0
Hautes Alpes							
Effectifs	18 270	6 319	3 859	2 522	2 065	0	33 035
Part (%)	55,3	19,1	11,7	7,6	6,3	0,0	100,0
Nombre d'établissements	4 769	204	56	18	6	0	5 053
Part (%)	94,4	4,0	1,1	0,4	0,1	0,0	100,0
Alpes-Maritimes							
Effectifs	132 374	47 528	30 103	24 107	24 109	21 862	280 083
Part (%)	47,3	17,0	10,7	8,6	8,6	7,8	100,0
Nombre d'établissements	35 594	1 543	442	176	79	25	37 859
Part (%)	94,0	4,1	1,2	0,5	0,2	0,1	100,0
Bouches-du-Rhône							
Effectifs	202 193	90 768	67 134	57 346	54 829	57 014	529 284
Part (%)	38,2	17,1	12,7	10,8	10,4	10,8	100,0
Nombre d'établissements	50 113	2 914	983	420	190	51	54 671
Part (%)	91,7	5,3	1,8	0,8	0,3	0,1	100,0
Var							
Effectifs	99 767	33 580	20 487	12 603	14 172	6 588	187 197
Part (%)	53,3	17,9	10,9	6,7	7,6	3,5	100,0
Nombre d'établissements	27 106	1 098	304	93	50	9	28 660
Part (%)	94,6	3,8	1,1	0,3	0,2	0,0	100,0
Vaucluse							
Effectifs	58 397	23 143	17 478	13 350	11 807	2 695	126 870
Part (%)	46,0	18,2	13,8	10,5	9,3	2,1	100,0
Nombre d'établissements	14 731	750	256	98	42	4	15 881
Part (%)	92,8	4,7	1,6	0,6	0,3	0,0	100,0

Source : UNEDIC/Pôle emploi - Données provisoires

Mouvements de main d'œuvre

Définitions :

Taux d'entrée : entrées dans l'année / effectif de début d'année x 100

Taux de sortie : sorties dans l'année / effectif de début d'année x 100

Taux de rotation : (entrées + sorties) x 0,5 / effectif de début d'année x 100

Taux d'évolution : (entrées - sorties) / effectif de début d'année x 100

Taux d'entrée, de sortie et d'évolution en région PACA depuis 2008 (%)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	2008			2009			2010		
	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution
Agriculture	75,7	70,7	5,1	75,2	66,1	9,1	261,0	263,6	-2,6
Industrie	17,7	18,8	-1,0	13,8	17,0	-3,1	18,2	17,5	0,7
Construction	25,1	28,6	-3,5	12,0	15,0	-3,0	34,5	27,1	7,4
Tertiaire	63,7	63,6	0,0	71,9	72,7	-0,8	69,6	67,5	2,1
Tous secteurs	53,9	54,2	-0,3	57,3	58,6	-1,3	62,6	60,3	2,3

Source : DARES / EMMO - DMMO

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4)

Secteurs d'activité et tailles d'établissements en région PACA en 2010 (taux pour 100 salariés employés en début d'année)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Taux de rotation	Taux d'évolution des effectifs	Taux d'entrée					
			Toutes entrées dont :	Contrat à durée déterminée (CDD)	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Transfert ⁽²⁾	CDD à objet défini ⁽³⁾	
Agriculture	Moins de 10 salariés	328,1	-3,7	326,3	285,6	11,4	-	-
	10 à 49 salariés	144,3	13,6	151,1	112,1	4,3	-	-
	50 à 99 salariés	37,8	-20,8	27,4	26,7	-	-	-
	100 à 199 salariés	-	-	-	-	-	-	-
	200 salariés et plus	74,2	13,4	80,9	77,0	3,8	-	-
	Ensemble	262,3	-2,6	261,0	224,8	8,9	-	-
Industrie	Moins de 10 salariés	37,0	8,9	41,5	20,6	19,2	-	-
	10 à 49 salariés	22,0	-1,6	21,2	11,9	7,3	-	-
	50 à 99 salariés	16,7	0,3	16,9	10,9	4,5	0,6	-
	100 à 199 salariés	11,2	0,6	11,5	5,5	4,7	0,8	-
	200 salariés et plus	8,2	-0,8	7,8	4,8	2,4	0,4	-
	Ensemble	17,9	0,7	18,2	10,1	6,8	0,5	-
Construction	Moins de 10 salariés	53,0	16,2	61,1	25,3	22,6	-	-
	10 à 49 salariés	20,5	4,1	22,6	10,9	7,4	-	-
	50 à 99 salariés	12,5	-1,4	11,8	4,3	5,5	1,0	-
	100 à 199 salariés	11,0	-1,6	10,2	2,4	6,9	0,3	-
	200 salariés et plus	10,9	-0,2	10,8	2,3	6,9	1,2	-
	Ensemble	30,8	7,4	34,5	14,5	13,0	0,5	0,6
Tertiaire	Moins de 10 salariés	94,5	4,7	96,8	69,2	14,5	1,4	0,7
	10 à 49 salariés	61,2	2,6	62,5	40,0	16,4	1,1	0,3
	50 à 99 salariés	68,6	0,5	68,9	55,8	10,8	1,4	0,0
	100 à 199 salariés	64,2	-0,2	64,1	54,2	8,6	0,8	-
	200 salariés et plus	45,1	-0,5	44,9	37,7	6,2	0,7	0,1
	Ensemble	68,5	2,1	69,6	51,0	12,3	1,1	0,3

Source : DARES / EMMO - DMMO

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation des effectifs depuis 2000 (%)

Années	Région PACA			Taux de rotation	
	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux d'évolution de l'emploi	Région PACA	France
2000	55,9	51,0	4,9	53,5	39,4
2001	52,9	50,4	2,5	51,6	39,5
2002	51,3	49,4	1,9	50,4	38,5
2003	52,6	52,1	0,5	52,3	36,8
2004	52,1	51,2	0,8	51,7	37,7
2005	49,7	49,5	0,2	49,6	38,6
2006	51,9	50,9	1,0	51,4	39,3
2007	58,1	56,7	1,4	57,4	43,4
2008	53,9	54,2	-0,3	54,0	42,9
2009	57,3	58,6	-1,3	58,0	43,6
2010	62,6	60,3	2,3	61,4	nd

Source : DARES / EMMO - DMMO

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4).

(2) Transfert : d'un salarié d'un autre établissement de l'entreprise, avec ou non changement de contrat

(3) Recrutement en CDD de 18 à 36 mois à objet défini (loi du 01/07/2008)

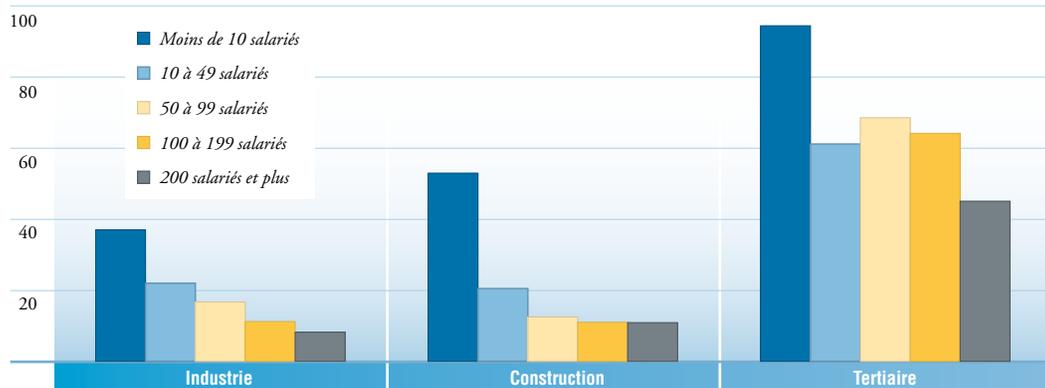
(4) Nouvelles modalités mises en place courant 2008. À noter, le motif "rupture conventionnelle" est pris en compte dans le total "toutes sorties" mais ce taux est non significatif sur ce seul motif

Lecture : dans le tertiaire, le nombre d'entrées en emploi ayant eu lieu dans l'année représente 69,6 % des effectifs du début d'année (51 % pour les CDD et 12,3 % pour les CDI). Dans ce secteur, le nombre de sorties d'emploi ayant eu lieu dans l'année représente 67,5 % des effectifs de début d'année (44 % pour fin de CDD et 7,4 % pour démission). Avec un taux de 68,5 %, la rotation des effectifs dans le tertiaire est supérieure à la moyenne (61,4 %).

Taux de sortie									
Toutes sorties ⁽⁴⁾ dont :	Fin de CDD	Licenciement économique	Autre licenciement	Démission	Retraite	Transfert ⁽²⁾	Rupture conventionnelle	Fin de période d'essai	Fin de CDD à objet défini ⁽³⁾
330,0	273,2	-	-	21,6	-	-	-	-	9,6
137,5	100,6	4,1	-	13,6	-	-	-	0,7	-
48,2	41,6	-	-	2,7	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
67,5	49,8	-	-	-	-	-	-	-	-
263,6	215,6	0,9	0,7	18,3	0,6	-	1,7	0,6	6,7
32,6	17,3	-	-	6,1	-	-	-	1,4	-
22,8	9,3	0,7	1,7	5,5	0,9	1,0	1,3	1,2	-
16,5	8,9	1,0	1,0	1,4	0,7	0,6	0,5	0,5	-
10,9	3,3	1,8	1,0	1,2	0,7	0,4	0,6	0,4	-
8,6	3,5	0,2	0,7	1,2	1,1	0,7	0,3	0,1	-
17,5	7,9	0,7	1,2	3,2	0,8	0,7	0,9	0,7	-
44,9	12,4	-	4,4	11,6	-	-	2,5	4,1	-
18,4	6,5	0,7	2,5	4,5	0,7	-	0,9	0,8	-
13,2	2,5	-	2,1	3,0	0,9	1,2	0,6	0,2	-
11,8	3,3	-	1,8	2,7	0,9	0,4	0,5	0,3	-
10,9	1,9	-	2,6	3,1	0,9	0,5	0,3	-	-
27,1	7,8	1,0	3,1	6,8	0,5	0,2	1,4	2,0	0,2
92,1	59,1	1,1	2,2	9,3	0,4	1,6	2,9	2,8	0,9
59,9	33,4	0,4	3,0	9,0	0,7	1,8	1,4	3,5	0,3
68,4	51,2	0,3	2,1	6,1	0,8	1,1	0,7	2,4	0,0
64,4	48,9	0,2	2,5	5,1	0,8	0,9	0,6	1,7	-
45,4	32,5	0,3	2,4	4,3	1,0	1,1	0,3	1,1	-
67,5	44,0	0,6	2,5	7,4	0,7	1,4	1,4	2,5	0,4

Mouvements de main d'œuvre

Taux de rotation par taille d'établissement de la région PACA en 2010



Source : DARES / EMMO - DMMO

NB : Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation des effectifs par activité (NAF17 postes)

Activité (1)	Taux de rotation	Taux d'évolution des effectifs	Taux d'entrée	Taux de Sortie
Agriculture, sylviculture et pêche	262,3	-2,6	261,0	263,6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	36,0	-1,0	35,5	36,5
Cokéfaction et raffinage	5,9	0,4	6,1	5,7
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	13,4	1,6	14,1	12,6
Fabrication de matériels de transport	6,7	-2,1	5,7	7,7
Fabrication d'autres produits industriels	18,2	1,3	18,9	17,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	10,9	1,4	11,6	10,2
Construction	30,8	7,4	34,5	27,1
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	53,7	2,5	54,9	52,5
Transports et entreposage	30,6	1,2	31,2	30,0
Hébergement et restauration	155,5	1,1	156,1	154,9
Information et communication	35,7	3,2	37,3	34,1
Activités financières et d'assurance	24,6	-0,7	24,2	24,9
Activités immobilières	32,1	-3,6	30,3	33,9
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	58,5	1,2	59,1	57,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	68,6	3,0	70,2	67,1
Autres activités de services	158,0	6,2	161,0	154,9
Ensemble	61,4	2,3	62,6	60,3

Source : DARES - EMMO - DMMO

(1) Nomenclature d'activité française en 17 postes (NAF17)

Secteurs d'activité par département en 2010

	Secteurs d'activité (1)	Taux de rotation	Taux d'évolution des effectifs	Taux d'entrée	Taux de Sortie
Alpes-de-Hte-Provence	Industrie	24,3	3,3	26,0	22,7
	Construction	48,2	-5,2	45,6	50,8
	Tertiaire	89,3	12,0	95,3	83,3
	Ensemble	81,1	9,5	85,8	76,4
Hautes-Alpes	Industrie	18,7	2,7	20,0	17,3
	Construction	35,5	0,1	35,6	35,5
	Tertiaire	102,5	1,1	103,1	102,0
	Ensemble	95,4	2,9	96,8	93,9
Alpes-Maritimes	Industrie	18,4	-1,0	17,9	18,9
	Construction	37,6	18,4	46,9	28,4
	Tertiaire	64,1	2,5	65,3	62,8
	Ensemble	57,5	3,4	59,1	55,8
Bouches-du-Rhône	Industrie	14,9	0,1	14,9	14,9
	Construction	29,9	4,2	32,0	27,7
	Tertiaire	69,8	1,4	70,5	69,1
	Ensemble	59,3	1,6	60,1	58,5
Var	Industrie	27,1	3,8	29,0	25,2
	Construction	23,5	7,3	27,2	19,9
	Tertiaire	70,4	2,2	71,5	69,3
	Ensemble	62,6	2,4	63,8	61,4
Vaucluse	Industrie	20,1	2,2	21,2	19,0
	Construction	22,7	2,0	23,7	21,7
	Tertiaire	60,0	2,4	61,1	58,8
	Ensemble	64,8	1,4	65,5	64,4

Source : DARES - EMMO - DMMO

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture

Part des entrées et sorties par département selon le motif (2010)

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	PACA
Entrées en effectif	25 739	32 261	166 410	348 568	126 604	85 257	784 839
dont :	3,3	4,1	21,2	44,4	16,1	10,9	100,0
CDD (%)	74,9	84,2	68,3	72,3	69,5	75,9	71,9
CDI (%)	14,4	9,1	23,8	17,8	18,9	15,4	18,5
Transferts (%)	1,8	0,9	1,5	1,5	1,8	1,4	1,5
CDD à objet défini*(%)	1,4	0,8	0,8	0,3	0,7	0,4	0,5
Sorties en effectif	22 859	31 359	156 896	339 385	121 727	83 447	755 673
dont :							
Ruptures conventionnelles (%)	1,5	1,7	2,3	2,2	2,8	2,2	2,3
Démissions (%)	12,6	8,3	14,3	10,0	12,2	12,2	11,5
Fin de période d'essai (%)	3,7	1,8	4,9	3,0	4,8	2,9	3,6
Fin CDD (%)	66,9	77,0	60,3	64,7	61,4	66,8	64,1
Licenciement économique (%)	0,8	0,4	1,7	0,9	0,9	0,8	1,0
Autre licenciement (%)	3,4	1,6	4,2	3,9	4,0	4,0	3,9
Fin de CDD à objet défini* (%)	0,3	1,5	0,7	0,5	0,8	1,4	0,7
Transfert (%)	1,4	0,6	1,9	2,3	2,0	1,8	2,0
Retraite (%)	0,9	0,5	1,4	1,3	1,0	0,9	1,2
Solde Entrées / Sorties	2 880	902	9 514	9 183	4 877	1 810	29 166

Source : DARES / EMMO - DMMO

* CDD à objet défini : recrutement en CDD de 18 à 36 mois (loi du 01/07/2008)

Intérim par secteur d'activité des établissements utilisateurs en 2010

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Région PACA			France			Taux de recours à l'intérim ⁽³⁾ en 2009 (%)	
	Effectifs ⁽²⁾	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Effectifs ⁽²⁾	Part (%)	Evolution sur un an (%)	Région PACA	France
Agriculture, sylviculture et pêche	144	0,5	8,9	2 354	0,4	-2,4	56,9	33,7
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1 649	5,3	20,5	18 716	3,3	15,2	6,2	10,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 317	4,2	2,5	47 121	8,4	14,6	53,9	9,4
Cokéfaction et raffinage	48	0,2	85,7	406	0,1	13,0	0,3	3,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	927	3,0	21,8	37 123	6,6	62,9	6,4	7,8
Fabrication de matériels de transport	866	2,8	10,6	28 377	5,1	41,8	1,3	7,8
Fabrication d'autres produits industriels	4 072	13,1	38,3	113 854	20,4	42,6	23,5	7,3
Construction	9 358	30,0	11,4	110 047	19,7	7,2	8,1	7,5
Commerce ; réparations d'automobiles et de motocycles	2961	9,5	0,2	52 227	9,3	11,6	1,2	1,8
Transports et entreposage	3 948	12,7	11,4	56 135	10,0	19,6	5,5	6,7
Hébergement et restauration	564	1,8	10,6	8 296	1,5	13,9	0,6	0,9
Information et communication	333	1,1	43,5	7 762	1,4	15,7	1,0	1,4
Activités financières et d'assurance	462	1,5	18,6	10 206	1,8	18,1	1,0	1,4
Activités immobilières	148	0,5	4,7	2 638	0,5	9,4	0,7	1,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 593	8,3	18,6	42 118	7,5	15,1	1,2	1,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 286	4,1	8,6	11 878	2,1	6,6	0,8	0,6
Autres activités de services	248	0,8	1,7	6 017	1,1	5,2	0,4	0,8
Ensemble	31 143	100,0	13,6	559 107	100,0	22,2	2,5	3,4

Source : Pôle emploi/UNEDIC - DARES - DIRECCTE-SESE

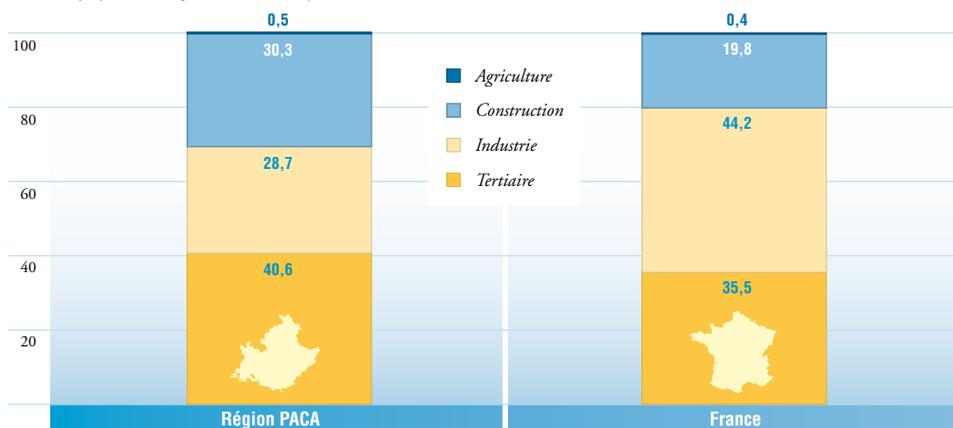
(1) Nomenclature d'activité économique agrégée en 17 postes (A17)

(2) En équivalents temps plein (ETP) - Moyenne annuelle

(3) Effectif des intérimaires (en ETP) en 2010 rapporté à l'emploi salarié total du secteur (à savoir l'emploi salarié à fin 2010 au sens de l'UNEDIC)

Structure des effectifs intérimaires par secteur d'activité ⁽¹⁾ en 2010

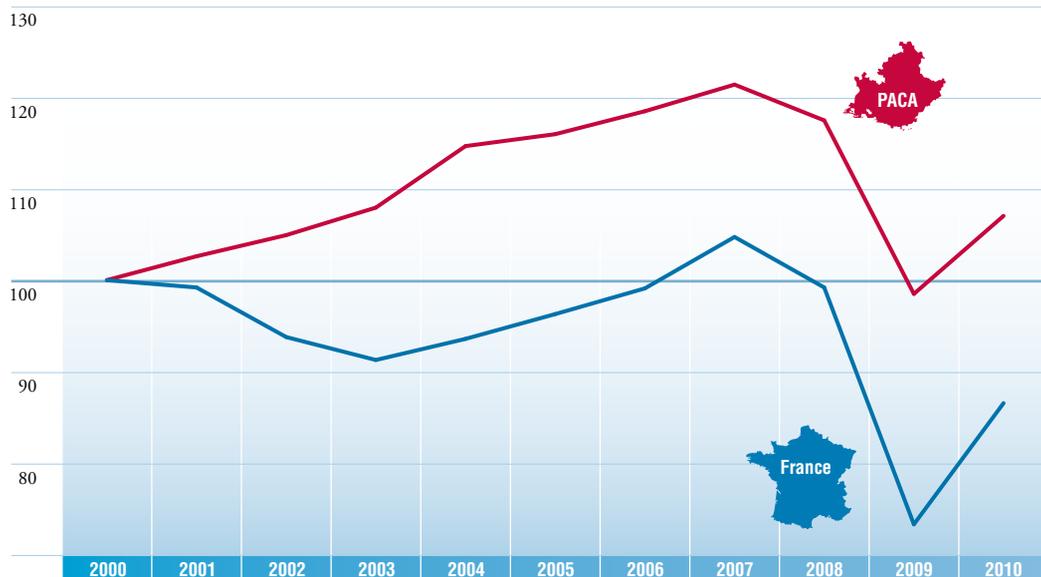
(équivalents temps plein en moyenne annuelle, %)



Source : Pôle emploi/UNEDIC - DARES - Traitement DIRECCTE-SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors "non renseignés"

Effectifs intérimaires par trimestre depuis 2000 (équivalents temps plein en moyenne annuelle)



Source : Pôle emploi/UNEDIC - DARES - Traitement DIRECCTE-SESE

Intérim par département en 2010 (équivalents temps plein en moyenne annuelle)



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Haute-Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes		Bouches-du-Rhône		Var		Vaucluse	
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
Agriculture	(s)	(s)	0	0,0	19	0,4	82	0,5	23	0,6	30	0,7
Industrie	410	46,6	66	14,3	1 102	22,2	4 708	29,5	843	23,7	1 482	35,0
Construction	283	32,2	269	58,5	1 581	31,9	4 436	27,8	1 359	38,2	885	20,9
Tertiaire	187	21,2	118	25,6	2 185	44,1	6 628	41,5	1 307	36,8	1 832	43,2
Non renseigné	(s)	(s)	7	1,5	69	1,4	109	0,7	23	0,6	10	0,2
Ensemble	880	100,0	461	100,0	4 958	100,0	15 962	100,0	3 555	100,0	4 240	100,0

Source : Pôle emploi/UNEDIC - DARES - Estimations des moyennes annuelles départementales établie par la DIRECCTE-SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4)

(s) dans les Alpes-de-Haute-Provence, les effectifs de l'agriculture sont masqués afin de respecter les règles du secret statistique.

Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage, du régime de solidarité et des minima sociaux

Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage et du régime de solidarité au 31/12/2010

Départements	Assurance chômage ⁽¹⁾		Régime de solidarité ⁽²⁾		Ensemble		Evolution sur un an (%)		
		dont femmes (%)		dont femmes (%)		dont femmes (%)	Assurance chômage	Régime de solidarité	Ensemble
Alpes-de-Haute-Provence	6 852	51,7	737	49,7	7 589	51,5	15,0	22,0	15,7
Hautes-Alpes	5 295	53,0	499	54,1	5 794	53,1	25,3	18,5	24,7
Alpes-Maritimes	42 942	49,7	3 843	49,3	46 785	49,7	9,2	19,2	9,9
Bouches-du-Rhône	83 692	48,6	10 360	46,8	94 052	48,4	13,3	22,0	14,2
Var	42 914	52,3	4 146	49,3	47 060	52,0	8,9	18,9	9,7
Vaucluse	25 771	49,6	3 089	44,4	28 860	49,0	12,9	23,3	13,9
Région PACA	207 466	49,9	22 674	47,6	230 140	49,7	11,7	21,0	12,6
France métropolitaine	2 195 228	nd	436 427	nd	2 631 655	nd	2,4	4,8	2,8

Source : Pôle emploi - Allocataires en cours en fin de mois (au lieu de résidence) - Traitement DIRECCTE-SESE

(1) Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi y compris Formation (ARE+AREF) + Allocation Unique Dégressive (AUD) + Allocation Chômeurs Agés (ACA) + Allocation Formation Reclassement (AFR) + Allocation Fin de Formation (AFF)

(2) Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

Taux de demandeurs d'emploi indemnifiés

	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	Evolution sur un an
Région PACA					
Demandeurs d'emploi ⁽¹⁾	294 797	302 514	355 957	373 617	+5,0 %
Demandeurs d'emploi indemnifiés ⁽²⁾	192 007	191 427	204 407	230 140	+12,6 %
Taux de demandeurs d'emploi indemnifiés ⁽³⁾ en %	65,1	63,3	57,4	61,6	+4,2 points
dont assurance chômage	55,5	54,9	52,2	55,5	+3,3 points
France métropolitaine					
Demandeurs d'emploi	3 519 127	3 653 310	4 229 890	4 364 270	+3,2 %
Demandeurs d'emploi indemnifiés	2 159 579	2 255 779	2 560 856	2 630 300	+2,7 %
Taux de demandeurs d'emploi indemnifiés en %	61,4	61,7	60,5	60,3	-0,3 point
dont assurance chômage	49,5	51,0	50,7	50,3	-0,4 point
Ecart région PACA-France métropolitaine du taux de demandeurs d'emploi indemnifiés	+3,8 points	+1,5 point	-3,1 points	+1,3 point	
dont assurance chômage	+6,0 points	+3,9 points	+1,5 point	+5,2 points	

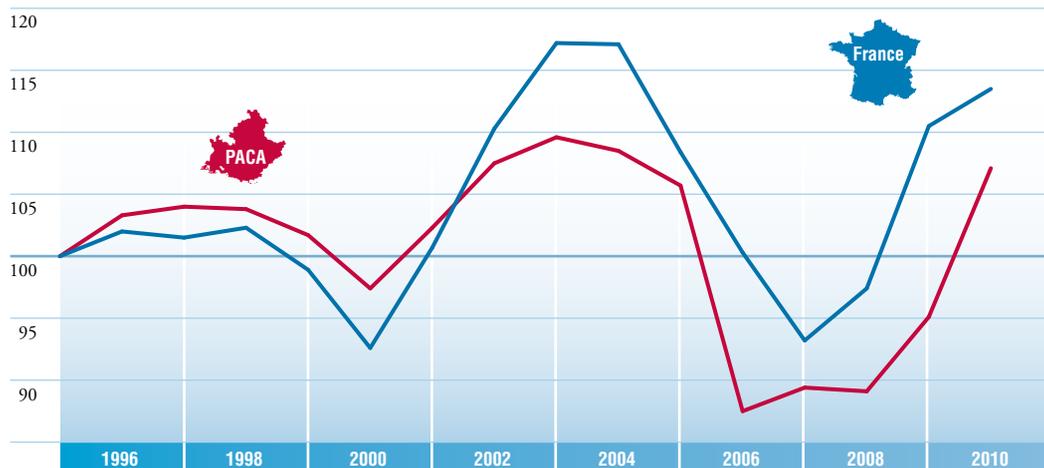
Sources : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE (allocataires en cours en fin d'année au lieu de résidence)

(1) Catégories ABC et dispensés de recherche d'emploi

(2) Assurance chômage + régime de solidarité

(3) Nombre de demandeurs d'emplois indemnifiés / nombre de demandeurs d'emploi

Allocataires de l'assurance chômage et du régime de solidarité entre 1996 et 2010 (base 100 au 31/12/1995)



Source : Pôle emploi-Traitement DIRECCTE-SESE (allocataires en cours en fin d'année au lieu de résidence)

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de Solidarité Active (RSA) au 31/12/2010

	Bénéficiaires ⁽¹⁾	Part dans l'ensemble des DE (%)	RSA socle seul	RSA socle et Activité	RSA activité seul	Part dans ensemble des entrées (%)	Part dans ensemble des sorties (%)
Alpes-de-Haute-Provence	1 411	12,9	801	274	336	13,0	12,2
Hautes-Alpes	800	10,0	478	146	176	10,2	7,0
Alpes-Maritimes	8 019	11,9	5 509	1 105	1 405	10,8	11,9
Bouches-du-Rhône	30 580	19,9	22 324	3 472	4 784	19,5	20,4
Var	9 705	14,0	6 172	1 588	1 945	12,4	13,8
Vaucluse	5 588	13,0	3 416	1 043	1 129	12,5	15,7
Région PACA	56 103	15,9	38 700	7 628	9 775	14,8	15,8
France métropolitaine	592 000	14,4	391 900	83 700	116 400	14,3	15,2

Sources : CNAF - Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - DIRECCTE/SESE

(1) Catégories ABC

Population couverte par le RSA au 31/12/2010

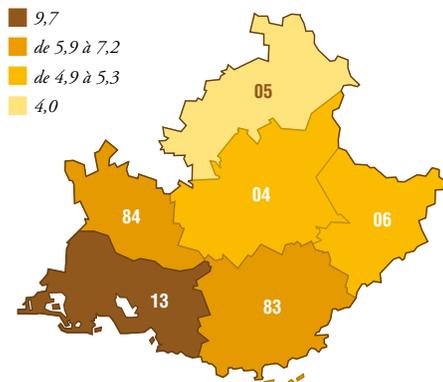
Départements	Population couverte ⁽¹⁾	Part de la population ⁽²⁾ (%)
Alpes-de-Haute-Provence	8 420	5,3
Hautes-Alpes	5 408	4,0
Alpes-Maritimes	53 329	4,9
Bouches-du-Rhône	192 391	9,7
Var	60 106	5,9
Vaucluse	39 179	7,2
Région PACA	358 833	7,3
France métropolitaine	3 791 941	6,1

Sources : CNAF, INSEE (estimations de population au 01/01/2009)

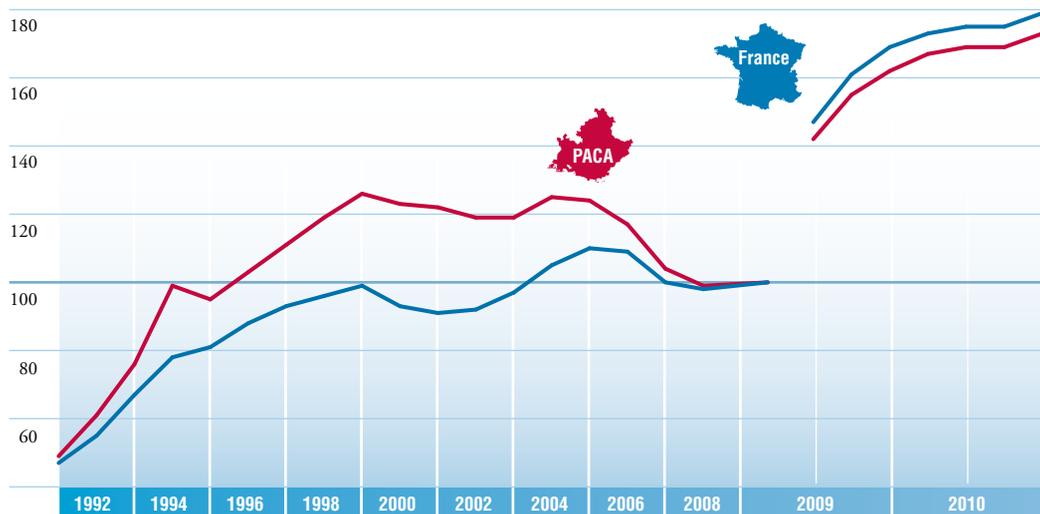
(1) Allocataires + conjoints + enfants

(2) Nombre de personnes couvertes / population totale

Part pour 100 habitants :



Allocataires du RMI depuis 1992 et du RSA depuis juin 2009 ⁽¹⁾ (Base 100 au 31/03/2009)



Source : CNAF-Traitement DIRECCTE-SESE

(1) RSA à compter de juin 2009 (remplace le RMI et l'API)

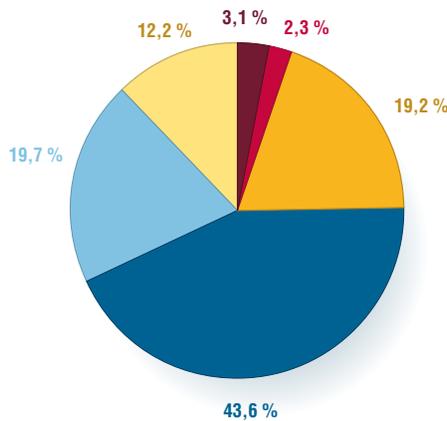
Demande d'emploi par département et régions limitrophes (Données brutes au 31/12/2010)

DEFM	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse
Catégorie ABC	10 935	7 995	67 652	153 879	69 565	42 997
Evolution sur un an (%)	6,2	9,3	4,9	7,2	5,6	8,1
Part (en %) des						
- Femmes	51,3	52,7	49,1	48,9	52,0	50,1
- Hommes	48,7	47,3	50,9	51,1	48,0	49,9
- Moins de 25 ans	16,5	16,3	14,2	15,6	17,6	17,9
- 25 à 49 ans	64,2	66,4	66,0	68,0	63,5	64,3
- 50 ans et plus	19,3	17,3	19,7	16,4	18,8	17,8
- Inscrits depuis un an ou plus	35,5	32,3	28,7	38,4	29,6	34,2
- Inscrits depuis deux ans ou plus	15,7	13,3	10,9	16,8	11,8	14,5
Catégorie A	7 425	4 857	50 701	112 044	51 468	29 788
Catégorie B	1 451	1 315	8 350	16 721	8 530	5 278
Catégorie C	2 059	1 823	8 601	25 114	9 567	7 931
Catégorie D	736	664	3 869	8 047	4 205	2 292
Catégorie E	762	639	8 645	9 691	7 955	3 054
Toutes catégories ABCDE	12 433	9 298	80 166	171 617	81 725	48 343
Évolution sur un an (%)	9,0	11,3	6,7	7,5	7,8	8,9
Part de la catégorie ABC (%)	88,0	86,0	84,4	89,7	85,1	88,9

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE
 har : hors activité réduite

Répartition de la demande d'emploi par département au 31/12/2010 (DEFM cat. ABC)

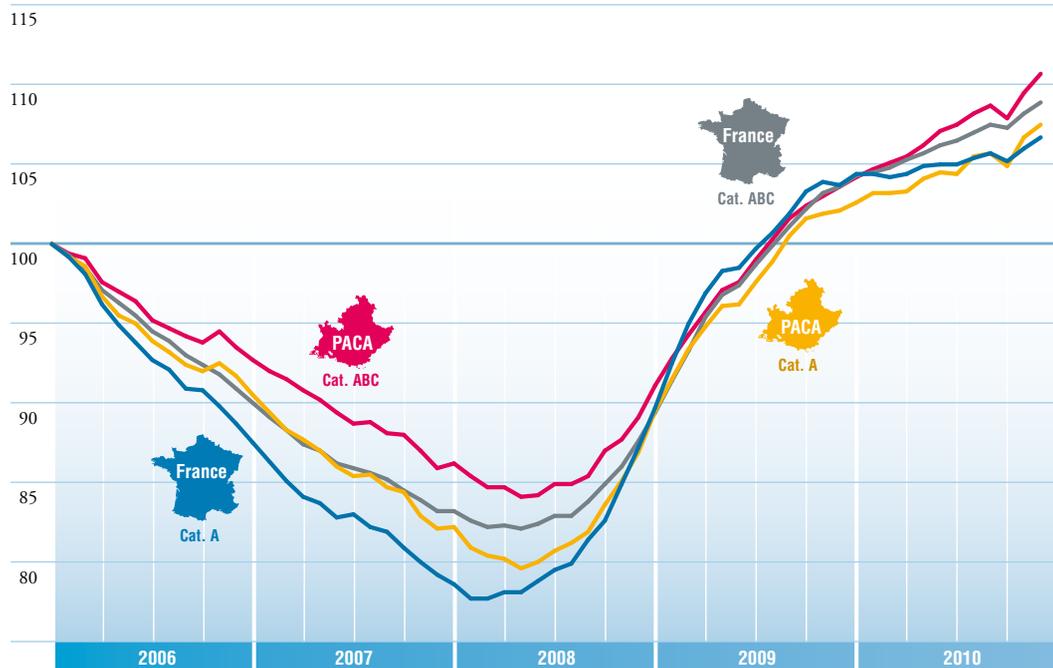
- Alpes-de-Haute-Provence
- Hautes-Alpes
- Alpes-Maritimes
- Bouches-du-Rhône
- Var
- Vaucluse



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Région PACA	Languedoc-Roussillon	Rhône-Alpes	France métropolitaine
353 023	209 536	371 593	4 097 920
6,6	5,6	4,2	4,9
49,9	49,7	50,4	50,1
50,1	50,3	49,6	49,9
16,0	17,0	16,5	17,5
66,1	65,5	66,4	65,0
17,8	17,5	17,1	17,5
34,1	35,0	34,5	37,4
14,3	15,5	13,7	16,7
256 283	152 441	248 348	2 748 150
41 645	26 033	50 873	549 920
55 095	31 062	72 372	799 850
19 813	10 510	20 887	254 350
30 746	21 277	36 384	344 200
403 582	241 323	428 864	4 696 470
7,7	7,2	5,4	5,9
87,5	86,8	86,6	87,3

Demande d'emploi PACA (DEFM données CVS, base 100 en janvier 2006)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

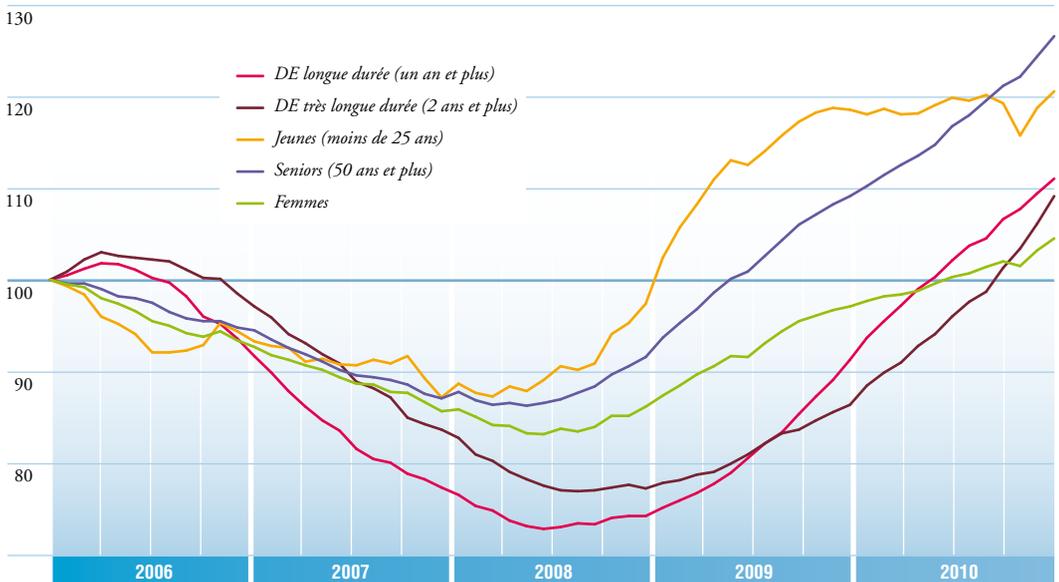
Nombre de demandeurs d'emploi en décembre 2010 : PACA et France



DEFM ABC (données brutes)	PACA	Evolution annuelle PACA (%)	France	Evolution annuelle France (%)
Hommes	177 020	5,7	2 044 160	3,9
Femmes	176 003	7,4	2 053 760	6,0
Moins de 25 ans dont :	56 658	1,7	717 020	-2,5
<i>hommes</i>	29 507	0,2	367 100	-4,9
<i>femmes</i>	27 151	3,4	349 920	0,2
25 à 49 ans dont :	233 519	5,5	2 663 590	4,4
<i>hommes</i>	116 287	4,8	1 329 610	3,7
<i>femmes</i>	117 232	6,2	1 333 980	5,2
50 ans et plus dont :	62 846	15,9	717 310	15,9
<i>hommes</i>	31 226	15,5	347 460	16,1
<i>femmes</i>	31 620	16,4	369 860	15,6
Inscrits depuis un an ou plus	120 273	21,5	1 532 710	19,6
Inscrits depuis deux ans ou plus	50 462	26,2	685 430	27,1
Catégorie A	256 283	5,0	2 748 150	2,5
Catégorie B	41 645	5,3	549 920	4,2
Catégorie C	55 095	15,5	799 850	14,9
Catégorie D	19 813	13,3	254 350	4,9
Catégorie E	30 746	18,8	344 200	19,6

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Demande d'emploi par public en région PACA (DEFM cat.ABC, données CVS, base 100 au 31/01/2006)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Structure et évolution de la demande d'emploi par anciennes zones d'emploi

(DEFM cat. ABC au 31/12/2010)

	Effectifs Données brutes	Part (%)	Evolution annuelle en %							
			DEFM ABC	Moins de 25 ans	50 ans et plus	Femmes	DEFM inscrits depuis 1 an ou plus	DEFM inscrits depuis 2 ans ou plus	Cadres (1)	Manœuvres (1)
11. Manosque	5 641	1,6	6,6	1,8	13,7	6,1	14,8	32,4	-10,8	9,3
12. Digne	5 263	1,5	5,6	2,7	9,8	5,4	18,4	27,7	-4,1	15,9
Alpes-de-Haute-Prov.	10 935	3,1	6,4	2,2	11,8	5,7	16,4	30,3	-8,2	12,3
21. Briançon	1 971	0,6	6,9	4,3	9,8	10,0	33,3	33,3	14,3	108,3
22. Gap	5 991	1,7	9,9	8,8	12,4	10,3	19,3	23,2	8,2	4,8
Hautes-Alpes	7 995	2,3	9,4	7,7	11,9	10,3	22,0	24,8	9,3	27,8
31. Cannes - Antibes	26 935	7,6	6,3	-0,5	18,1	6,9	28,9	28,1	3,2	33,1
32. Menton	4 139	1,2	5,0	0,2	18,7	4,8	38,9	46,1	6,5	19,2
33. Nice	36 358	10,3	3,8	1,6	14,0	4,8	16,7	23,2	-5,1	10,3
Alpes-Maritimes	67 652	19,2	5,2	0,7	16,0	5,6	22,5	26,1	-1,0	18,1
41. Arles	7 603	2,2	10,5	4,2	18,5	10,5	30,0	39,4	3,9	10,2
42. Aix-en-Provence	17 497	5,0	6,6	-1,0	15,2	7,9	24,0	23,8	-4,5	16,7
44. Etang de Berre	10 536	3,0	7,2	-1,7	15,2	6,3	23,2	31,2	8,0	9,3
46. Châteaurenard	6 156	1,7	11,8	3,5	28,1	11,1	42,4	54,7	19,6	23,8
47. Fos sur Mer	15 696	4,4	7,2	-4,0	21,6	8,1	24,1	33,2	4,3	14,8
48. Salon de Provence	5 773	1,6	7,0	4,8	17,2	7,9	26,8	25,3	3,7	4,2
49. Marseille - Aubagne	90 230	25,6	6,8	1,9	17,6	7,5	20,8	21,4	0,0	10,6
Bouches-du-Rhône	153 879	43,6	7,6	0,9	18,1	7,9	23,0	25,2	0,5	11,7
51. Toulon	39 106	11,1	6,0	4,4	12,5	7,7	17,9	23,6	2,3	5,5
52. Fréjus-Saint Raphaël	13 582	3,8	5,2	1,6	11,6	7,3	19,0	34,7	3,1	-1,3
53. Draguignan	8 610	2,4	5,2	3,3	11,5	7,1	19,0	21,8	-2,3	-3,1
54. Brignoles	8 022	2,3	4,4	-1,3	14,2	7,2	15,5	35,1	5,0	2,4
Var	69 565	19,7	5,8	3,1	12,4	7,5	17,9	26,0	2,3	2,7
61. Orange	8 895	2,5	9,0	-1,6	20,0	9,4	16,8	29,0	11,3	16,6
62. Carpentras	8 015	2,3	8,5	1,4	14,4	6,2	21,1	29,3	17,7	5,1
63. Apt	5 343	1,5	8,5	1,8	17,5	8,9	19,3	24,2	20,6	0,7
64. Avignon	20 618	5,8	7,4	4,3	16,7	8,7	22,3	30,6	11,2	5,6
Vaucluse	42 997	12,2	8,4	2,1	17,0	8,4	20,5	29,3	13,9	7,5
PACA	353 023	100,0	6,9	1,8	16,0	7,7	21,7	26,4	1,4	10,1
France métropolitaine	4 097 920	100,0	5,3	-2,8	16,3	6,2	19,8	27,4	1,8	6,0

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

(1) Cadres et Manœuvres sont les deux qualifications dont la demande d'emploi a le plus augmenté en 2009 en PACA

Marché du travail

Provence Alpes Côte d'Azur			
Commune	Quartier		
04	Digne-les-Bains	Le Pigeonnier, Barbejas	
	Total ZUS 04		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
05	Total DEFM du département (Pas de ZUS)		
06	Nice	Saint Augustin	
		Saint Charles, Bon Voyage, Pasteur, Mont Gros	
		Trachel	
	Nice/Saint-André	L'Ariane	
	Vallauris	La Zaïne	
	Total ZUS 06		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
13	Aix-en-Provence	Beisson Corsy	
		Jas de Bouffan	
	Arles	Barriol Griffeuille	
		Trébon	
	La Ciotat	Abeille, La Maurelle, Matagots Centre Fardeloup	
	Marseille 10e et 11e	Vallée de l'Huveaune : Rouguière, Saint Marcel	
	Marseille 11e et 12e	Air Bel	
	Marseille 12e et 13e	La Rose, Frais Vallon, Le Petit Séminaire	
	Marseille 13e	Malpassé, Saint Jérôme	
	Marseille 14e et 15e	Saint Barthélémy, Le Canet, Delorme Paternelle	
	Marseille 15e et 16e	Nord Littoral : Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellanne, Le Vallon, Mourepiane Quinzième Sud : Consolat, Viste, Aygaldes	
	Marseille 15e	Saint Antoine Est : La Savine, Notre Dame Limite	
	Marseille 16e	L'Estaque, Saumaty	
	Marseille 1er, 2e, 3e et 6e	Centre Nord	
	Marseille 3e et 15e	Saint Mauront, Bellevue, Cabucelle	
	Marseille 9e	Les Hauts de Mazargues	
	Miramas	Quartier Nord	
	Port-de-Bouc	La Lèque, Les Aigues Douces Les Amarantes Les Comtes	
	Port-Saint-Louis-du-Rhône	Vauban	
	Salon-de-Provence	La Monaque Les Canourgues	
	Tarascon	Centre, Les Ferrages	
	Total ZUS 13		
		Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)	
	83	Fréjus	La Gabelle
		La Seyne-sur-Mer	Quartiers Est : Les Mouissèques, La Rouve Z.U.P. de Berthe
		Toulon	Centre Ancien La Beaucaire Le Jonquet, La Baume, Le Guynemer Sainte Musse
		Total ZUS 83	
		Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)	
84	Avignon	Croix des Oiseaux, Saint Chamand Monclar	
		Quartiers Est : Saint Jean, Reine Jeanne, Grange d'Orel	
	Carpentras	Eléphant, Amandiers Pous du Plan	
	Orange	Quartiers Nord : Fourchesvilles, Portail Lançon, Aygues	
	Total ZUS 84		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
PACA	Total ZUS PACA		
	Total DEFM de la région (ZUS et hors ZUS)		

Source : INSEE - Traitement DIRECCTE-SESE

Demande d'emploi par département et Zones Urbaines Sensibles (ZUS) (DEFM au 31/12/2010)

DEFM A			DEFM A+B+C					
Tous âges			Tous âges			Moins de 26 ans		
31/12/09	31/12/10	Évolution (en %)	31/12/09	31/12/10	Évolution (en %)	31/12/09	31/12/10	Évolution (en %)
43	31	-27,9	55	47	-14,5	15	3	-80,0
43	31	-27,9	55	47	-14,5	15	3	-80,0
7 121	7 425	4,3	10 301	10 935	6,2	1 761	1 801	2,3
4 431	4 857	9,6	7 316	7 995	9,3	1 204	1 303	8,2
757	752	-0,7	950	955	0,5	193	197	2,1
1 397	1 483	6,2	1 749	1 901	8,7	423	412	-2,6
626	695	11,0	817	904	10,6	129	149	15,5
735	807	9,8	921	1 011	9,8	218	223	2,3
100	97	-3,0	128	119	-7,0	29	21	-27,6
3 615	3 834	6,1	4 565	4 890	7,1	992	1 002	1,0
48 947	50 701	3,6	64 514	67 652	4,9	9 567	9 625	0,6
116	131	12,9	157	184	17,2	32	27	-15,6
103	108	4,9	148	158	6,8	22	23	4,5
729	844	15,8	1 032	1 163	12,7	210	206	-1,9
398	424	6,5	541	570	5,4	124	133	7,3
334	341	2,1	417	439	5,3	86	98	14,0
323	318	-1,5	410	439	7,1	84	79	-6,0
169	221	30,8	245	297	21,2	58	69	19,0
337	385	14,2	436	509	16,7	86	86	0,0
84	95	13,1	119	126	5,9	29	35	20,7
1 048	1 172	11,8	1 388	1 504	8,4	318	321	0,9
385	398	3,4	488	506	3,7	100	116	16,0
1 372	1 400	2,0	1 688	1 761	4,3	357	342	-4,2
1 569	1 667	6,2	1 913	2 019	5,5	357	405	13,4
3 715	3 951	6,4	4 599	4 869	5,9	901	893	-0,9
1 369	1 488	8,7	1 775	1 883	6,1	350	346	-1,1
1 734	1 853	6,9	2 203	2 380	8,0	406	429	5,7
1 387	1 354	-2,4	1 712	1 713	0,1	361	309	-14,4
244	276	13,1	330	386	17,0	49	63	28,6
5 781	6 003	3,8	7 490	7 795	4,1	991	1 008	1,7
1 275	1 345	5,5	1 562	1 689	8,1	255	265	3,9
453	516	13,9	565	638	12,9	95	134	41,1
609	631	3,6	827	880	6,4	194	176	-9,3
246	273	11,0	332	362	9,0	82	90	9,8
107	88	-17,8	131	131	0,0	34	25	-26,5
49	60	22,4	65	81	24,6	15	9	-40,0
106	87	-17,9	149	147	-1,3	31	33	6,5
163	172	5,5	229	252	10,0	50	43	-14,0
683	717	5,0	943	993	5,3	216	224	3,7
371	435	17,3	506	592	17,0	124	133	7,3
25 259	26 753	5,9	32 400	34 466	6,4	6 017	6 120	1,7
105 872	112 044	5,8	143 482	153 879	7,2	23 770	23 967	0,8
265	302	14,0	353	393	11,3	99	104	5,1
325	335	3,1	454	470	3,5	119	119	0,0
800	860	7,5	1 029	1 131	9,9	271	269	-0,7
934	951	1,8	1 160	1 173	1,1	229	216	-5,7
361	343	-5,0	466	469	0,6	101	107	5,9
161	192	19,3	205	250	22,0	37	61	64,9
281	276	-1,8	364	357	-1,9	97	90	-7,2
3 127	3 259	4,2	4 031	4 243	5,3	953	966	1,4
49 387	51 468	4,2	65 896	69 565	5,6	11 908	12 270	3,0
603	697	15,6	826	914	10,7	168	214	27,4
541	561	3,7	723	730	1,0	222	196	-11,7
429	459	7,0	567	631	11,3	115	132	14,8
199	180	-9,5	249	237	-4,8	57	50	-12,3
168	183	8,9	207	243	17,4	57	55	-3,5
287	310	8,0	411	452	10,0	95	109	14,7
2 227	2 390	7,3	2 983	3 207	7,5	714	756	5,9
28 253	29 788	5,4	39 780	42 997	8,1	7 517	7 692	2,3
34 271	36 267	5,8	44 034	46 853	6,4	8 691	8 847	1,8
244 011	256 283	5,0	331 289	353 023	6,6	55 727	56 858	1,7

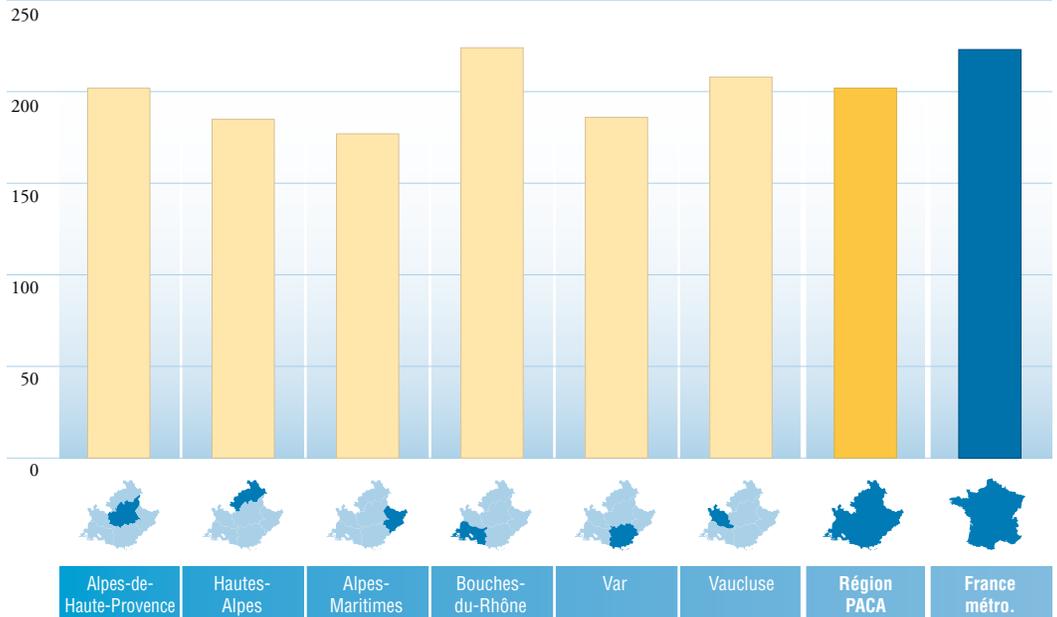
Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi depuis 2006

(Demandes d'emplois sorties cat.ABC - Unité : nombre de jours)

	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution annuelle 2010/2009 (nombre de jours)
Alpes-de-Haute-Provence	236	217	207	191	202	+11
Hautes-Alpes	189	187	184	174	185	+11
Alpes-Maritimes	220	207	181	162	177	+15
Bouches-du-Rhône	272	261	240	208	224	+16
Var	240	224	201	178	186	+8
Vaucluse	239	234	214	181	208	+27
Région PACA	247	235	214	187	202	+15
France métropolitaine	255	222	209	195	223	+28

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi en 2010 (Demandes d'emplois sorties cat.ABC - Unité : nombre de jours)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi en 2010

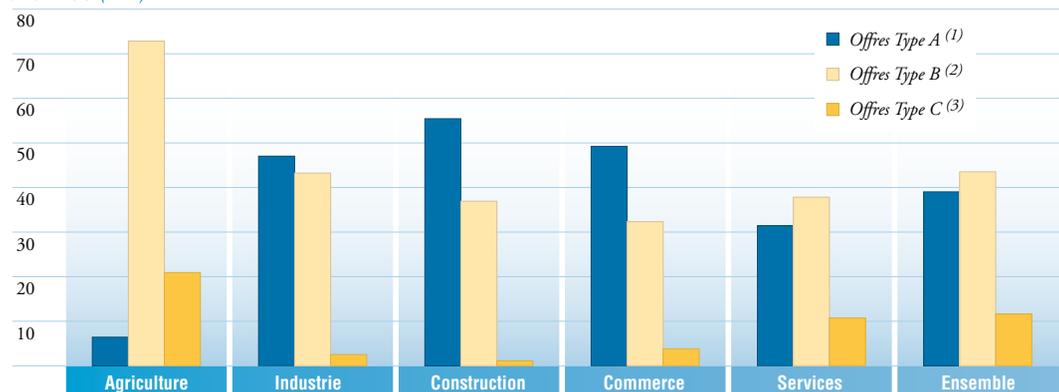
Départements		Secteurs d'activité ⁽¹⁾					Ensemble
		Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	
Alpes-de-Haute-Provence	Ensemble	227	259	360	749	4 104	6 646
	Evolution sur un an (%)	-14,0	-2,3	18,4	-3,5	58,2	18,7
	Dont offres de type A ⁽²⁾ (%)	31	106	187	364	1 241	2 242
	Evolution sur un an (%)	-18,4	-5,4	14,7	-15,2	49,0	14,3
Hautes-Alpes	Ensemble	300	204	261	717	4 650	7 392
	Evolution sur un an (%)	35,7	12,1	-7,1	19,3	42,2	14,1
	Dont offres de type A (%)	14	68	116	274	1 106	1 833
	Evolution sur un an (%)	-33,3	-11,7	-0,9	14,2	50,5	10,3
Alpes-Maritimes	Ensemble	92	1 478	2 380	6 195	46 901	66 781
	Evolution sur un an (%)	130,0	4,9	-4,1	22,9	79,3	25,3
	Dont offres de type A (%)	29	938	1 468	3 482	16 989	26 550
	Evolution sur un an (%)	123,1	11,7	-5,2	17,6	62,2	17,9
Bouches-du-Rhône	Ensemble	2 143	4 694	4 107	11 431	69 169	105 287
	Evolution sur un an (%)	-5,0	6,2	2,1	8,1	55,8	14,4
	Dont offres de type A (%)	152	2 603	2 535	7 014	30 507	48 681
	Evolution sur un an (%)	-11,6	24,7	4,9	9,1	49,5	13,9
Var	Ensemble	1 940	1 927	3 100	4 984	25 374	42 300
	Evolution sur un an (%)	10,3	24,6	11,8	5,7	51,4	17,1
	Dont offres de type A (%)	168	1 049	1 844	2 855	10 360	17 903
	Evolution sur un an (%)	-7,7	14,3	8,2	7,2	37,7	12,5
Vaucluse	Ensemble	3 524	2 115	1 482	4 012	20 131	33 548
	Evolution sur un an (%)	-17,9	6,9	3,0	23,4	69,8	23,4
	Dont offres de type A (%)	130	654	781	2 210	6 782	11 333
	Evolution sur un an (%)	-24,0	14,3	2,1	36,4	58,8	22,0
Région PACA	Ensemble	8 226	11 518	12 521	32 909	213 230	278 404
	Evolution sur un an (%)	-6,8	17,5	10,8	31,8	103,0	26,1
	Dont offres de type A (%)	524	5 418	6 931	16 199	66 985	108 542
	Evolution sur un an (%)	-12,2	17,6	3,2	12,9	51,4	15,3
France métropolitaine	Ensemble	-	-	-	-	-	3 190 820
	Evolution sur un an (%)	-	-	-	-	-	10,7
	Dont offres de type A (%)	-	-	-	-	-	1 357 370
	Evolution sur un an (%)	-	-	-	-	-	10,1

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

(1) Nomenclature d'Activité Française (NAF en 5 postes)

(2) Offres d'emploi de «type A» : contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de six mois

Part des offres d'emploi déposées à Pôle emploi en 2010 en PACA par secteur d'activité et type d'offres (en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

(1) Contrat à Durée Indéterminée ou à Durée Déterminée de plus de 6 mois

(2) Contrat à Durée Déterminée ou mission intérimaire de 1 à 6 mois

(3) Contrat à Durée Déterminée ou mission intérimaire de moins de 1 mois

Inscriptions au chômage (demandes d'emploi enregistrées cat.ABC, cumul sur l'année 2010)

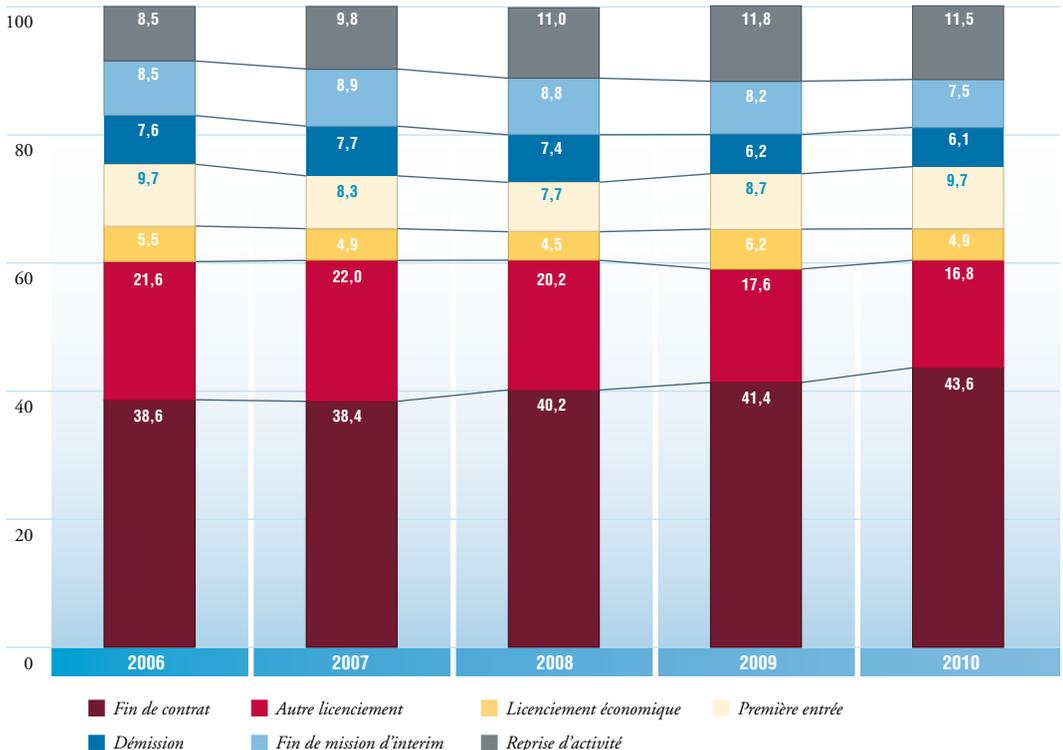
Motifs	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)	Evolution sur un an (%)
Licenciement économique ⁽¹⁾	305	209	3 974	6 059	2 574	1 948	15 069	2,8	-30,1
Autre licenciement	1 186	797	13 939	20 306	10 874	5 044	52 146	9,7	-15,0
Démission	625	504	4 709	6 676	4 253	2 081	18 848	3,5	-12,3
Fin de contrat	5 365	6 362	30 292	45 040	31 226	17 176	135 461	25,3	-6,3
Fin de mission d'intérim	755	413	5 337	9 942	3 700	2 985	23 132	4,3	-19,4
Première entrée sur le marché du travail	624	426	5 606	14 585	5 617	3 280	30 138	5,6	-0,7
Reprise d'activité	1 190	1 078	7 061	14 680	7 238	4 360	35 607	6,6	-13,6
Autres cas ⁽²⁾	5 734	4 357	45 689	99 680	43 540	26 534	225 534	42,1	25,5
Ensemble	15 784	14 146	116 607	216 968	109 022	63 408	535 935	100,0	1,3
Part (%)	2,9	2,6	21,8	40,5	20,3	11,8	100,0	-	-
Evolution sur un an (%)	0,1	0,6	-0,9	1,0	2,8	4,5	1,3	-	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

(1) y compris fins de convention de conversion et PAP anticipés

(2) y compris ruptures conventionnelles

Structure des inscriptions par motif ⁽¹⁾ (Demandes d'emploi enregistrées cat.ABC, cumulés annuels, en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

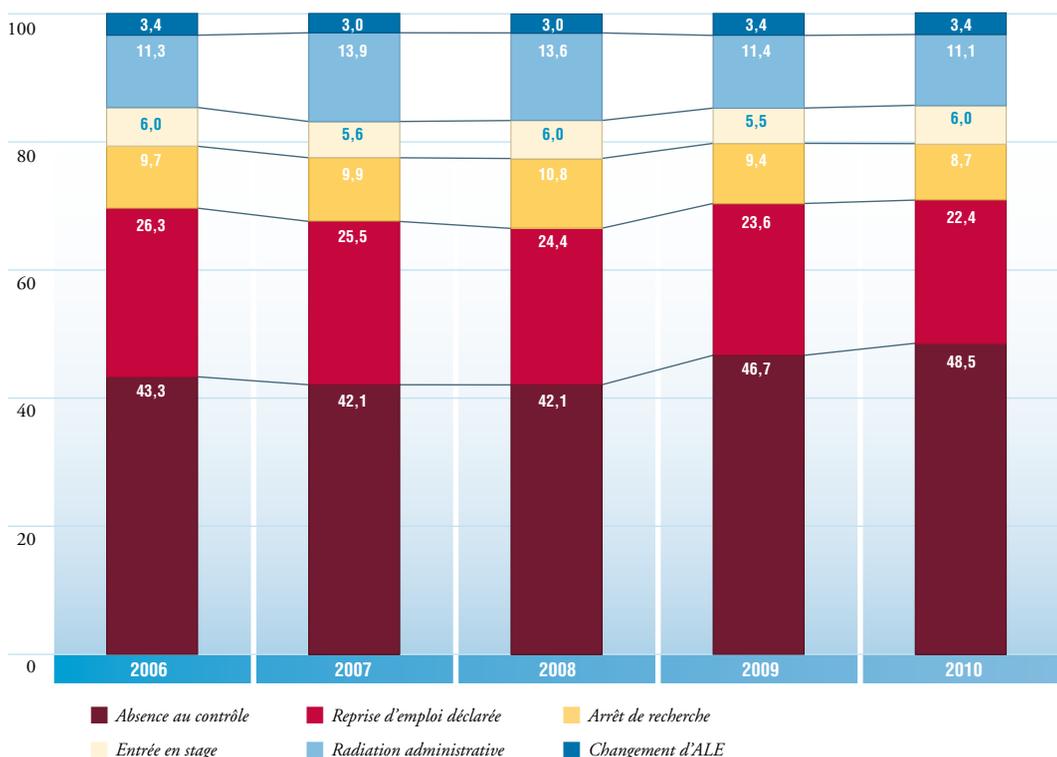
(1) Hors motif "autres cas"

Sorties du chômage (demandes d'emploi sorties cat.ABC, cumul sur l'année 2010)

Motifs	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)	Evolution sur un an (%)
Reprise d'emploi déclarée	935	1 595	5 734	8 030	5 187	2 568	24 049	18,5	-0,3
Entrée en stage	418	453	1 896	4 093	1 908	1 175	9 943	7,7	13,7
Absence au contrôle	1 609	1 355	11 631	26 841	10 887	6 919	59 242	45,7	9,5
Arrêt de recherche	334	286	2 264	3 940	2 133	1 288	10 245	7,9	-2,3
Changement d'ALE	117	123	861	1 580	1 001	516	4 198	3,2	5,6
Radiation administrative	331	261	3 202	4 639	2 971	1 551	12 955	10,0	2,9
Autres cas	185	179	1 995	4 119	1 551	1 011	9 040	7,0	25,8
Ensemble	3 929	4 252	27 583	53 242	25 638	15 028	129 672	100,0	6,8
Part (%)	3,0	3,3	21,3	41,1	19,8	11,6	100,0	-	-
Evolution sur un an (%)	3,8	1,7	6,6	5,7	8,4	9,9	6,8	-	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

Structure des sorties par motif ⁽¹⁾ (DES catégorie ABC, cumulés annuels, en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

(1) Hors motif "autres cas"

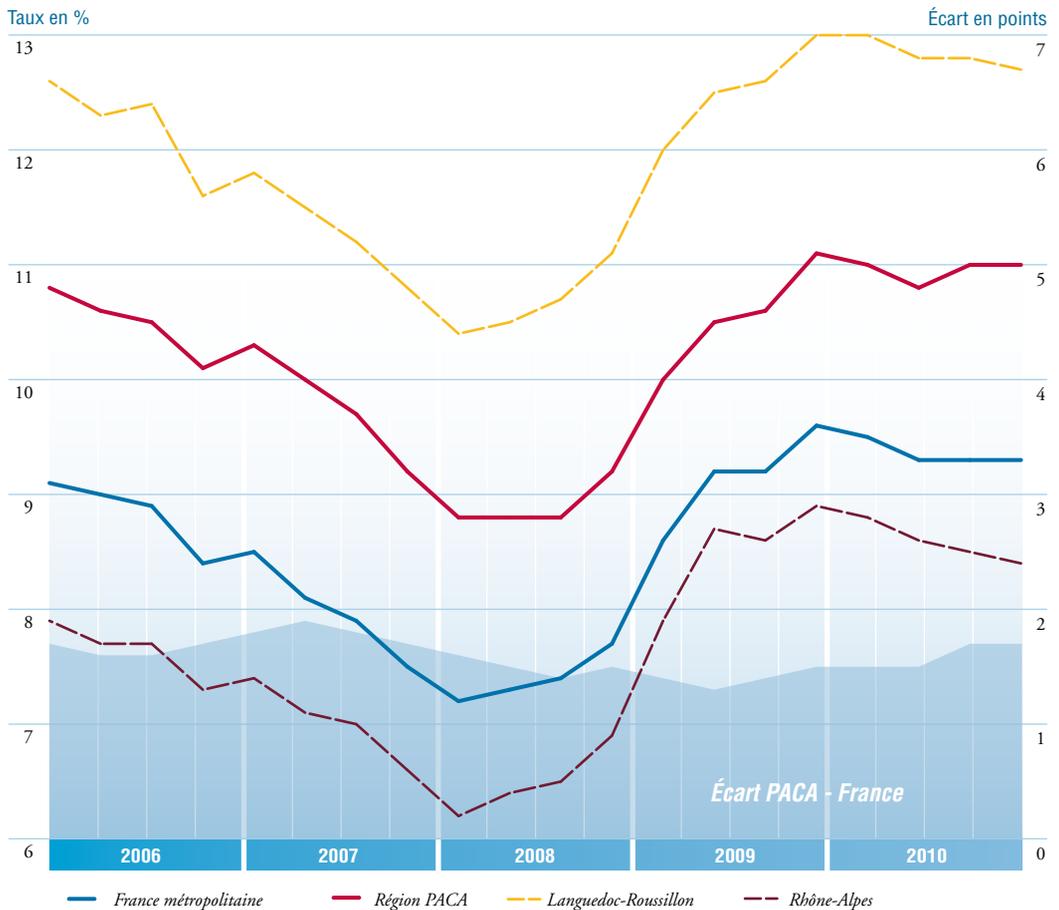
Taux de chômage

Taux de chômage localisés depuis 2005 (données au 4^{ème} trimestre de chaque année, en %)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Evolution annuelle (en points)
Alpes-de-Haute-Provence	9,6	9,0	8,6	9,1	10,5	10,2	-0,3
Hautes-Alpes	7,4	6,8	6,6	6,8	7,6	7,7	0,1
Alpes-Maritimes	9,1	8,5	7,4	7,5	9,6	9,4	-0,2
Bouches-du-Rhône	11,9	11,2	10,3	10,1	12,0	12,0	0,0
Var	11,1	10,4	9,5	9,6	11,2	10,9	-0,3
Vaucluse	10,7	10,0	9,3	9,4	11,5	11,4	-0,1
Région PACA	10,7	10,1	9,2	9,2	11,1	11,0	-0,1
Languedoc-Roussillon	12,4	11,6	10,8	11,1	13,0	12,7	-0,3
Rhône-Alpes	7,9	7,3	6,6	6,9	8,9	8,4	-0,5
France métropolitaine	9,1	8,4	7,5	7,7	9,6	9,3	-0,3

Source : INSEE (données provisoires)

Taux de chômage localisés en PACA et dans les régions voisines depuis 2006 (en %)

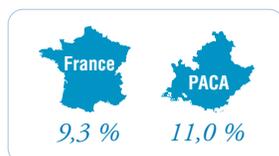
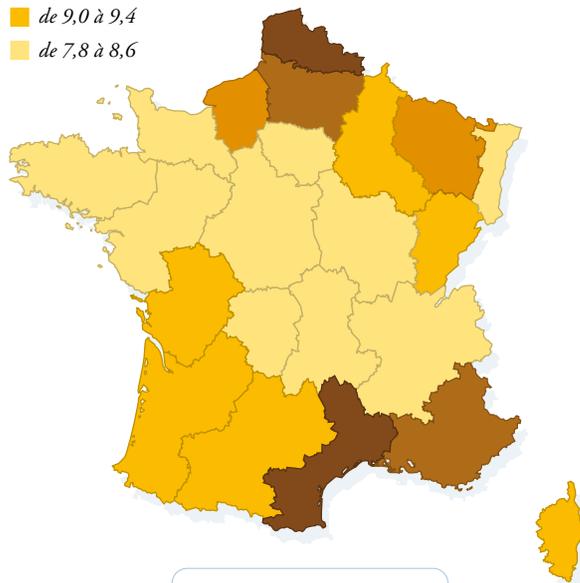


Source : INSEE (données provisoires) - Traitement DIRECCTE-SESE

Taux de chômage localisés régionaux

(4^{ème} trimestre 2010, en %)

- de 12,7 à 12,8
- 11,0
- de 9,9 à 10,3
- de 9,0 à 9,4
- de 7,8 à 8,6



Taux de chômage localisés : régions françaises (4^{ème} trimestre 2010)

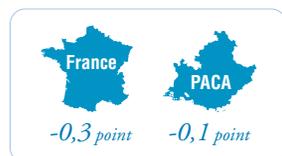
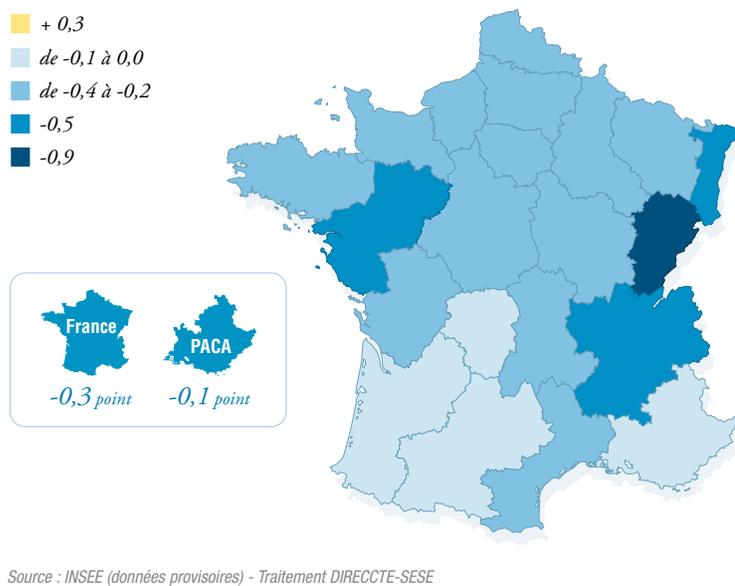
Régions	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Ile-de-France	8,3	-0,2
Champagne-Ardenne	9,4	-0,4
Picardie	11,0	-0,4
Haute-Normandie	10,3	-0,2
Centre	8,5	-0,2
Basse-Normandie	8,6	-0,4
Bourgogne	8,4	-0,3
Nord-Pas-De-Calais	12,8	-0,2
Lorraine	9,9	-0,4
Alsace	8,3	-0,5
Franche-Comté	9,0	-0,9
Pays de la Loire	8,0	-0,5
Bretagne	7,8	-0,3
Poitou-Charentes	9,0	-0,4
Aquitaine	9,3	0,0
Midi-Pyrenees	9,3	-0,1
Limousin	8,1	-0,1
Rhône-Alpes	8,4	-0,5
Auvergne	8,2	-0,4
Languedoc-Roussillon	12,7	-0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,0	-0,1
Corse	9,3	0,3

Source : INSEE (données provisoires)

Évolution annuelle des taux de chômage localisés régionaux

(entre le 4^{ème} trimestre 2009 et le 4^{ème} trimestre 2010, en points)

- + 0,3
- de -0,1 à 0,0
- de -0,4 à -0,2
- -0,5
- -0,9

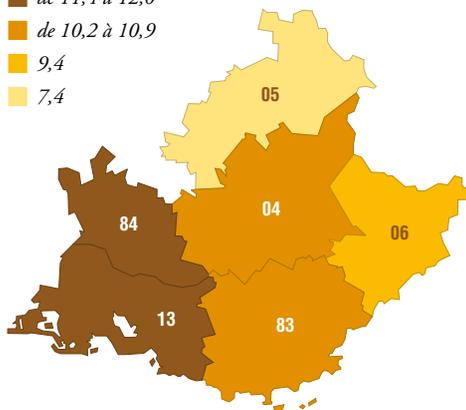


Source : INSEE (données provisoires) - Traitement DIRECCTE-SESE

Taux de chômage localisés

Taux de chômage localisés : départements de PACA (4^{ème} trimestre 2010, en %)

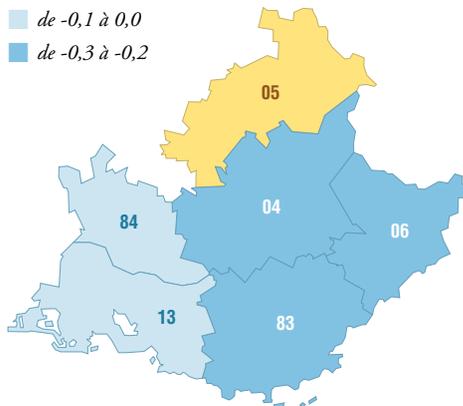
- de 11,4 à 12,0
- de 10,2 à 10,9
- 9,4
- 7,4



Évolution annuelle des taux de chômage localisés départementaux

(entre le 4^{ème} trimestre 2009 et le 4^{ème} trimestre 2010, en points)

- + 0,1
- de -0,1 à 0,0
- de -0,3 à -0,2



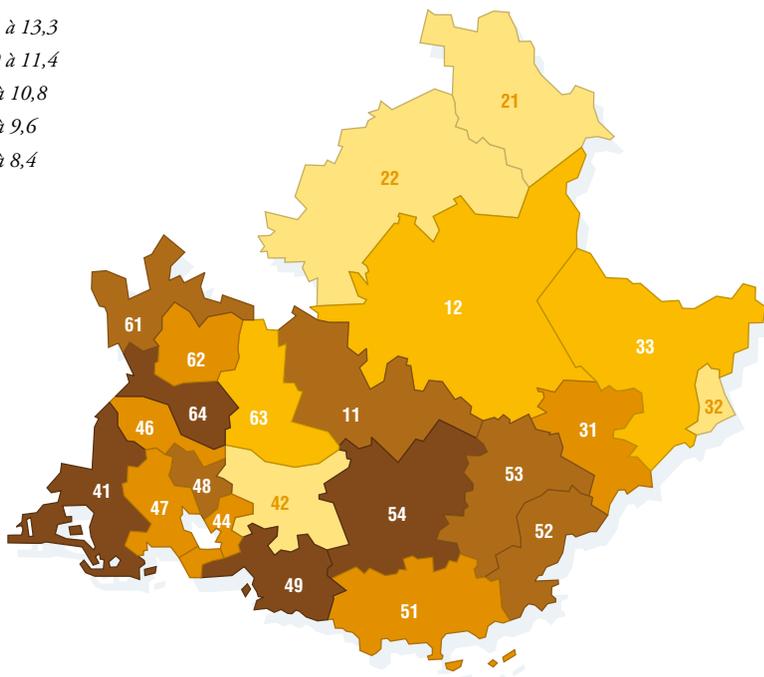
Taux de chômage localisés : anciennes zones d'emploi de la région PACA (4^{ème} trimestre 2010)

Départements	Code ze	Zone d'emploi	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Alpes-de-Haute-Provence	9311	Manosque	10,9	-0,5
	9312	Digne	9,2	-0,3
Hautes-Alpes	9321	Briançon	7,3	0,0
	9322	Gap	7,5	0,0
Alpes-Maritimes	9331	Cannes-Antibes	9,7	-0,3
	9332	Menton	7,3	-0,2
	9333	Nice	9,0	-0,4
Bouches-du-Rhône	9341	Arles	13,3	0,0
	9342	Aix-en-Provence	8,4	-0,2
	9344	Etang-de-Berre	10,0	-0,3
	9346	Châteaurenard	10,3	0,3
	9347	Fos-sur-Mer	10,6	-0,4
	9348	Salon-de-Provence	11,4	-0,3
	9349	Marseille-Aubagne	13,3	0,0
Var	9351	Toulon	10,8	-0,3
	9352	Frejus-Saint-Raphaël	11,2	-0,3
	9353	Draguignan	11,1	-0,2
	9354	Brignoles	12,3	-0,4
Vaucluse	9361	Orange	11,1	-0,1
	9362	Carpentras	10,7	-0,2
	9363	Apt	9,6	-0,1
	9364	Avignon	12,3	0,0

Source INSEE (données provisoires) - Traitement DIRECCTE-SESE

Taux de chômage localisés : anciennes zones d'emploi de la région PACA (4^{ème} trimestre 2010, en %)

- de 12,3 à 13,3
- de 10,9 à 11,4
- de 9,7 à 10,8
- de 9,0 à 9,6
- de 7,3 à 8,4

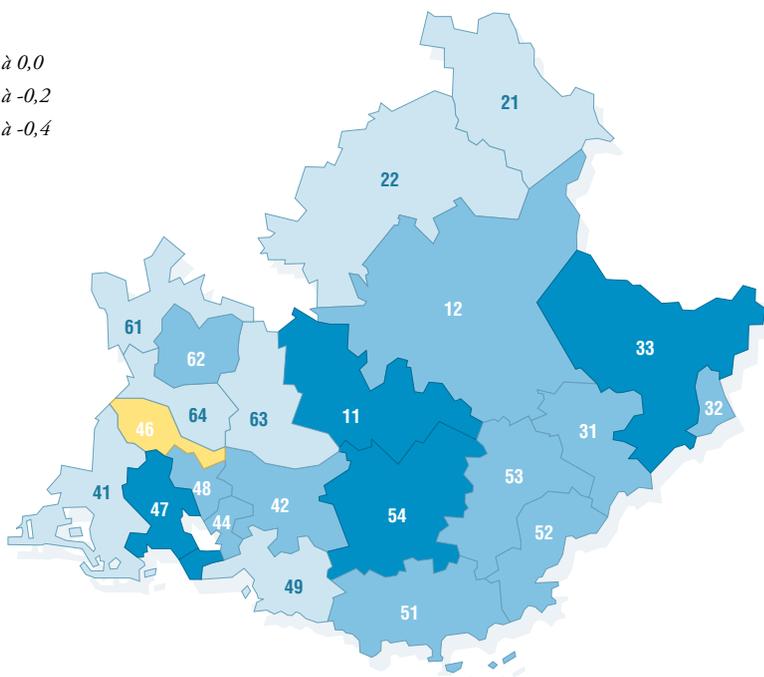


Source : INSEE - Données provisoires

Évolution annuelle des taux de chômage localisés par anciennes zones d'emploi

(entre le 4^{ème} trimestre 2009 et le 4^{ème} trimestre 2010, en points)

- + 0,3
- de -0,1 à 0,0
- de -0,3 à -0,2
- de -0,5 à -0,4



Source : INSEE - Données provisoires

Travailleurs handicapés : chômage et emploi

CHÔMAGE

Demande d'emploi au 31/12/2010 (DEFM cat.ABC)

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)
Orphelin de Guerre	8	7	57	360	32	41	505	2,5
Veuve Guerre/conj.milit.invalide	(s)	(s)	5	9	(s)	5	23	0,1
Pensionné de guerre	(s)	(s)	(s)	11	7	6	30	0,1
Travailleurs handicapés Cat. A	46	48	203	496	117	201	1 111	5,5
Travailleurs handicapés Cat. B	176	89	560	715	541	290	2 371	11,8
Travailleurs handicapés Cat. C	6	7	21	37	33	14	118	0,6
Instance de décision CDAPH	77	86	715	567	387	197	2 029	10,1
Pension invalidité S.S. ou autre	115	47	215	844	389	176	1 786	8,9
Rente AT/MP>=10%	33	14	67	222	229	102	667	3,3
RQTH-ESAT	35	24	206	261	156	119	801	4,0
Allocation adulte handicapé	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Carte d'invalidité	5	8	42	80	99	31	265	1,3
RQTH - marché du travail	467	245	1 734	5 028	1 497	1 131	10 102	50,4
Alloc. adulte handicapé (ASP)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Ensemble	985	582	3 887	8 681	3 552	2 343	20 030	100,0
Part (%)	4,9	2,9	19,4	43,3	17,7	11,7	100,0	-
Tous publics	10 935	7 995	67 652	153 879	69 565	42 997	353 023	-
Part (%)	3,1	2,3	19,2	43,6	19,7	12,2	100,0	-
Evolution sur un an (%)	6,2	9,3	4,9	7,2	5,6	8,1	6,6	-
Part des TH dans les DEFM	9,0	7,3	5,7	5,6	5,1	5,4	5,7	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / DIRECCTE-SESE

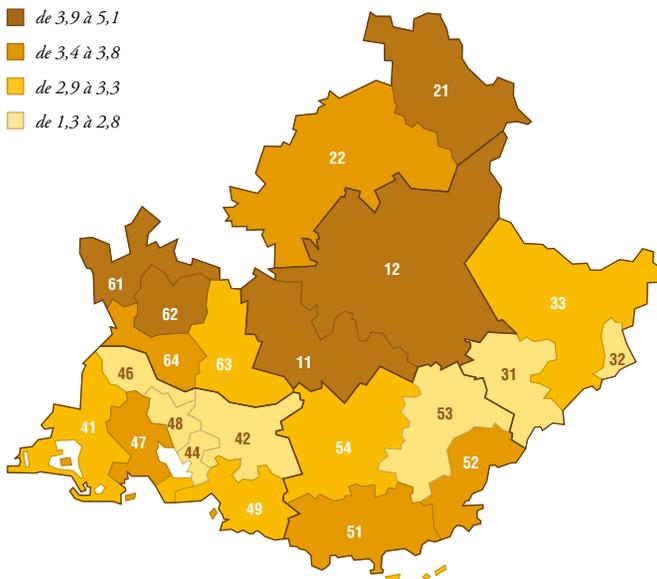
(s) valeur inférieure au seuil de secret statistique

nd : valeurs non déterminées

EMPLOI

Taux d'emploi des travailleurs handicapés par zone d'emploi

- de 3,9 à 5,1
- de 3,4 à 3,8
- de 2,9 à 3,3
- de 1,3 à 2,8



Le taux d'emploi légal obligatoire (de travailleurs handicapés) s'établit à 6,0 % de l'effectif salarié. Il sert de base au calcul du nombre de bénéficiaires que l'établissement doit légalement employer au cours d'une année.

Le mode de calcul de ce taux, qui prend notamment en compte la nature du handicap, est différent du rapport brut entre le nombre de travailleurs handicapés et l'effectif total de l'entreprise.

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

Emploi des travailleurs handicapés dans les établissements de 20 salariés ou plus en 2009

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Nombre de travailleurs handicapés	386	366	3 798	7 687	1 937	2 093	16 267
dont relevant d'établissements hors accord	306	298	2 791	5 432	1 596	1 788	12 211
Sexe (part en %)							
Hommes	58,8	56,3	57,2	61,0	58,4	62,2	59,8
Femmes	41,2	43,7	42,8	39,0	41,6	37,8	40,2
Age (part en %)							
Moins de 25 ans	2,3	3,0	3,1	2,2	2,4	2,9	2,5
25 à 49 ans	62,2	59,3	57,8	58,1	57,5	60,8	58,4
50 ans et plus	35,5	37,7	39,1	39,7	40,1	36,4	39,0
Nature du contrat (part en %)							
CDI	94,0	86,6	92,8	92,0	92,6	90,7	92,0
CDD	5,2	13,1	5,1	6,1	6,6	5,3	6,0
Interim	0,8	0,3	2,1	1,7	0,7	4,0	1,9
Mis à disposition par entreprise extérieure	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1
Ancienneté du salarié (part en %)							
Moins d'un an	13,2	8,7	12,1	11,3	10,4	14,0	11,7
Un an	7,5	8,2	9,6	7,5	9,4	7,7	8,3
Plus d'un an	79,3	83,1	78,2	81,2	80,1	78,3	80,0
Temps de travail (part en %)							
Temps complet	66,8	62,8	73,4	70,2	73,2	75,0	71,7
Temps partiel	33,2	37,2	26,6	29,8	26,8	25,0	28,3
Bénéficiaires et reconnaissances des travailleurs handicapés (TH) (principale reconnaissance retenue, plusieurs pouvant se cumuler)							
RQTH	301	253	2 582	4 272	1 182	1 299	9 889
Carte Invalidité	6	10	97	105	33	21	272
AAH	(s)	(s)	93	139	72	27	337
AT-MP	46	63	605	1 655	438	513	3 320
Invalide pensionné	30	35	393	1 417	178	217	2 270
Mutilés de guerre et assimilés, sapeurs-pompiers volontaires, autres	(s)	0	28	99	33	(s)	176
Ensemble (hors cumul de reconnaissance)	386	366	3 798	7 687	1 937	2 093	16 267
Répartition géographique (%)	2,4	2,2	23,3	47,3	11,9	12,9	100,0
Catégories socio-professionnelles (en %)							
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,3	1,7	6,6	5,5	4,7	4,9	5,4
Employés	39,5	41,3	41,3	36,2	42,2	28,2	37,2
Ouvriers	46,7	37,9	37,7	40,4	39,3	55,1	41,9
Professions Intermédiaires	10,1	18,8	14,1	17,5	13,5	11,5	15,2

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

La loi du 11 février 2005 oblige tout employeur du secteur privé, l'État et les établissements publics de l'État autres qu'industriels et commerciaux, les collectivités territoriales et leurs établissements publics autres qu'industriels et commerciaux, occupant 20 salariés ou plus, à employer des personnes handicapées, dans une proportion de 6% de leur effectif salarié (art L.323-4-1 et L.323-8-6-1). Certaines catégories d'emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (pompiers, ambulanciers etc.) ne sont cependant pas soumises à cette réglementation. **Les données présentées ici prennent en compte le seul secteur privé.** Pour le calcul des taux d'emploi et de la part des établissements employant des TH, le champ considéré est celui des établissements dits assujettis, c'est-à-dire hors établissements concernés par ces emplois particuliers. La source est le dépouillement des Déclarations annuelles Obligatoires d'Emploi des Travailleurs Handicapés, des mutilés de guerre et assimilés (DOETH).

Travailleurs handicapés : emploi

Établissements de 20 salariés ou plus assujettis en 2009 et réponse à l'obligation d'emploi

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Établissements assujettis	150	172	1 368	2 610	913	714	5 927
dont :							
Industrie	26	13	155	408	110	145	857
Construction	21	34	119	213	99	59	545
Services	102	123	1 083	1 967	689	495	4 459
dont (tous secteurs confondus)							
Établissements à quota zéro (aucun emploi direct)	19	32	387	718	259	159	1 574
<i>Poids dans les établissements assujettis (en %)</i>	12,7	18,6	28,3	27,5	28,4	22,3	26,6
Emploi seul	70	69	369	652	333	258	1 751
<i>Poids dans les établissements assujettis (en %)</i>	46,7	40,1	27,0	25,0	36,5	36,1	29,5
Emploi et autres modes	61	71	612	1 240	321	297	2 602
<i>Poids dans les établissements assujettis (en %)</i>	40,7	41,3	44,7	47,5	35,2	41,6	43,9
Ventilation par taille d'établissement							
20 à 49 salariés	112	128	869	1 565	646	480	3 800
50 à 99 salariés	28	31	293	590	162	128	1 232
100 à 199 salariés	(s)	(s)	120	280	62	68	547
200 à 499 salariés	(s)	(s)	60	130	35	31	261
500 salariés et plus	(s)	-	26	45	8	(s)	87

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

Modalités de la réponse des établissements à l'obligation d'emploi des TH en 2009

	Industrie (en %)	Construction (en %)	Services (en %)	Tous secteurs (en %)	Établissements
Emploi seul	27,9	32,5	29,4	29,5	1 751
Emploi et contribution	15,1	16,3	16,9	16,6	984
Contrats et contribution	13,7	13,2	12,0	12,3	731
Contribution	8,6	13,9	11,2	11,1	655
Emploi, contrats et contribution	15,9	14,9	8,8	10,4	618
Accord avec emploi	4,7	0,4	10,5	8,7	514
Emploi et contrats	13,1	7,7	6,2	7,4	437
Accord	0,7	0,6	3,8	3,0	178
Emploi, contrats, stagiaires et contribution	0,2	0,2	0,4	0,4	21
Emploi, stagiaires et contribution	-	-	0,3	0,2	13
Emploi et stagiaires	0,1	0,4	0,1	0,2	9
Contrats, stagiaires et contribution	-	-	0,2	0,1	7
Emploi, contrats et stagiaires	-	-	0,1	0,1	6
Stagiaires et contribution	0,1	-	-	0,1	3
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0	5 927

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

Lecture : Pour chaque établissement est calculé un nombre de bénéficiaires (TH) attendu tenant compte de l'effectif d'assujettissement et du nombre d'emplois à déduire en raison de compétences particulières. Un établissement peut donc soit atteindre ou dépasser le seuil fixé par la loi, soit l'atteindre en partie et s'acquitter de son obligation d'emploi en recourant à des contrats de sous-traitance avec des entreprises adaptées employant elle-même des TH.

Certains établissements répondent à l'obligation d'emploi de TH par le biais d'accords signés au niveau établissement, entreprise ou groupe.

Une fois additionnées les « unités bénéficiaires » (nombre de personnes effectivement employées ajoutée à une somme d'équivalents temps-plein calculée en fonction des différents modes de réponse), une contribution financière est calculée pour les établissements n'employant aucun TH ou dont le nombre d'unités bénéficiaires additionnées est insuffisant pour atteindre le seuil fixé par la loi.

Les coefficients de calcul des contributions ont été renforcés en 2009 afin d'inciter plus fortement les établissements à employer des TH plutôt que de s'acquitter d'une seule contribution financière.

Secteurs des établissements assujettis employant des travailleurs handicapés en 2009 (en %)

Secteurs d'activité (NAF21)	Alpes-de-Haute-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	26,0	21,5	21,2	19,5	25,5	27,3	22,0
Santé humaine et action sociale	21,3	20,9	13,5	14,2	17,4	12,2	14,7
Industrie manufacturière	15,3	5,2	9,6	13,0	8,8	17,2	11,9
Construction	14,0	19,8	8,7	8,2	10,8	8,3	9,2
Hébergement et restauration	4,7	8,7	12,3	5,9	9,5	6,6	8,1
Transports et entreposage	4,7	8,7	5,3	9,2	5,3	9,4	7,6
Activités de services administratifs et de soutien	2,7	1,7	8,4	7,2	3,8	3,9	6,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,0	0,6	6,1	8,2	4,2	2,1	6,0
Information et communication	0,0	0,6	3,5	3,1	1,0	1,3	2,5
Autres activités de services	2,0	1,7	2,2	1,9	2,1	1,7	2,0
Enseignement	0,7	1,7	1,6	2,2	1,3	2,0	1,9
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2,0	1,2	1,2	2,0	2,4	2,1	1,9
Activités financières et d'assurance	0,7	-	1,2	1,8	1,2	1,1	1,4
Activités immobilières	0,7	0,6	1,5	1,4	2,3	0,7	1,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,7	2,3	2,0	0,9	1,3	0,4	1,2
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	1,2	0,4	0,3	1,4	2,1	0,8
Administration publique	2,0	2,3	1,0	0,5	0,8	0,7	0,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-	0,6	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4
Industries extractives	-	0,6	0,1	0,3	0,4	0,6	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

Proportion ⁽¹⁾ de travailleurs handicapés dans les établissements assujettis (hors accord)

(dans les 15 secteurs proportionnellement les plus employeurs de TH)

Secteur d'activité (NAF88)	% de TH / Effectif	TH employés	Effectifs établissements
Autres industries manufacturières	7,3	103	1 413
Industrie automobile	7,1	19	268
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	7,1	869	12 319
Action sociale sans hébergement	6,9	702	10 237
Autres services personnels	6,4	62	969
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	5,9	29	493
Industrie du cuir et de la chaussure	5,6	5	89
Activités des organisations associatives	5,0	241	4 859
Industrie du papier et du carton	4,6	54	1 176
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	4,5	197	4 332
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	4,5	509	11 238
Industries alimentaires	4,2	396	9 403
Hébergement médico-social et social	4,2	652	15 604
Publicité et études de marché	4,2	121	2 910
Restauration	4,1	348	8 472
Tous secteurs confondus ⁽¹⁾	3,5	12 211	348 418

(1) ne pas confondre ce ratio avec le taux d'emploi

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi - DOETH - Données brutes non redressées

Principales actions des politiques d'aide à l'emploi par département

Entrées dans les principaux dispositifs d'aide à l'emploi par département en 2010

Récapitulatif des Principales entrées en mesure (données provisoires)	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes
Emploi marchand aidé	2 076	1 768
Emploi non marchand aidé	1 123	765
Formation des demandeurs d'emploi	9	26
Accompagnement des licenciements économiques	324	264
Accompagnement des jeunes	424	325
Retrait d'activité	0	4
Ensemble	3 956	3 152
Détail des Principales entrées en mesure		
Emploi marchand aidé		
Contrat Unique d'Insertion-Contrat Initiative Emploi (CIE)	334	147
Autres exo. de cotisations sociales et primes à l'embauche	52	60
Contrats en alternance	1 075	898
Contrat de professionnalisation	177	250
<i>dont contrat de professionnalisation jeunes</i>	<i>134</i>	<i>208</i>
Contrat d'apprentissage	898	648
Insertion par l'économique (1)	15	47
Aide à la création d'entreprises	600	616
Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises (ACCRE)	600	616
Dispositif Nouvel Accompagnement pour la Création ou la Reprise d'Entreprise : Nombre de porteurs	nd	nd
Ensemble des entrées en mesure	2 076	1 768
Emploi non marchand aidé		
Contrat Unique d'Insertion-Contrats d'accompagnement à l'emploi (CAE)	1 098	753
Apprentis du secteur public	25	12
Ensemble des entrées en mesure	1 123	765
Formation des demandeurs d'emploi		
Prévention du chômage de longue durée (2)	0	0
Validation des acquis de l'expérience (3)	9	26
Ensemble des entrées en mesure	9	26
Accompagnement des licenciements économiques		
Cellule de reclassement	0	9
Conventions de reclassement personnalisé	324	255
Ensemble des entrées en mesure	324	264
Accompagnement des jeunes		
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	424	325
Retrait d'activité		
Allocations spéciales du FNE	0	4

Sources : DIRECCTE / Unités Territoriales, DARES, ASP, Pôle emploi

nd : non déterminé

(1) embauches en entreprise d'insertion (régime de l'aide forfaitaire)

(2) conventions d'adaptation et de formation du FNE+contrats de volontariat pour l'insertion

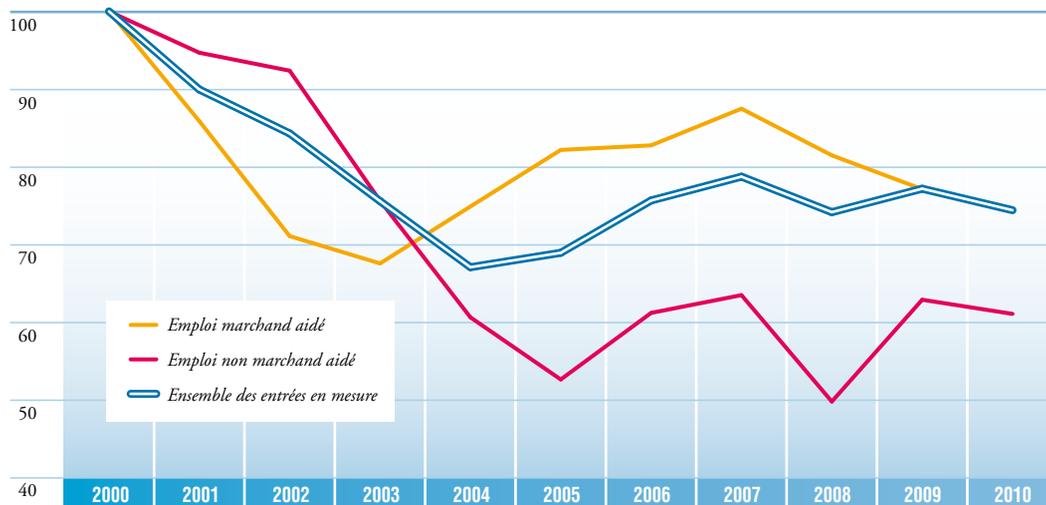
(3) nombre de dossiers recevables pour un titre du ministère de l'emploi

Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	PACA		France Métropolitaine	
					Évolution sur un an (%)		Évolution sur un an (%)
14 770	26 618	14 123	8 386	70 437	-1,5	809 870	3,7
5 115	14 041	7 343	5 057	33 444	-3,1	384 281	5,0
138	810	900	113	1 996	-7,3	30 889	40,0
2 967	3 274	2 222	927	9 978	6,9	130 402	-21,5
2 243	5 699	2 737	1 590	13 018	28,1	201 737	12,3
6	0	7	0	17	-37,0	1 209	-44,3
25 239	50 442	27 332	16 073	128 890	0,9	1 558 388	2,7
1 296	4 636	2 499	1 106	10 018	-9,6	113 176	-3,7
440	1 117	432	146	2 247	-10,1	15 096	-18,5
7 078	13 335	5 984	4 541	32 911	-4,5	427 350	0,5
3 132	5 761	1 857	1 437	12 614	0,1	143 532	1,6
2 647	4 930	1 529	1 167	10 615	1,1	120 143	0,4
3 946	7 574	4 127	3 104	20 297	-7,1	283 818	0,0
186	845	148	147	1 388	-2,7	25 629	8,3
5 770	6 685	5 060	2 446	23 873	8,4	228 619	16,5
5 770	6 685	5 060	2 446	21 177	8,3	201 411	14,8
nd	nd	nd	nd	2 696	9,3	27 208	31,4
14 770	26 618	14 123	8 386	70 437	-1,5	809 870	3,7
4 970	13 848	7 245	5 032	32 946	-3,1	376 124	4,9
145	193	98	25	498	-7,4	8 157	8,3
5 115	14 041	7 343	5 057	33 444	-3,1	384 281	5,0
0	200	688	0	888	-14,0	21 941	89,7
138	610	212	113	1 108	-1,1	8 948	-14,7
138	810	900	113	1 996	-7,3	30 889	40,0
201	505	236	0	951	81,5	16 513	-44,1
2 766	2 769	1 986	927	9 027	2,4	113 889	-16,6
2 967	3 274	2 222	927	9 978	6,9	130 402	-21,5
2 243	5 699	2 737	1 590	13 018	28,1	201 737	12,3
6	0	7	0	17	-37,0	1 209	-44,3

Sources : DIRECCTE / Unités Territoriales, DARES, ASP, Pôle emploi

Dix ans de politiques publiques de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(Nombre d'entrées dans les dispositifs, base 100 en 2000)



Source : DARES, traitement : DIRECCTE-SESE

Structure des salariés en contrat d'accompagnement pour l'emploi (CAE) au 31 décembre 2010

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métropolitaine
Effectifs (au lieu de travail)	735	507	3 202	9 002	4 477	2 597	20 520	242 039
Femmes (%)	67,4	59,9	64,7	66,6	67,0	70,8	66,8	65,1
Moins de 26 ans (%)	29,6	25,4	30,5	27,8	30,2	33,0	29,4	27,9
Plus de 50 ans (%)	26,0	24,9	27,1	18,0	22,2	20,0	21,1	20,1
Titulaires de minima sociaux (ASS, RSA, ...) (%)	24,7	38,2	26,8	32,7	33,8	25,1	30,9	29,6
Travailleurs handicapés (%)	9,2	12,1	6,9	4,0	5,6	7,5	5,6	7,1
Inscrits à Pôle emploi (%)	82,6	80,5	76,1	80,9	75,0	82,2	79,1	89,4
Inscrits à Pôle emploi depuis 2 ans ou plus (%)	22,4	20,8	19,6	25,7	22,9	21,6	23,4	22,9

Sources : ASP, DARES - Traitement DIRECCTE-SESE

Type d'employeur des salariés en CAE au 31 décembre 2010



	Région PACA	France métropolitaine
Effectifs (au lieu de travail)	20 520	242 039
Collectivité locale ou territoriale (%)	12,0	18,3
Association - Fondation (%)	54,3	45,8
Établissement public d'enseignement (%)	22,0	22,2
Établissement sanitaire public (%)	5,2	7,2
Autres (%)	6,5	6,5

Sources : ASP, DARES - Traitement DIRECCTE-SESE

Structure des salariés en contrat initiative emploi (CIE) au 31 décembre 2010



	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métropolitaine
Effectifs (au lieu de travail)	189	84	863	2 861	1 392	795	6 184	59 482
Femmes (%)	42,2	ns	38,9	41,6	40,1	45,8	41,5	41,5
Moins de 26 ans (%)	45,8	ns	38,5	39,1	35,5	45,7	39,4	47,1
Plus de 50 ans (%)	17,7	ns	21,9	17,9	22,8	19,8	19,8	16,9
Inscrits à Pôle emploi (%)	81,3	ns	79,1	80,6	72,3	81,6	78,6	87,1
Inscrits à Pôle emploi depuis 2 ans ou plus (%)	13,5	ns	12,0	15,6	13,1	13,0	14,1	11,3

Sources : ASP, Dares - Traitement DIRECCTE-SESE

Secteurs d'activité des salariés en CIE au 31 décembre 2010



	Région PACA	France métropolitaine
Effectifs (au lieu de travail)	6 184	59 482
Agriculture (%)	1,7	2,6
Industrie (%)	9,6	13,2
Construction (%)	15,4	12,9
Services (%)	73,3	71,3

Sources : ASP, DARES - Traitement DIRECCTE-SESE

La montée en charge du CUI (CAE+CIE) en PACA en 2010



Source : DIRECCTE-SESE

Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle et appareil de formation

Participation des entreprises en 2009

	Alpes-de-Haute-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Nombre d'entreprises	9	84	408	980	446	269	2 196
Nombre de salariés	234	3 660	54 372	151 168	27 014	23 896	260 344
Montant des salaires versés (milliers d'€)	5 612	89 522	1 585 103	4 600 797	773 300	690 078	7 744 412
Dépenses effectivement consenties (milliers d'€)	103	1 751	45 549	118 727	16 926	19 043	202 099
Taux de participation (%) ⁽¹⁾	1,84	1,96	2,87	2,58	2,19	2,76	2,61
Nombre total d'heures de stage	1 730	34 838	638 021	1 983 384	278 922	272 321	3 209 216
Effectif total des stagiaires	110	1 404	84 821	68 742	10 126	10 980	176 183
dont :							
Part des femmes en %	25,5	36,8	10,8	32,0	40,3	33,9	22,4
Ouvriers	29	444	56 579	19 741	2 884	3 218	82 895
<i>Part en %</i>	<i>26,4</i>	<i>31,6</i>	<i>66,7</i>	<i>28,7</i>	<i>28,5</i>	<i>29,3</i>	<i>47,1</i>
Employés	58	580	6 576	13 224	3 212	2 336	25 986
<i>Part en %</i>	<i>52,7</i>	<i>41,3</i>	<i>7,8</i>	<i>19,2</i>	<i>31,7</i>	<i>21,3</i>	<i>14,7</i>
Agents de maîtrise	10	245	4 705	18 286	2 031	3 675	28 952
<i>Part en %</i>	<i>9,1</i>	<i>17,5</i>	<i>5,5</i>	<i>26,6</i>	<i>20,1</i>	<i>33,5</i>	<i>16,4</i>
Ingénieur et cadres	13	135	16 918	17 509	1 939	1 750	38 264
<i>Part en %</i>	<i>11,8</i>	<i>9,6</i>	<i>19,9</i>	<i>25,5</i>	<i>19,1</i>	<i>15,9</i>	<i>21,7</i>

Source : DIRECCTE-Pactole

(1) Dépenses consenties / masse salariale

Formation selon la taille des entreprises en 2009

	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés	Montant des salaires versés (k€)	Montant des dépenses consenties (k€)	Taux de participation ⁽¹⁾	Taux d'accès à la formation ⁽²⁾	Effectif total des stagiaires	Nombre total d'heures de stage
10 à 19 salariés	692	10 036	292 405	6 167	2,11	17,9	1 797	54 580
20 à 49 salariés	856	27 852	793 822	17 175	2,16	28,3	7 890	206 193
50 à 249 salariés	485	51 134	1 500 661	34 270	2,28	42,4	21 657	553 589
250 à 499 salariés	77	27 315	862 199	20 596	2,39	44,7	12 206	333 900
500 à 1999 salariés	71	73 565	2 329 328	65 170	2,80	54,6	40 162	1 151 564
2000 salariés et plus	15	70 442	1 965 998	58 720	2,99	131,3	92 471	909 390
Total PACA	2 196	260 344	7 744 413	202 099	2,61	67,67	176 183	3 209 216

Source : DIRECCTE-Pactole

(1) Dépenses consenties / masse salariale

(2) Effectif total des stagiaires / nombre de salariés

Participation des entreprises de la région PACA par secteur d'activité en 2009

Secteur d'activité où la participation est la plus élevée	Taux de participation en %
24- Métallurgie	9,25
35- Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	6,81
56- Restauration	4,98
62- Programmation, conseil et autres activités informatiques	4,90
65- Assurance	4,57
Secteur d'activité où la participation est la moins élevée	Taux de participation en %
88- Action sociale sans hébergement	0,93
15- Industrie du cuir et de la chaussure	1,05
09- Services de soutien aux industries extractives	1,20
14- Industrie de l'habillement	1,33
96- Autres services personnels	1,44
Ensemble tous secteurs	2,61

Source : DIRECCTE-Pactole

Nomenclature d'activité française en 88 postes (NAF88)

Taux de participation = dépenses consenties / masse salariale

Répartition des stagiaires ayant bénéficié d'un Droit Individuel à la Formation (DIF) en 2009

PACA	Stagiaires ayant bénéficié d'un DIF				Heures de stages DIF	
	Nombre de salariés	Nombre de salariés en formation	% des salariés	% des salariés en formation	Nombre	%
Ouvriers	115 092	3 010	41,1	20,1	70 045	20,0
Employés	65 902	3 126	23,5	20,9	68 100	19,5
Agents de maîtrise	50 830	4 161	18,2	27,8	101 184	28,9
Ingénieurs et cadres	46 964	4 592	16,8	30,6	106 549	30,5
Total	278 788	14 889	100,0	100,0	349 770	100,0

Source : DIRECCTE-Pactole

Volume d'heures-stagiaires par catégorie, réalisées par les Organismes de Formation (OF) en 2009 (en %)

PACA (données provisoires)	Salariés		Demandeurs d'emploi	Particuliers	Autres	Total
	Total	dont contrats en alternance				
Total OF privés	58,6	4,4	18,3	9,0	14,0	100,0
Total OF publics	33,5	8,4	39,0	14,7	12,9	100,0
Total OF parapublics	56,1	8,8	32,1	6,6	5,2	100,0
Total	54,6	5,2	22,0	9,8	13,5	100,0

Source : DIRECCTE-Pactole

Origine des produits réalisés au titre de la Formation Professionnelle Continue (FPC) en 2009

(en Euros)

PACA	Produits provenant des entreprises	Produits provenant des organismes collecteurs des fonds de la FPC	Produits provenant des pouvoirs publics	Produits provenant de contrats conclus avec des particuliers	Produits provenant de contrats conclus avec d'autres organismes de formation	Autres produits	Total des produits réalisés au titre de la FPC
Travailleurs indépendants	10 460 149	6 370 378	3 497 173	3 312 718	7 242 586	737 258	31 620 262
EURL	5 557 413	4 274 628	1 765 616	947 385	1 892 669	772 362	15 210 073
SARL	75 481 746	53 502 589	20 175 851	14 535 546	11 785 549	7 596 494	183 077 810
SA	59 046 734	15 510 557	8 318 452	1 662 633	718 844	14 709 356	97 554 634
Association loi 1901	34 963 891	36 157 670	82 737 301	14 141 216	5 756 951	13 195 545	186 952 574
Autres catégories	33 136 457	6 474 396	14 971 106	4 784 651	1 361 692	2 477 585	63 205 887
Total OF privés	218 646 390	122 290 218	131 465 499	39 384 149	28 758 291	39 488 600	577 621 240
Education nationale (dont GRETA, Grandes écoles/ Université)	10 411 604	10 972 134	22 333 592	5 334 014	325 018	1 741 126	51 117 488
Etab. Ministère de la santé	51 503	129 900	533 856	127 532	5 993	24 237	873 021
Etab. Ministère de l'Agriculture	108 063	253 815	813 114	58 805	0	203 728	1 437 525
Autres étab. Publics	4 119 568	4 919 331	11 190 749	2 834 331	566 584	1 366 416	24 996 979
Total OF publics	14 690 738	16 275 180	34 871 311	8 354 682	897 595	3 335 507	78 425 013
Organismes Consulaires	4 270 300	8 588 599	2 624 541	3 179 727	51 383	319 982	19 034 532
Centres AFPA	2 523 635	6 652 728	4 026 639	331 746	0	0	13 534 748
Total OF parapublics	6 793 935	15 241 327	6 651 180	3 511 473	51 383	319 982	32 569 280
Total général	240 131 063	153 806 725	172 987 990	51 250 304	29 707 269	43 144 089	688 615 533

Source : DIRECCTE-Pactole

Accompagnement des licenciements économiques et retraits d'activité

Principales mesures

	2006		2007		2008		2009		2010 ⁽¹⁾	
	Région PACA	France métro.	Région PACA	France métro.						
Plans de sauvegarde de l'emploi										
Plans	52	1305	38	957	-	1 061	-	2 245	46	1 195
Mesures de restructurations gérées par le Fonds National pour l'Emploi (FNE) ⁽²⁾										
Allocations temporaires dégressives										
Adhésions individuelles	26	4 058	76	3 927	103	4 476	43	5 152	78	4 678
Cellules de reclassement										
Bénéficiaires potentiels ⁽³⁾	607	23 159	654	19 902	319	14 573	524	29 821	951	16 650
Congés de conversion										
Adhésions individuelles	19	303	0	228	0	94	0	43	0	0
Conventions de Formation et d'Adaptation du FNE										
Bénéficiaires potentiels ⁽³⁾	0	1 263	0	1 747	0	1 319	906	8 078	688	18 129
Allocations Spéciales du Fonds National pour l'Emploi (ASFNE)										
Bénéficiaires potentiels ⁽³⁾	185	5 177	63	3 932	115	2 024	27	2 182	17	1 215
Conventions de Reclassement Personnalisé (CRP)										
Entrées à Pôle emploi pour motif de CRP	4 332	63 178	4 040	57 591	5 135	70 922	8 812	140 273	9 027	117 968

Sources : DIRECCTE-DGEFP-DARES

(1) Données provisoires

(2) Le Fond national de l'emploi (FNE) est un fond ministériel qui permet notamment, par voie de convention avec les entreprises, d'atténuer les conséquences sociales des restructurations d'entreprises.

(3) Personnes susceptibles d'être concernées par les conventions signées

Retrouvez régulièrement l'analyse des chiffres du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle avec la série Conjonctures

Conjonctures se décline en 2 parutions :

- le **mensuel**, 13 pages au format électronique pour disposer des derniers chiffres sur le marché du travail et l'emploi.
- **Théma**, hors série traitant des thématiques du marché du travail : " Chômage, emploi et dispositifs d'aide à l'emploi ", ...

Pour consulter ces publications en ligne :

www.sdtfep-paca.travail.gouv.fr

Rubrique Entreprises, Emploi et Economie > Chiffres et publications

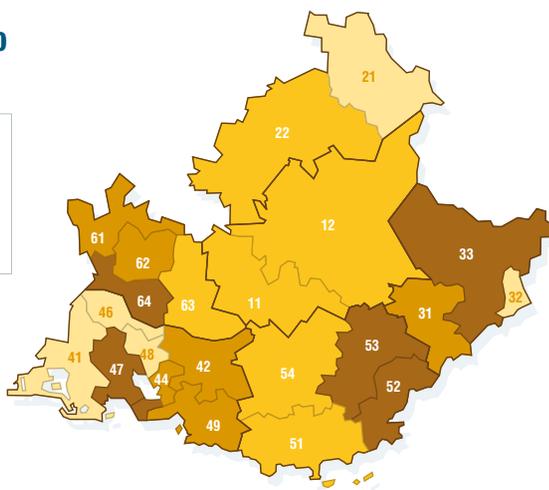
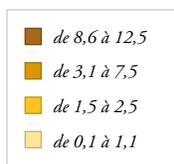
Activité partielle

Nombre de demandes autorisées d'activité partielle, volume d'heures autorisées et montants financiers

	Nombre de demandes			Total d'heures autorisées			Total des montants autorisés (en euros)		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Alpes-de-Haute-Provence	15	40	27	7 837	58 729	75 122	20 348	222 964	288 487
Hautes-Alpes	11	67	41	3 449	64 897	45 208	8 382	235 646	173 119
Alpes-Maritimes	96	418	341	41 734	637 090	331 791	101 708	2 356 389	1 256 148
Bouches-du-Rhône	241	951	414	249 351	3 301 350	711 054	596 840	11 871 692	2 627 866
Var	54	237	670	31 311	289 151	592 407	76 925	1 093 486	2 268 557
Vaucluse	45	202	137	207 234	617 772	543 251	463 544	2 220 890	1 920 401
PACA	462	1 915	1 630	540 916	4 968 989	2 298 833	1 267 746	18 001 066	8 534 578

Source : DIRECCTE / Silex

Heures d'activité partielle autorisées en 2010 par zone d'emploi (Part en %)



Source : DIRECCTE / Silex

Lecture : En 2010, les zones d'emploi d'Avignon (12,5%), Draguignan (12,3%) et Fos-sur-Mer (11,5%) ont concentré en volume plus du tiers des heures d'activité partielles autorisées.

Les 15 secteurs les plus affectés en 2010 (Heures effectives d'activité partielle)

Secteurs d'activité (NAF88)	2008	2009	2010	%
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	14 963	52 711	81 024	10,4%
Travaux de construction spécialisés	26 700	84 572	72 427	9,3%
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	8 207	115 197	68 589	8,8%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	8 204	67 566	41 544	5,4%
Hébergement	4 191	24 829	41 520	5,4%
Industries alimentaires	12 027	7 966	38 730	5,0%
Activités pour la santé humaine	1 488	2 552	35 434	4,6%
Restauration	22 438	43 154	33 682	4,3%
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	330	10 091	29 955	3,9%
Métallurgie	13 331	496 269	28 911	3,7%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	4 208	47 478	22 632	2,9%
Culture et production animale, chasse et services annexes	5 685	4 644	16 567	2,1%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	1 764	8 020	16 284	2,1%
Entreposage et services auxiliaires des transports	4 029	47 208	14 833	1,9%
Transports terrestres et transport par conduites	3 684	32 872	14 672	1,9%
Tous secteurs confondus	246 623	1 856 659	775 654	100,0%

Source : DIRECCTE / Silex

Accidents du travail par département

	2008		2009	
	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence ⁽¹⁾	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence ⁽¹⁾
Alpes-de-Haute-Provence	1 402	42,6	1 481	44,9
Hautes-Alpes	1 606	47,4	1 541	45,1
Alpes-Maritimes	11 169	36,6	10 512	34,8
Bouches-du-Rhône	23 093	41,1	22 191	40,3
Var	10 571	52,4	10 019	49,8
Vaucluse	6 250	46,8	6 091	46,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54 091	42,6	51 835	41,3
France	703 976	38,0	651 453	36,0

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est).

Pour l'exercice 2009 : données actualisées en 2011.

(1) Indice de fréquence : Nombre d'accidents avec arrêt X 1 000 / nombre de salariés

Ces données concernent la région PACA seule, après déduction des résultats de la Corse, et n'incluent pas les accidents des activités de "Bureaux" et les "Catégories particulières".

Accidents du travail par secteur d'activité dans la région PACA

Secteurs d'activité (comités techniques nationaux)	2008			2009				
	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence	Taux de gravité ⁽³⁾	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence		Taux de gravité ⁽³⁾	
					Indice 2009	Évolution annuelle en points	Taux 2009	Évolution annuelle en points
Métallurgie	3 555	36,8	1,5	3 321	35,1	- 1,7 ▼	1,4	- 0,1 ▼
Bâtiment et Travaux publics	9 923	83,5	4,2	9 271	79,0	- 4,5 ▼	4,4	+ 0,2 ↗
Transports, Eau gaz électricité, Livre, Communication	7 975	52,1	2,8	7 605	50,7	- 1,4 ▼	2,8	0,0 →
Alimentation	10 570	55,3	2,4	10 243	53,7	- 1,6 ▼	2,4	0,0 →
Chimie, Caoutchouc, Plasturgie	699	29,3	1,2	696	29,4	+ 0,1 ↗	1,3	+ 0,1 ↗
Bois ameublement, Papier cartons, Textile, Vêtement, Cuir et Peaux, Pierres et Terres à feu	1 393	58,6	2,6	1 211	54,2	- 4,4 ▼	2,6	0,0 →
Commerces non alimentaires	5 352	30,3	1,4	5 121	29,6	- 0,7 ▼	1,5	+ 0,1 ↗
Activités de services 1 ⁽¹⁾	2 810	11,7	0,5	2 874	11,7	0,0 →	0,5	0,0 →
Activités de services 2 et Travail temporaire ⁽²⁾	11 814	48,4	2,7	11 493	48,2	- 0,2 ▼	2,8	+ 0,1 ↗
PACA tous secteurs	54 091	42,6	2,1	51 835	41,3	- 1,3 ▼	2,1	0,0 →

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est).

Pour l'exercice 2009 : données actualisées en 2011.

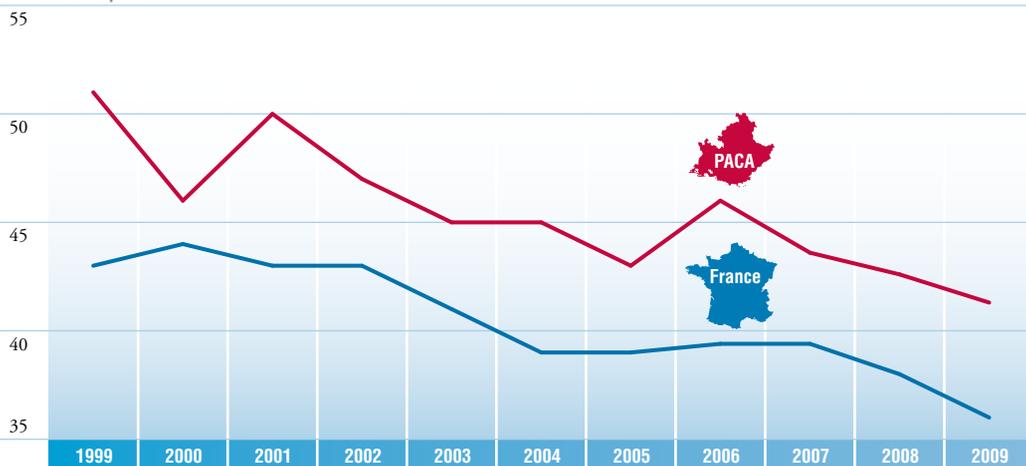
(1) Activités de services 1 : Activités financières, cabinets d'études, assurances, recherche publique, administrations locales, accueil à domicile, sécurité sociale, bureaux d'essai, organismes de formation.

(2) Activités de services 2 : Travail temporaire, nettoyage et désinfection, professions de santé, vétérinaires, action sociale, organisations économiques sociales et culturelles, services aux personnes et à la collectivité.

(3) Taux de gravité : Nombre de journées perdues par incapacité temporaire X 1 000/heures travaillées.

Évolution annuelle de l'indice de fréquence des accidents du travail avec arrêt

Indice de fréquence



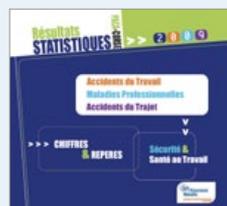
Source : CARSAT Sud-Est, réalisation : DIRECCTE PACA

Maladies professionnelles dans la région PACA ⁽¹⁾

Nombre de maladies indemnisées par département (URSSAF de rattachement)	2008	2009
Alpes-de-Haute-Provence	63	82
Hautes-Alpes	58	83
Alpes-Maritimes	376	434
Bouches-du-Rhône	1 101	1 092
Var	501	626
Vaucluse	241	355
Nombre total de maladies dans la région PACA	2 340	2 672
<i>dont les 4 maladies les plus fréquentes</i>		
Affections périarticulaires (MP 57)	1 349	1 705
Affections consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante (MP 30 et 30 bis)	594	576
Affections du rachis lombaire (MP 97 et 98)	151	156
Surdité provoquée par des bruits lésionnels (MP 42)	79	94

(1) Maladies professionnelles ayant donné lieu à un premier versement d'indemnités journalières ou incapacités permanentes. Données 2009 actualisées en 2011.
Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est).

Pour en savoir plus



Résultats statistiques accidents du travail, maladies professionnelles, accidents du trajet PACA-Corse 2009

CARSAT Sud-Est, Direction des Risques Professionnels
35, rue George
13386 Marseille cedex 20
www.carsat-sudest.fr
(espace entreprises)



Tableau de bord régional PACA 2010 Santé, sécurité, conditions de travail

Observatoire Régional de la Santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur
23, rue Stanislas Torrents
13006 Marseille
www.se4s-orspaca.org

Élections aux comités d'entreprise

Derniers résultats sur 2 ans

Les **comités d'entreprise et d'établissement** sont élus à partir d'un seuil de 50 salariés atteint sur 12 mois, consécutifs ou non, au cours des 3 années précédentes. Ils peuvent être élus à un effectif inférieur lorsque ce dernier est fixé par convention ou accord collectif. Elus tous les 2 ans jusqu'en août 2005, ils sont depuis élus pour 4 ans sauf durée inférieure prévue par accord collectif (loi du 2 août 2005).

Pour cette raison, les données ci-dessous sont **les dernières disponibles sur un cycle complet de 2 ans**. Les prochains résultats devront porter sur un cycle électoral de 4 ans. La loi du 20 août 2008 modifiant les règles de la représentativité syndicale a fixé la limite de la première mesure de l'audience syndicale au niveau national interprofessionnel et au niveau des branches à **août 2013**.

Ces données incluent les **délégations uniques du personnel** résultant d'une fusion des élections du comité d'entreprise et des délégués du personnel, décidée par l'employeur après consultation des représentants du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés.

Comités d'entreprise et d'établissement élus dans la région PACA (résultats cumulés sur 2 ans)



	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
2002-2003	49	34	357	709	180	192	1 521
2004-2005	56	35	395	795	189	190	1 660
2005-2006	52	34	401	815	153	155	1 610

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé – DARES

Traitement : DIRECCTE PACA

Répartition des suffrages exprimés par syndicat dans la région PACA (%)

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués
2002-2003	17,9	6,9	6,3	24,5	19,3	7,1	18,0
2004-2005	16,2	8,0	6,5	24,7	18,7	6,9	19,0
2005-2006	16,4	7,6	7,4	23,7	18,0	7,7	19,1

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé – DARES

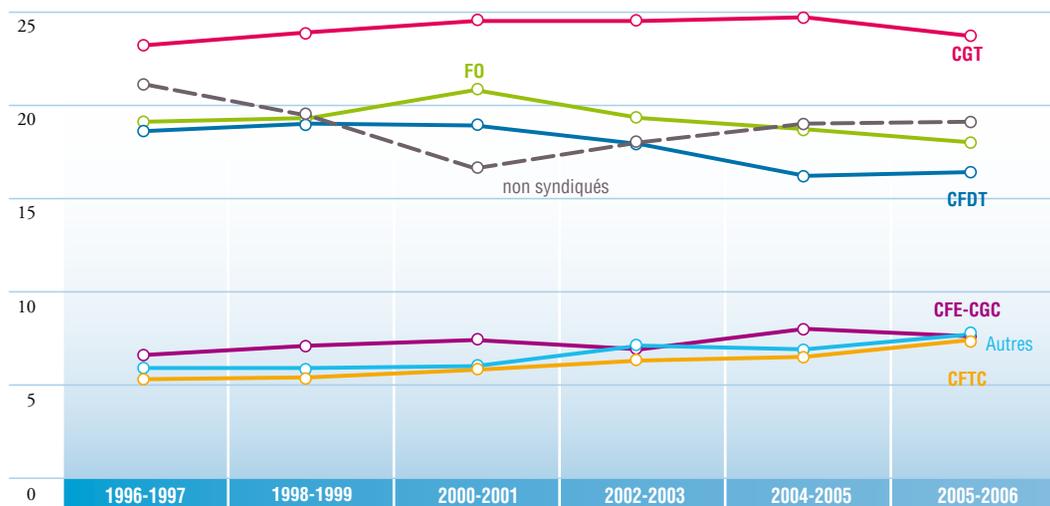
Traitement : DIRECCTE PACA

Répartition des suffrages exprimés par syndicat en France (%)

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués
2005-2006	20,3	6,5	6,8	22,9	12,7	8,2	22,6

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé – DARES

Évolution de la répartition des suffrages dans la région PACA (résultats cumulés sur 2 ans)



Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé – DARES

Traitement : DIRECCTE PACA

Sièges obtenus par chaque syndicat dans la région PACA en 2005-2006

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués	Total
Sièges	1 058	450	455	1 450	1 105	373	2 523	7 414
%	14,3	6,1	6,1	19,6	14,9	5,0	34,0	100,0

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé – DARES

Traitement : DIRECCTE PACA

Pour en savoir plus



Conjonctures Théma n° 25

« Les élections aux comités d'entreprise en 2005-2006 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Derniers résultats sur 2 ans »
Drtefp PACA, novembre 2008

www.sdtefp-paca.travail.gouv.fr

Premières Synthèses n°40.3 « Les élections aux comités d'entreprise en 2005-2006 » Résultats nationaux DARES, octobre 2008 – www.travail-solidarite.gouv.fr

Les accords d'entreprise et d'établissement sont conclus en principe entre l'employeur et le ou les délégués syndicaux représentatifs.

La loi du 4 mai 2004 a généralisé le principe majoritaire, selon lequel la validité des accords est soumise à la signature par des organisations syndicales majoritaires ou à l'absence d'opposition de ces dernières.

La loi du 20 août 2008 a ajouté une condition supplémentaire à partir de 2009 : l'obligation pour un syndicat signataire d'avoir obtenu 30 % des voix au 1^{er} tour des élections professionnelles dans l'entreprise. Des règles complémentaires s'appliquent depuis 2010 en cas d'absence de délégué syndical : sous certaines conditions, signature possible avec les élus au comité d'entreprise (ou délégués du personnel) ou avec des salariés mandatés par un syndicat représentatif.

D'autres modalités sont également prévues pour les accords sur l'épargne salariale.

Les accords doivent être déposés auprès des unités territoriales de la Direccte dans les départements ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes.

Nombre d'accords conclus par département

	2008		2009		2010	
	Total textes signés	Dont accords	Total textes signés	Dont accords	Total textes signés	Dont accords
Alpes-de-Haute-Provence	309	255	282	170	201	127
Hautes-Alpes	266	211	257	139	172	90
Alpes-Maritimes	1 742	1 518	1 573	891	1 267	791
Bouches-du-Rhône	3 247	2 818	3 038	1 990	2 035	1 583
Var	1 249	1 079	1 023	560	749	457
Vaucluse	930	820	932	573	617	441
Région PACA	7 743	6 701	7 105	4 323	5 041	3 489
France	90 300	38 545 ⁽¹⁾	115 620	72 702	66 959 ⁽²⁾	46 311 ⁽²⁾

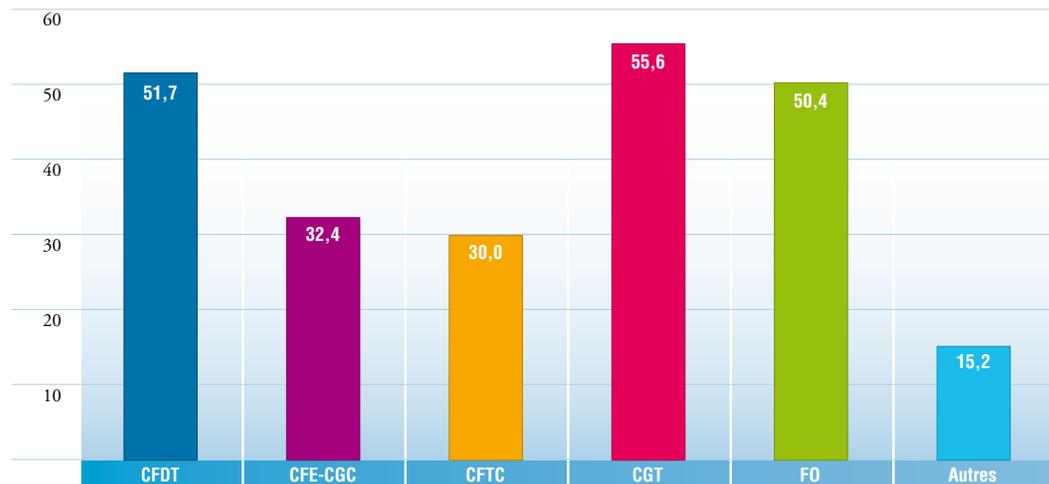
(1) Résultat national hors accords sur la prime exceptionnelle concernant les entreprises de moins de 50 salariés en 2008

(2) France : Données provisoires

Depuis 2008, le nombre d'accords indiqué ici comprend les accords ratifiés à la majorité des 2/3 des salariés, pour le niveau national comme pour les données régionales.

Sources : DIRECCTE PACA - Dares.

Part des accords signés par chaque syndicat en 2010 dans la région PACA (en %)



Un accord peut être signé par plusieurs syndicats.

Source : DIRECCTE PACA

Principaux thèmes figurant dans les accords dans la région PACA⁽¹⁾

	2008	2009	2010	% en 2010
Salaires	4 101	464	503	14,4
Temps de travail	432	473	471	13,5
Emploi	75	542	249	7,1
<i>dont : Emploi des salariés âgés⁽²⁾</i>	6	416	154	4,4
Classifications	24	31	28	0,8
Institutions représentatives du personnel	74	105	143	4,1
Conditions de travail	37	14	25	0,7
Risques psychosociaux	nd	nd	32	0,9
Formation professionnelle	20	25	20	0,6
Egalité professionnelle	64	91	112	3,2
Prévoyance, couverture santé, retraites	178	156	155	4,4
Épargne salariale ⁽²⁾	1 862	2 746	2 142	61,4
<i>dont : Intéressement</i>	1 177	1 767	1 167	33,4
<i>Participation</i>	337	459	606	17,4
<i>Plans d'épargne</i>	350	547	419	12,0
Autres	634	597	414	11,9

(1) Un même accord peut porter simultanément sur plusieurs thèmes.

(2) Pour l'ensemble des thèmes, y compris l'épargne salariale et l'emploi des salariés âgés, seuls les accords (et leurs avenants) sont comptabilisés ici, après déduction des décisions unilatérales de l'employeur.

Source : DIRECCTE PACA

Emploi des salariés âgés : accords d'entreprise, plans d'action et demandes de rescrit déposés dans la région PACA (Loi du 17 décembre 2008) : Cumul des années 2009, 2010 et du 1^{er} trimestre 2011

Les entreprises ou groupes de 50 salariés et plus doivent avoir conclu un accord d'entreprise ou un plan d'action sur l'emploi des salariés âgés ou, pour les entreprises de 50 à 299 salariés, être couvertes par un accord de branche étendu sur ce thème. À défaut, une pénalité de 1 % de la masse salariale est due pour chaque mois non couvert par un accord ou plan d'action, depuis le 1^{er} janvier 2010 pour les entreprises de 300 salariés et plus, le 1^{er} avril 2010 pour les entreprises de 50 à 299 salariés.

Les entreprises peuvent, de façon facultative, solliciter le Préfet de région sur la validité de leur accord ou plan d'action par la procédure de rescrit. En PACA, l'instruction des demandes de rescrit a été confiée aux unités territoriales de la Direccte.

Département	Accords d'entreprise	Plans d'action	Total textes déposés	Demandes de rescrit reçues	% rescrits / textes déposés
Alpes-de-Haute Provence	15	40	55	40	72,7
Hautes-Alpes	19	34	53	30	56,6
Alpes-Maritimes	113	267	380	218	57,4
Bouches-du-Rhône	263	619	882	409	46,4
Var	97	208	305	128	42,0
Vaucluse	44	145	189	118	62,4
Région PACA	551	1 313	1 864	943	50,6

Source : DIRECCTE PACA

Pour en savoir plus

Conjonctures Théma n° 29 « La négociation collective d'entreprise en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2009 ». Direccte PACA, septembre 2010.

Conjonctures Théma n° 31 « La négociation collective d'entreprise en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2010 ». Direccte PACA, septembre 2011.

Dares Analyses n° 31 « Les accords collectifs d'entreprise conclus en 2009 », avril 2011.

« **Accords d'entreprise et plans d'action sur l'emploi des salariés âgés** : Analyse d'un panel des textes conclus en PACA. » Direccte PACA, juin 2010
www.sdtfep-paca.travail.gouv.fr

« **La négociation collective en 2010** ». Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, Bilans et rapports, Direction générale du travail et Dares, juin 2011
www.travail-solidarite.gouv.fr/documentation-publications

Ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée

Année 2010



	Alpes-de-Hte-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métr.
Demandes reçues								
Salariés non protégés	1 031	691	5 879	11 969	5 578	3 597	28 745	286 652
Salariés protégés ⁽¹⁾	8	5	89	109	34	45	290	4 256
Total	1 039	696	5 968	12 078	5 612	3 642	29 035	290 908
% sur total PACA	3,6	2,4	20,6	41,6	19,3	12,5	100,0	
Demandes homologuées ou autorisées ⁽²⁾	757	621	5 291	9 598	3 549	3 090	22 906	249 563
Part des homologations ou autorisations sur les demandes traitées (en %) ⁽³⁾	75,7	93,9	97,2	89,3	85,1	89,6	89,9	92,0

(1) Salariés dont le licenciement est soumis à l'autorisation de l'inspection du travail (représentants du personnel).

(2) L'homologation concerne les salariés non protégés. L'autorisation concerne les salariés protégés. À défaut de rejet exprès de la demande d'homologation après un délai de 15 jours ouvrables, cette dernière est réputée acceptée.

(3) Les demandes non traitées sont irrecevables ou en instance.

Source : DIRECCTE PACA

Ruptures conventionnelles

Nombre de demandes déposées en moyenne par mois en PACA (tous salariés) de 2008 à fin juin 2011



Source : DIRECCTE PACA

Produit intérieur brut

Avertissement : les données présentées ci-dessous sont exprimées en prix courants (on dit aussi "en valeur"). En conséquence, les évolutions d'une année sur l'autre doivent être interprétées en considérant qu'elles sont la résultante d'un double effet : un "effet volume" dû à l'augmentation réelle de la richesse créée et un "effet prix" dû à l'inflation.

Produit intérieur brut (PIB) par habitant, par emploi (prix courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (1)	2009 (2)
PIB total (millions d'euros)									
Région PACA	104 913	108 167	112 227	118 586	124 710	131 218	135 460	140 175	138 002
Evol. sur un an (%)	5,3	3,1	3,8	5,7	5,2	5,2	3,2	3,5	-1,6
France métropolitaine	1 472 750	1 522 766	1 567 645	1 631 562	1 696 144	1 772 687	1 860 011	1 912 248	1 871 532
Evol. sur un an (%)	3,8	3,4	2,9	4,1	4,0	4,5	4,9	2,8	-2,1
PIB par habitant (3) (€)									
Région PACA	22 803	23 281	23 924	25 060	26 025	27 113	27 745	28 500	27 855
Evol. sur un an (%)	4,3	2,1	2,8	4,7	3,9	4,2	2,3	2,7	-2,3
France métropolitaine	24 771	25 437	26 013	26 904	27 723	28 778	30 018	30 700	29 897
Evol. sur un an (%)	3,1	2,7	2,3	3,4	3,0	3,8	4,3	2,3	-2,6
PIB par emploi (4) (€)									
Région PACA	61 743	62 227	63 643	66 423	68 930	71 623	72 872	74 585	73 833
Evol. sur un an (%)	2,1	0,8	2,3	4,4	3,8	3,9	1,7	2,4	-1,0
France métropolitaine	61 126	62 673	64 385	66 925	69 176	71 604	74 181	75 929	75 521
Evol. sur un an (%)	1,9	2,5	2,7	3,9	3,4	3,5	3,6	2,4	-0,5

Source : INSEE, comptes régionaux - Montants en base 2000 - Traitement DIRECCTE-SESE

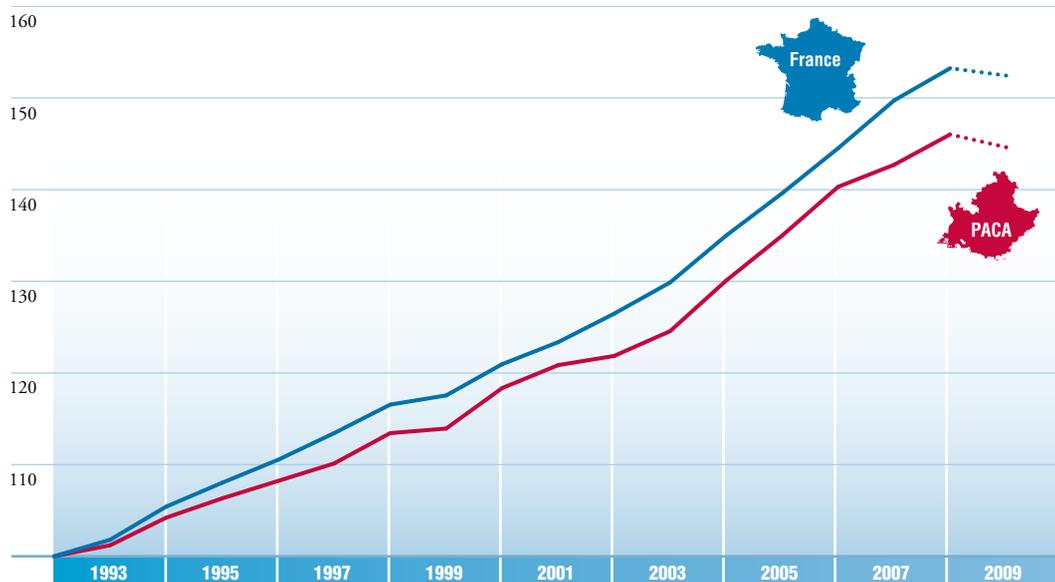
(1) Données semi-définitives

(2) Données provisoires

(3) PIB / population totale estimée au 31/12 de l'année

(4) PIB / emploi total (salarié + non salarié) estimé au 31/12 de l'année

Produit intérieur brut par emploi depuis 1993 (base 100 au 31/12/1992, prix courants)



Source : INSEE, comptes régionaux - Montants en base 2000 - Traitement DIRECCTE-SESE

Données semi-définitives en 2008 et provisoires en 2009

Ensemble des créations par secteur en Provence-Alpes-Côte d'Azur

	Année 2010		Evolution 2010/2009 en %
	Ensemble	Part des Auto entreprise en %	Ensemble
Industrie	3 094	51,2	1,6
<i>dont Industrie manufacturière</i>	2 571	58,9	5,4
Construction	12 360	56,4	9,3
Commerce	14 582	55,0	-1,0
Transports	1 066	41,9	4,7
Hébergement et restauration	3 136	30,1	-3,7
Information et télécommunication	2 587	73,4	-3,6
Activités financières	1 283	17,0	5,4
Activités immobilières	2 363	24,2	7,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	14 316	68,4	0,5
Enseignement, santé, action sociale	6 373	58,8	0,5
Autres services	8 854	80,9	6,8
Ensemble	70 014	59,1	2,5

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene)

Ensemble des créations par départements en Provence-Alpes-Côte d'Azur

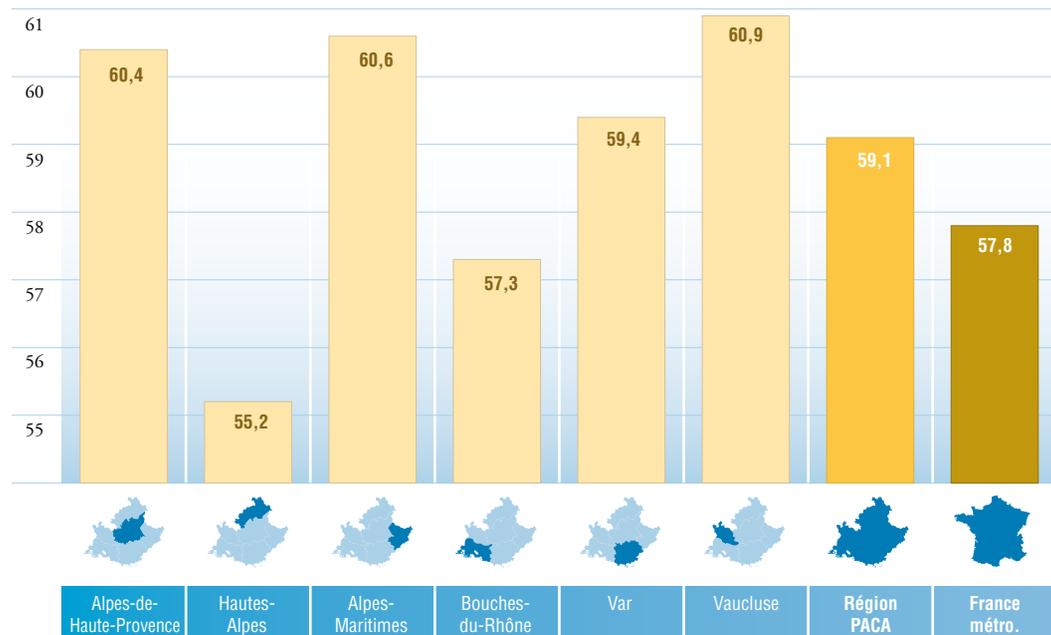


	Alpes-de- Hte- Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métr.
1 ^{er} trimestre 2010	538	478	5 670	7 761	4 181	2 392	21 020	136 931
2 ^{ème} trimestre 2010	511	459	4 894	6 321	3 972	1 791	17 948	153 322
3 ^{ème} trimestre 2010	412	409	4 156	5 427	3 015	1 684	15 103	135 023
4 ^{ème} trimestre 2010	395	402	4 601	5 633	3 168	1 744	15 943	154 917
Année 2010	1 856	1 748	19 321	25 142	14 336	7 611	70 014	623 030
Evolution 2010/2009 en %	1,6	1,6	3,3	5,8	-3,0	0,3	2,5	7,1

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene)

Part des créations en Autoentreprise sur l'ensemble des créations en 2010

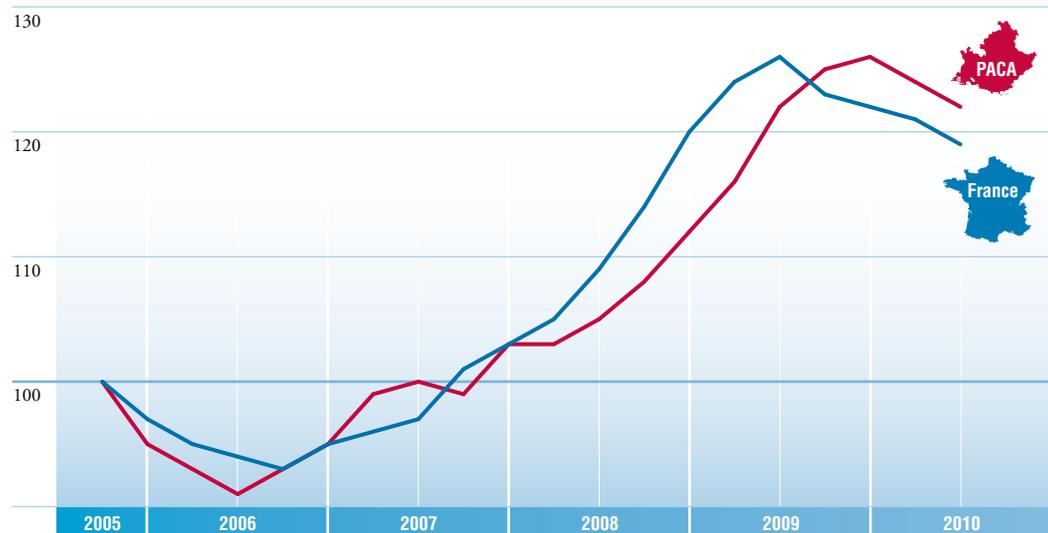


Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene)

Ensemble des défaillances d'entreprises* en PACA et en France

(cumul sur douze mois - indice base 100 au 4^e trimestre 2005)



* Défaillances d'entreprises en date de jugement.

Source : Insee - Bodacc

Entreprises artisanales par activité principale au 1^{er} janvier 2010 (en nombre et %)

Entreprises artisanales par activité principale (NAF 38 postes)	PACA	Région/France
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4 263	8,5
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	1 210	8,8
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	1 464	7,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	1 100	11,0
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	1 146	7,3
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	318	6,4
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	5 342	10,8
Construction	46 129	10,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	14 573	9,8
Transports et entreposage	3 689	10,2
Hébergement et restauration	4 965	13,0
Activités informatiques et services d'information	586	11,6
Activités immobilières	904	14,7
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	1 007	10,4
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 786	11,9
Activités de services administratifs et de soutien	8 549	17,5
Activités pour la santé humaine	676	12,3
Arts, spectacles et activités récréatives	596	9,4
Autres activités	16 753	10,2
<i>dont autres activités de service</i>	<i>14 834</i>	<i>10,2</i>
Total	115 056	10,8

Champ : entreprise artisanale au sens économique : entreprise ayant une activité principale relevant des secteurs de l'artisanat (en NAF 700) et dont l'effectif salarié ne dépasse pas un certain seuil. Compte tenu des évolutions récentes, ce seuil a été porté à 19 salariés, ce qui correspond à celui des « très petites entreprises ».

Dans le Répertoire des Entreprises et Établissements (REE, Sirene), une entreprise est considérée comme artisanale si l'une des conditions suivantes est remplie :

- l'entreprise est inscrite à la Chambre des Métiers ;
- le code d'activité principale au Répertoire des Métiers est renseigné.

Source : Insee, REE (Sirene).

Nombre et capacité des hôtels selon le nombre d'étoiles

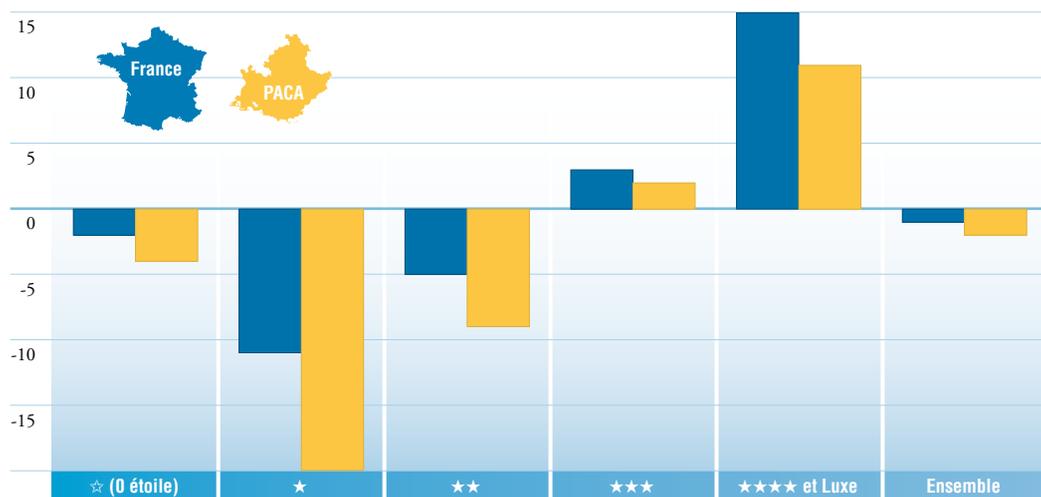
	Alpes-de-Haute-Provence				Hautes-Alpes				Alpes-Maritimes			
	Hôtels		Chambres		Hôtels		Chambres		Hôtels		Chambres	
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07
☆ (0 étoile)	10	12	133	171	19	28	256	633	44	44	1 404	1 226
★	6	8	77	86	16	25	229	381	39	52	638	826
★★	82	93	1 608	1 929	121	139	2 741	3 421	248	269	6 649	7 178
★★★	23	21	648	591	21	23	627	760	203	205	8 739	8 763
★★★★ et Luxe	5	4	110	64	0	0	0	0	100	90	9 246	8 514
Ensemble	126	138	2 576	2 841	177	215	3 853	5 195	634	660	26 676	26 507

	Bouches-du-Rhône				Var				Vaucluse			
	Hôtels		Chambres		Hôtels		Chambres		Hôtels		Chambres	
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07
☆ (0 étoile)	34	38	2 069	1 973	29	38	1 101	1 343	24	22	1 027	891
★	23	33	444	573	29	32	536	530	10	12	132	186
★★	183	202	5 476	5 760	185	207	4 108	4 422	104	108	2 739	2 888
★★★	120	111	5 125	4 789	130	132	4 210	4 287	58	55	2 133	1 928
★★★★ et Luxe	40	38	2 153	1 766	42	42	1 884	1 783	18	19	672	503
Ensemble	400	422	15 267	14 861	415	451	11 839	12 365	214	216	6 703	6 396

	PACA				France				Part PACA/France (%)	
	Hôtels		Chambres		Hôtels		Chambres		Hôtels	Chambres
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	
☆ (0 étoile)	160	182	5 990	6 237	1 698	1 941	65 666	66 765	9,4	9,1
★	123	162	2 056	2 582	1 227	1 491	27 817	31 287	10,0	7,4
★★	923	1 018	23 321	25 598	8 932	9 571	256 700	269 932	10,3	9,1
★★★	555	547	21 482	21 118	3 952	3 777	175 332	169 791	14,0	12,3
★★★★ et Luxe	205	193	14 065	12 630	946	808	69 310	60 401	21,7	20,3
Ensemble	1 966	2 102	66 914	68 165	16 755	17 588	594 825	598 176	11,7	11,2

Source : Insee, DGCIS - hébergements touristiques

Évolution 2006-2010 du nombre de chambres d'hôtels (en %)



Source : Insee, DGCIS - hébergements touristiques

Nombre et capacité des campings selon le nombre d'étoiles

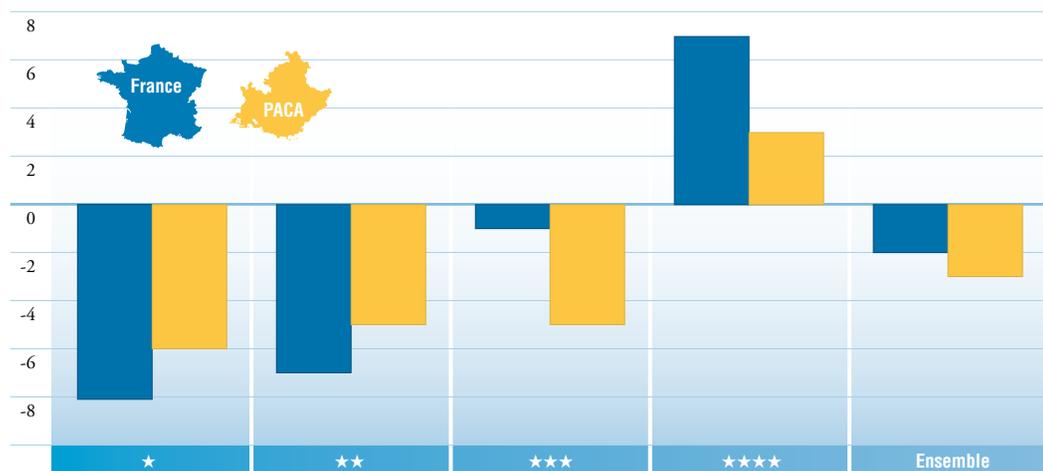
	Alpes-de-Haute-Provence				Hautes-Alpes				Alpes-Maritimes			
	Terrains		Emplacements		Terrains		Emplacements		Terrains		Emplacements	
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07
★	22	24	1 384	1 604	17	16	2 066	1 991	9	10	470	537
★★	49	45	4 279	4 060	58	61	5 005	5 097	30	36	1 728	2 060
★★★	33	32	3 912	4 082	41	39	4 768	4 390	35	35	4 176	4 360
★★★★	11	9	2 438	2 215	7	7	892	1 025	7	7	1 390	1 442
Ensemble	115	110	12 013	11 961	123	123	12 731	12 503	81	88	7 764	8 399

	Bouches-du-Rhône				Var				Vaucluse			
	Terrains		Emplacements		Terrains		Emplacements		Terrains		Emplacements	
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07
★	1	2	32	93	16	18	914	971	8	8	431	418
★★	34	40	3 600	4 434	95	96	11 623	11 765	41	42	3 125	3 342
★★★	26	24	4 640	4 583	81	84	17 147	18 827	20	20	2 667	3 211
★★★★	8	9	1 882	1 960	47	45	15 248	14 732	11	9	1 825	1 586
Ensemble	69	75	10 154	11 070	239	243	44 932	46 295	80	79	8 048	8 557

	PACA				France				Part PACA/France (%)	
	Terrains		Emplacements		Terrains		Emplacements		Terrains	Emplacements
	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	01/01/07	01/01/11	
★	73	78	5 297	5 614	1 175	1 260	68 370	74 523	6,2	7,7
★★	307	320	29 360	30 758	3 472	3 702	311 467	334 353	8,8	9,4
★★★	236	234	37 310	39 453	2 391	2 360	336 878	339 949	9,9	11,1
★★★★	91	86	23 675	22 960	782	730	190 217	178 436	11,6	12,4
Ensemble	707	718	95 642	98 785	7 820	8 052	906 932	927 261	9,0	10,5

Source : Insee, DGCIS - hébergements touristiques

Évolution 2006-2010 du nombre d'emplacements de campings (en %)



Source : Insee, DGCIS - hébergements touristiques

Hôtels : ensemble des nuitées en 2010

	2010	Evolution 2009-2010 en %	Part des nuitées étrangères en %	Evolution 2009-2010 en % des nuitées étrangères
Alpes-de-Haute-Provence	484 882	-2,0	23,4	-3,3
Hautes-Alpes	819 775	2,8	14,4	-7,9
Alpes-Maritimes	4 071 384	4,7	51,5	10,9
Bouches-du-Rhône	3 809 583	1,9	23,6	-10,3
Var	2 469 639	-2,2	27,4	-0,5
Vaucluse	1 398 965	2,5	34,4	4,7
PACA	13 054 228	1,9	36,4	4,2
France	127 251 769	2,0	33,8	2,7

Sources : Insee - DIRECCTE - CRT - CDT

Campings : ensemble des nuitées de mai à septembre 2010

	2010*	Evolution 2009-2010 en %	Part des nuitées étrangères en %	Evolution 2009-2010 en % des nuitées étrangères
Alpes-de-Haute-Provence	1 752 686	-0,1	43,4	8,0
Hautes-Alpes	1 254 593	5,7	40,2	10,6
Alpes-Maritimes	1 010 255	-2,4	37,1	-1,8
Bouches-du-Rhône	1 532 004	2,2	35,1	-6,7
Var	6 705 527	-7,7	35,5	-12,1
Vaucluse	1 391 664	-1,4	54,0	5,4
PACA	13 646 726	-3,6	38,9	-4,2
France	103 833 966	0,9	33,9	0,9

* Cumul de mai à septembre

Sources : Insee - DIRECCTE - CRT - CDT

Résidences secondaires en 2008

	Alpes-de-Hte-Prov.		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes		Bouches-du-Rhône	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble des logements	117 035	100,0	122 270	100,0	7 188 029	100,0	927 825	100,0
<i>dont résidences secondaires</i>	37 422	32,0	54 692	44,7	157 322	21,9	24 646	3,0
Résidences secondaires construites avant 2006	36 555	100,0	51 553	100,0	155 222	100,0	26 620	100,0
Avant 1949	11 656	31,9	10 583	20,5	32 791	21,1	7 188	27,0
De 1949 à 1974	9 712	26,6	11 155	21,6	55 060	35,5	7 681	28,9
De 1975 à 1989	11 651	31,9	19 672	38,2	41 766	26,9	7 071	26,6
De 1990 à 2005	3 537	9,7	10 143	19,7	25 605	16,5	4 680	17,6

	Var		Vaucluse		Paca		France Metro.	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble des logements	648 029	100,0	269 468	100,0	2 803 455	100,0	31 818 884	100,0
<i>dont résidences secondaires</i>	168 477	26,0	17 368	6,4	462 927	16,5	2 900 941	9,1
Résidences secondaires construites avant 2006	164 598	100,0	16 854	100,0	451 403	100,0	2 823 013	100,0
Avant 1949	18 441	11,2	6 876	40,8	87 535	19,4	1 053 119	37,3
De 1949 à 1974	41 113	25,0	2 601	15,4	127 322	28,2	580 020	20,5
De 1975 à 1989	65 976	40,1	4 153	24,6	150 288	33,3	741 989	26,3
De 1990 à 2005	39 068	23,7	3 225	19,1	86 258	19,1	447 886	15,9

Source : Insee, RP2008 exploitation principale

Principaux produits échangés en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Monaco

	Année 2010	Année 2009
Exportations (NAF 129 postes)		
Total	17 449 249	15 408 488
C19Z - Produits pétroliers raffinés et coke	2 704 588	2 160 084
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	2 456 311	2 061 356
C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	1 555 044	1 272 962
C20C - Produits chimiques divers	1 234 947	980 241
C30C - Produits de la construction aéronautique et spatiale	1 191 477	1 466 757
A01Z - Produits de la culture et de l'élevage	661 522	576 798
C26A - Composants et cartes électroniques	697 421	587 340
C29A - Produits de la construction automobile	627 381	510 763
C20B - Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	521 772	445 289
C11Z - Boissons	388 172	343 276
C28A - Machines et équipements d'usage général	419 295	469 993
C27B - Matériel électrique	318 551	323 876
E38Z - Déchets industriels	290 245	155 769
C14Z - Articles d'habillement	271 493	253 896
C21Z - Produits pharmaceutiques	271 578	254 774
C10H - Produits alimentaires divers	276 060	279 902
C26E - Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	238 192	167 968
C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	233 668	219 473
C22B - Produits en plastique	236 608	223 589
C30A - Navires et bateaux	206 129	244 201
C23B - Matériaux de construction et produits minéraux divers	203 601	207 121
C26B - Ordinateurs et équipements périphériques	198 726	133 877
C26C - Téléphones et équipements de communication	152 826	125 831
C28D - Machines diverses d'usage spécifique	162 247	159 475
C24B - Métaux non ferreux	140 856	92 215
Autres produits	1 790 539	1 691 662
Importations (NAF 129 postes)		
Total	29 039 853	24 403 294
B06Z - Hydrocarbures naturels	11 564 706	9 328 933
C19Z - Produits pétroliers raffinés et coke	2 456 273	2 004 671
C29A - Produits de la construction automobile	1 536 733	1 645 778
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	897 424	759 716
A01Z - Produits de la culture et de l'élevage	815 762	786 508
C14Z - Articles d'habillement	658 995	630 116
C27B - Matériel électrique	543 223	392 009
C30A - Navires et bateaux	576 516	606 346
C28A - Machines et équipements d'usage général	513 307	461 936
C26A - Composants et cartes électroniques	401 402	229 672
C20C - Produits chimiques divers	484 539	436 524
B07Z - Minerais métalliques	431 648	193 355
C15Z - Cuir, bagages et chaussures	431 975	422 946
B05Z - Houille	463 215	236 605
C22B - Produits en plastique	385 113	321 174
C21Z - Produits pharmaceutiques	337 119	191 266
C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	328 928	301 342
C28D - Machines diverses d'usage spécifique	286 896	222 969
C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	324 202	272 997
C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	322 666	309 768
C31Z - Meubles	285 373	268 239
C10H - Produits alimentaires divers	275 234	265 924
C10B - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	259 665	209 220
C32B - Instruments à usage médical, optique et dentaire	251 698	234 427
C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	249 339	175 789
C13Z - Produits de l'industrie textile	230 082	188 914
Autres produits	3 727 820	3 306 150

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte en milliers d'euros

Principaux pays partenaires : Provence-Alpes-Côte d'Azur et Monaco



	Année 2010	Année 2009
Exportations		
Total	17 449 249	15 408 488
Italie	2 343 074	2 041 281
Espagne	1 781 675	1 601 866
Allemagne	1 155 067	1 013 962
Etats-Unis	919 185	808 690
Turquie	640 895	573 683
Royaume-Uni	659 615	684 957
Algérie	656 580	641 950
Suisse	555 624	475 494
Pays-Bas	521 628	376 188
Tunisie	545 075	487 086
Belgique	470 733	466 693
Chine	392 640	313 102
Nigéria	449 025	155 289
Liban	322 008	336 359
Emirats Arabes Unis	240 022	277 096
Gibraltar	208 867	72 030
Russie	255 823	193 448
Maroc	264 427	255 749
Israël	183 993	121 570
Grèce	178 045	154 216
Hong Kong	210 794	142 421
Japon	199 287	189 122
Inde	197 334	82 889
Canada	163 654	139 375
Pologne	163 992	156 339
Brésil	175 511	123 454
Portugal	145 130	135 263
Corée du Sud	157 695	104 492
Yémen	124 294	71 594
Bénin	58 954	9 014
Pays NDA	73 088	34 356
Libye	116 724	25 846
Norvège	135 304	201 628
Arabie Séoudite	99 827	88 437
Angola	66 239	83 147
Kazakhstan	13 305	268 559
Autres pays	2 604 116	2 501 840



	Année 2010	Année 2009
Importations		
Total	29 039 853	24 403 294
Libye	3 371 872	1 449 602
Russie	2 053 301	1 963 410
Italie	2 224 444	2 315 985
Kazakhstan	1 960 776	1 456 038
Chine	1 842 629	1 358 962
Algérie	1 750 136	2 083 199
Allemagne	1 357 708	1 095 658
Turquie	1 391 313	1 395 635
Nigéria	1 126 846	694 660
Espagne	1 034 686	1 023 188
Etats-Unis	784 443	712 109
Pays-Bas	812 633	813 798
Belgique	559 356	561 234
Qatar	339 999	3 871
Egypte	591 311	259 520
Brésil	604 102	185 088
Royaume-Uni	499 220	373 874
Irak	484 928	653 204
Angola	313 085	409 213
Inde	338 416	274 763
Japon	287 665	188 403
Tunisie	348 415	517 010
Australie	285 103	92 241
Syrie	342 789	292 305
Azerbaïdjan	209 606	489 832
Norvège	171 715	143 199
Iran	158 183	233 752
Iles Cayman	129 753	87 117
Autres pays	3 665 420	3 276 424

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte en milliers d'euros

Commerce extérieur

Comparaison régionale : échanges CAF-FAB hors matériel militaire (données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)

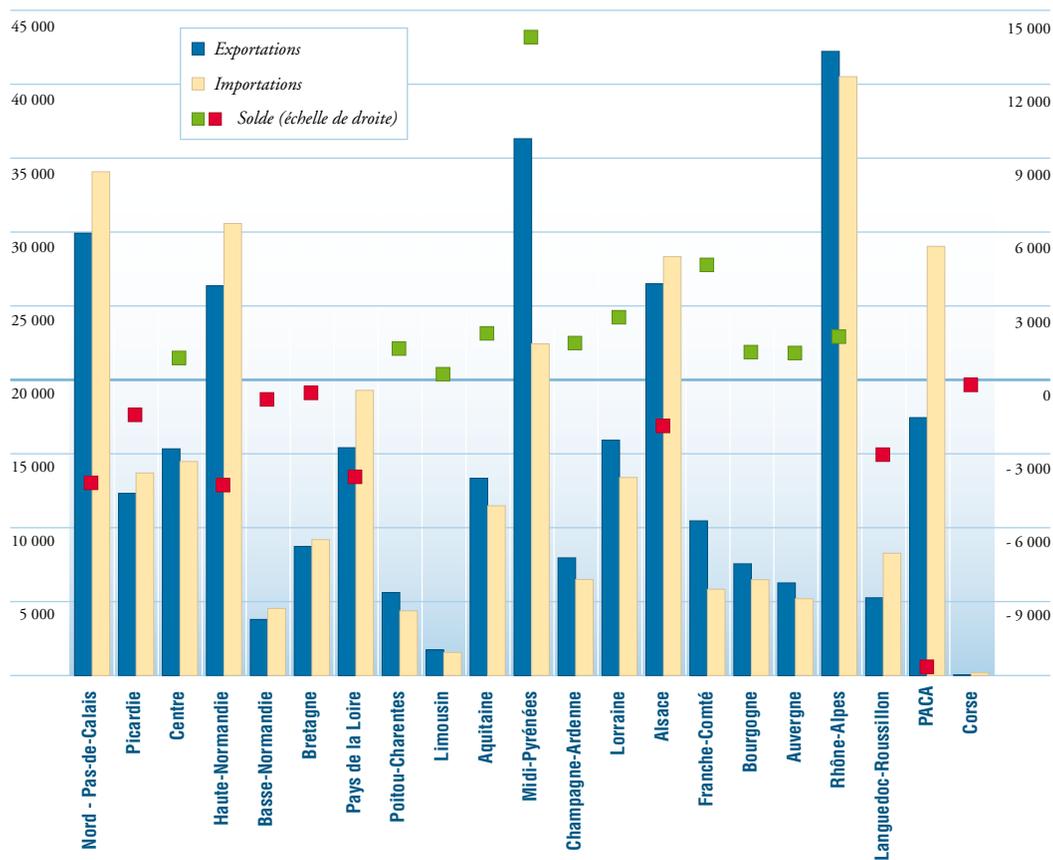


	Exportations		Importations	
	Année 2010	Année 2009	Année 2010	Année 2009
Total France entière	387 066	340 728	454 167	400 100
Nord - Pas-de-Calais	29 931	28 236	34 087	30 675
Picardie	12 324	12 140	13 704	12 973
Ile-de-France	67 159	55 761	118 449	106 064
Centre	15 337	13 600	14 483	13 346
Haute-Normandie	26 367	22 626	30 584	25 984
Basse-Normandie	3 793	3 341	4 538	3 738
Bretagne	8 727	7 941	9 196	7 676
Pays de la Loire	15 413	13 117	19 297	16 403
Poitou-Charentes	5 612	4 787	4 371	3 834
Limousin	1 734	1 677	1 556	1 486
Aquitaine	13 345	12 126	11 482	9 726
Midi-Pyrénées	36 322	31 143	22 440	20 965
Champagne-Ardenne	7 961	6 761	6 496	5 598
Lorraine	15 917	14 923	13 401	11 778
Alsace	26 501	23 682	28 341	23 215
Franche-Comté	10 464	8 283	5 837	4 999
Bourgogne	7 558	7 606	6 478	5 808
Auvergne	6 264	5 661	5 194	4 957
Rhône-Alpes	42 231	36 179	40 519	34 501
Languedoc-Roussillon	5 259	4 672	8 276	7 146
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 449	15 408	29 040	24 403
Corse	48	34	174	131
Guadeloupe	26	26	633	612
Martinique	34	20	1 047	728
Guyane	567	897	596	637
Réunion	190	140	1 716	1 662
Indéterminé	10 533	9 941	22 232	21 055

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Exportations, importations et solde 2010 des régions de province

(Données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, traitement DIRECCTE-SESE

Les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies, tout comme les statistiques nationales, par l'exploitation des informations contenues dans les documents douaniers. La ventilation par département (puis, par agrégation, par région) est effectuée selon les principes suivants :

- À l'exportation : c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné ; il s'agit du lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte.
- À l'importation : c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué (et non le département du siège social de l'importateur).

Toutefois, cette règle générale n'est pas retenue pour :

- les échanges de gaz naturel et d'électricité (par gazoduc ou ligne haute-tension) : flux attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75).
- les échanges avec les Etats membres de l'Union européenne pour lesquels le département de départ ou d'arrivée n'est pas toujours exigé du fait de simplification déclarative. L'information sur le département de départ ou d'arrivée des marchandises n'est pas demandée dans le cadre des échanges avec les Etats membres de l'Union européenne lorsque l'entreprise réalise un montant d'opérations (pour les deux flux) inférieur à 2 300 001 €.

En terme de commerce extérieur, le territoire statistique de la France comprend la France continentale, la Corse, les départements d'Outre-mer et la Principauté de Monaco. Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les données collectées sont des données brutes : elles se différencient des données estimées qui prennent en compte une estimation des déclarations non encore parvenues à la douane.

Avertissement : dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de stockage et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plates-formes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts) : c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

Définitions :

FAB : Franco à Bord. Les exportations à partir de la France sont valorisées avec les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française.

CAF : Coût, Assurance, Fret. Les importations en France sont valorisées avec les coûts d'acheminement (transport et assurance) jusqu'à la frontière française.

Population *(page 2)*

Population totale

La source de mesure de la population totale est le recensement de la population effectué par l'INSEE. Le dernier recensement en date fournit des données pour l'année 2008. Il s'agit des résultats issus de la nouvelle méthode de calcul adoptée par l'INSEE, qui permet au terme d'un cycle de cinq ans, de mesurer la population de façon continue, c'est-à-dire chaque année. Avant cela, un recensement de la population avait lieu tous les dix ans environ. Entre deux recensements, la population faisait l'objet d'estimations annuelles par l'INSEE.

Emploi *(pages 5 à 19)*

Emploi total

L'emploi total comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié. Les effectifs sont recensés au lieu de travail : l'emploi total se réfère à la population résidente. Il comprend les travailleurs frontaliers résidant en France mais travaillant à l'étranger ; en revanche, il ne comprend pas les personnes travaillant en France mais résidant à l'étranger. Sa mesure est issue du recensement de la population, annuel depuis 2004. L'INSEE établit des estimations annuelles à partir des fichiers de Pôle emploi/UNEDIC, de l'URSSAF ainsi que de données complémentaires. Au moment de la clôture de cette publication, les dernières estimations disponibles de l'INSEE concernent l'année 2008 pour les données issues du recensement de la population.

Emploi salarié

Dans le présent document, deux sources de mesure de l'emploi salarié coexistent :

- en pages 14 à 17, les données présentées sont des estimations annuelles d'emploi établies par l'INSEE, qui comptabilisent le nombre de personnes en emploi résidant en France. Il s'agit d'un emploi total (salarié et non salarié). Depuis septembre 2009, les estimations annuelles sont estimées avec le dispositif Estel (estimations d'emploi localisé), à partir de deux sources principales : d'une part, pour l'emploi salarié, les Déclarations Annuelles de Données Sociales qui incluent les effectifs de la fonction publique d'état et les salariés des particuliers employeurs, d'autre part, les effectifs des non salariés. Ces estimations sont corrigées de la multiactivité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail. Elles sont provisoires sur l'année 2010.
- en pages 17 à 19, les données présentées sont issues des fichiers de Pôle emploi/UNEDIC. Le champ considéré est plus restrictif : il comprend les seuls salariés des établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous

contrat de travail. Sont donc exclus de ce champ : les salariés de l'Etat et des collectivités locales, les salariés des établissements publics à caractère administratif, le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux, les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles (champ CCMSA), les employés de maison, le personnel des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, des régies départementales ou communales, de certaines sociétés d'économie mixte, et les intermittents du spectacle. L'information présentée concerne l'emploi salarié au 31/12/2010, corrigé des variations saisonnières..

Mouvements de main d'œuvre *(pages 20 à 23)*

Chaque mois, les établissements de 50 salariés ou plus renseignent pour l'administration une déclaration sur les entrées et sorties du mois (contrats de travail signés ou résiliés dans le mois) : la déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre (DMMO). Tous les contrats de travail sont concernés. Une enquête de même type est réalisée par sondage auprès des établissements de 10 à 49 salariés : l'enquête trimestrielle de mouvements de main d'œuvre (EMMO). Les données de Mouvements de Main d'œuvre sont issues de la fusion des résultats des DMMO et de l'enquête EMMO.

Depuis 2009, des données sont disponibles sur le nouveau type de contrat à durée déterminée, le CDD à objet défini. Ce contrat a été créé par l'article 6 de la loi de modernisation du marché du travail, publiée au JO le 26 juin 2008. Il est institué à titre expérimental pendant 5 ans. D'une durée comprise entre 18 et 36 mois, ce nouveau contrat prend fin avec la réalisation de son objet après un délai de prévenance de 2 mois minimum, et ne peut pas être renouvelé.

Intérim *(pages 24 et 25)*

Les effectifs intérimaires sont exprimés en « équivalents temps plein » (ETP) des établissements utilisateurs, pour la période considérée : le volume de travail effectué par les intérimaires est rapporté à celui effectué par une personne à temps plein.

Allocations d'assurance chômage et régime de solidarité *(page 26)*

Assurance chômage

- Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi y compris Formation (ARE+AREF) : allocation « de base » à taux fixe dont la durée dépend notamment de la durée d'affiliation
- Allocation Unique Dégressive (AUD) : s'adresse aux

personnes admises avant le 1er juillet 2001 qui n'ont pas opté pour le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE) et à certaines catégories particulières comme les intermittents du spectacle

- Allocation Chômeurs Agés (ACA) : ouverte aux personnes âgées qui justifient de 160 trimestres validés par l'assurance vieillesse
- Allocation Formation Reclassement (AFR) : s'adresse aux personnes désireuses de suivre une action de formation destinée à favoriser leur insertion professionnelle
- Allocation Fin de Formation (AFF) : destinée aux bénéficiaires de l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi qui ont commencé une formation en cours d'indemnisation et qui ont épuisé leurs droits avant le terme de leur formation.

Régime de solidarité

Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) : ouverte à tout allocataire cessant d'être indemnisé par le régime d'assurance chômage.

Minima sociaux (page 27)

Revenu de Solidarité Active (RSA)

Instauré au 1er juin 2009, le RSA remplace essentiellement le RMI et l'API. Il complète également le revenu des travailleurs pauvres. Le dispositif RSA s'inscrit dans une politique d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficultés, exerçant ou non une activité. Le RSA a deux composantes : le RSA socle (anciennement RMI et API) et le RSA activité. Les personnes sans activité bénéficieront du RSA socle, les personnes actives pourront bénéficier du RSA activité seulement ou cumulé au RSA socle.

Allocation aux adultes handicapés (AAH)

Cette allocation s'adresse aux personnes handicapées à 80 % ou plus ou reconnues en incapacité de travailler, dont les ressources se situent en dessous d'un certain seuil. L'AAH garantit aux personnes handicapées un revenu minimum mensuel. Ces données sont indéterminées pour l'année 2010.

Demande d'emploi et taux de chômage

(pages 28 à 41)

Il existe deux sources principales de mesure du chômage : les statistiques administratives de Pôle emploi et l'enquête emploi de l'INSEE. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Pôle emploi recense, à la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi inscrits dont la demande n'a pas été satis-

faite ou annulée. Il s'agit d'une mesure administrative du chômage, qui obéit à une logique de gestion et de réglementation. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D et E). La mesure officielle repose sur les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégorie ABC (ex. cat. 12367&8). Il s'agit des personnes inscrites à Pôle emploi et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi. Les catégories de demandeurs d'emploi sont :

- catégorie A : anciennes catégories 123 hors activité réduite
- catégorie B : anciennes catégories 123 en activité réduite courte de moins de 78 heures
- catégories C : anciennes catégories 678 en activité réduite longue de plus de 78 heures
- catégories D : ancienne catégorie 4 en maladie, stage ou formation
- catégorie E : ancienne catégorie 5 occupant déjà un emploi.

L'enquête emploi, réalisée par l'INSEE, mesure le chômage sur la base de la définition établie par le Bureau International du Travail (BIT), à savoir la population en âge de travailler (15 ans ou plus), sans emploi et à la recherche d'un emploi. Cette définition constitue la norme statistique internationale. Ainsi, est considéré comme chômeur toute personne qui répond à trois critères au moment de l'enquête :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Depuis 2007, l'enquête emploi a subi des modifications dans son exploitation : le concept BIT du chômage est calé sur l'interprétation européenne et la période de référence des estimations n'est plus la fin du trimestre mais la moyenne trimestrielle du fait de l'utilisation exclusive de l'enquête emploi en continu.

Taux de chômage

Calculé par l'INSEE, le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population active totale pour le taux national. Ces deux grandeurs ne sont pas directement disponibles dans les statistiques courantes et font donc l'objet d'estimations. Différemment, les taux de chômage **localisés** (régional et infra) sont estimés via une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi (pour le niveau national) et de Pôle emploi (pour la répartition géographique). Il ne s'agit donc pas de chômage BIT à proprement parler, puisqu'on mêle le concept BIT à la mesure administrative du chômage.

Emploi des Travailleurs Handicapés

(pages 42 à 45)

Les établissements de 20 salariés et plus sont assujettis à une formalité annuelle, la Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH) : la loi du 11 février 2005 oblige tout employeur du secteur privé, l'Etat ainsi que les établissements publics de l'Etat autres qu'industriels et commerciaux, les collectivités locales et leurs établissements publics autres qu'industriels et commerciaux, occupant 20 salariés ou plus, à employer des personnes handicapées dans une proportion de 6 % de leur effectif salarié. Certaines catégories d'emploi exigeant des conditions d'aptitude particulières (ECAP) ne sont cependant pas soumises à cette obligation.

Le taux d'emploi calculé pour vérifier la réponse à ce seuil de 6 % d'emploi de TH résulte d'un calcul tenant compte de la nature du handicap et du temps de travail (complet ou partiel).

Une autre façon – distincte – d'apprécier l'effort des établissements assujettis consiste à rapporter le nombre de personnes physiques handicapées à l'effectif d'assujettissement (hors ECAP) et sur le seul champ des établissements assujettis) comme dans le classement par secteur d'activité (page 45, établissements hors accord).

Les établissements assujettis, relevant d'un accord spécifique (signé à l'échelle de l'établissement, de l'entreprise ou d'un groupe) en faveur de l'emploi de travailleurs handicapés, sont également tenus de s'acquitter de cette déclaration annuelle ; une partie des données statistiques est publiée en excluant ces établissements relevant d'accords, en raison de données individuelles incomplètes pour caractériser les Travailleurs Handicapés employés.

Principales actions des politiques

d'aide à l'emploi (pages 46 à 47)

À compter du 1er janvier 2010, le Contrat Unique d'Insertion (CUI) s'est substitué à quatre contrats. Il prend la forme d'un CIE dans le secteur marchand et d'un CAE dans le secteur non marchand ; le CI-RMA et le CAV disparaissent.

Secteur marchand

- Le CUI-CIE s'est substitué au CIE et CI-RMA au 1er janvier 2010. Il vise à favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail. Le CUI-CIE est un contrat de travail de droit privé conclu pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée de 24 mois au plus. Il est à temps partiel ou complet et sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures.
- Les contrats en alternance, dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale, s'adressent principalement aux jeunes de moins de 26 ans et regroupent depuis janvier 2005 les contrats d'apprentissage (d'une durée allant de un à trois ans) et le contrat de professionnalisation (CDD de six à vingt-quatre mois ou CDI).

L'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes tout en leur fournissant un complément de formation voire une nouvelle qualification.

Secteur non marchand (secteurs publics, para-public et associatif)

- Le CUI-CAE s'est substitué au CAE et CAV au 1er janvier 2010. Ce contrat a les mêmes objectifs que le CUI-CIE dans le secteur non marchand. Les publics prioritaires sont définis au niveau régional. En région PACA le public jeune, seniors, handicapés, résidant dans les quartiers politique de la ville, en chantier d'insertion, est prioritaire. C'est un contrat de droit privé à durée déterminée de 6 mois minimum renouvelable dans la limite de 24 mois. Il est à temps partiel ou complet, mais sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures.

Accompagnement des licenciements économiques et des retraits d'activités

(page 52)

Plan de sauvegarde de l'emploi

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement, pour motif économique, d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours doit élaborer un plan de sauvegarde de l'emploi. Ce document regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre des licenciements et à favoriser le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Il est obligatoirement communiqué à la DIRECCTE/Unité Territoriale. Les représentants du personnel doivent être réunis, informés et consultés sur le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi. A défaut, la procédure de licenciement est nulle.

Allocation temporaire dégressive

Les entreprises procédant à des licenciements économiques peuvent conclure, avec l'Etat, des conventions permettant de faciliter le reclassement des personnes licenciées. Parmi ces conventions, la convention d'allocation temporaire dégressive (ATD) permet le versement, aux salariés licenciés et reclassés dans un emploi moins bien rémunéré, d'une allocation destinée à compenser cette différence de rémunération.

Cellules de reclassement

Composées de salariés de l'entreprise ou d'intervenants extérieurs, les cellules de reclassement permettent d'assurer le suivi des salariés licenciés ou menacés de l'être. L'Etat participe, après conclusion d'une convention, aux frais de fonctionnement directs de la cellule.

Congé de conversion

Le congé de conversion apporte un appui aux salariés licenciés pour motif économique, pour leur reclassement à l'extérieur de l'entreprise. Pendant la période du congé de conversion, durant laquelle le contrat de travail est suspendu, le salarié perçoit une allocation mensuelle égale à

un minimum de 65 % du salaire brut antérieur (85 % dans le cas du SMIC). Cette allocation est partiellement prise en charge par l'Etat. Le licenciement n'intervient qu'au terme du congé (ou pendant celui-ci si le salarié est reclassé), avec tous les droits qui y sont attachés : indemnités de préavis et de licenciement.

Conventions de formation et d'adaptation du Fonds National de l'Emploi (FNE)

Conclues avec l'Etat, les conventions de formation et d'adaptation ont pour objectif de soutenir la formation des salariés les plus fragilisés dans leur emploi. L'aide couvre une partie des frais pédagogiques (à l'exclusion de l'hébergement et du transport) et des rémunérations des salariés.

Allocation Spéciale du Fonds National de l'Emploi (ASFNE)

Une entreprise peut conclure avec l'Etat une convention permettant à ses salariés âgés de se retirer du marché du travail de manière anticipée tout en percevant, jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite, une allocation spécifique. Cette disposition évite à ces derniers d'être licenciés pour motif économique.

La Convention de Reclassement Personnalisé (CRP)

Dans les entreprises de moins de 1 000 salariés (et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire, quelle que soit leur taille), l'employeur qui envisage de licencier pour motif économique doit, sous peine de sanctions, proposer aux salariés concernés une convention de reclassement personnalisé, d'une durée maximale de 8 mois. Le salarié a le choix de refuser ou d'accepter cette convention. S'il l'accepte, son contrat de travail est rompu et il bénéficie d'actions d'orientation, d'accompagnement, d'évaluation des compétences professionnelles et de formation destinées à favoriser son reclassement. Il bénéficie également, sous réserve d'avoir deux ans d'ancienneté, d'une allocation spécifique de reclassement et peut avoir droit, s'il reprend un travail moins bien rémunéré que le précédent, à une indemnité différentielle de reclassement.

Activité partielle (page 53)

Le dispositif de l'activité partielle permet aux établissements en difficultés de diminuer leur activité tout en maintenant le lien aux salariés par leur contrat de travail et en leur assurant une indemnisation pendant cette période.

Pour entrer dans le dispositif d'activité partielle, un établissement doit déposer une demande d'autorisation d'activité partielle préalable à la réduction de l'activité (sauf en cas de sinistre ou d'intempéries). Cette demande précise le type de réduction d'activité prévue, les dates prévisibles, le nombre de salariés concernés et le mode d'organisation du travail (annualisation, modulation, forfaits).

La réduction du temps de travail ne peut intervenir qu'à la suite d'une autorisation de l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend l'établissement. L'autorisation au titre de l'allocation spécifique d'activité partielle est valable dans la limite d'un plafond annuel d'heures par salarié. L'employeur verse au salarié une allocation conventionnelle correspondant à 60 % de son salaire brut, avec un minimum égal au SMIC horaire net. L'employeur se fait rembourser l'allocation spécifique sur la base d'un forfait par heure non travaillée.

Les ruptures conventionnelles (page 60)

La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée a été mise en place par la loi portant modernisation du marché du travail n° 2008-596 du 25 juin 2008. Elle permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail à durée indéterminée, par une convention qui doit être homologuée par l'autorité administrative.

Commerce extérieur (pages 68 à 71)

Les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies, tout comme les statistiques nationales, par l'exploitation des informations contenues dans les documents douaniers. La ventilation par département (puis, par agrégation, par région) est effectuée selon les principes suivants : à l'exportation, c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné ; il s'agit du lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte. A l'importation, c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué (et non le département du siège social de l'importateur). Toutefois, cette règle générale n'est pas retenue pour les échanges de gaz naturel et d'électricité (par gazoduc ou ligne haute-tension) dont les flux sont attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75). Elle n'est pas non plus retenue pour les échanges avec les Etats membres de l'Union européenne pour lesquels le département de départ ou d'arrivée n'est pas toujours exigé du fait de simplification déclarative. L'information sur le département de départ ou d'arrivée des marchandises n'est pas demandée dans le cadre des échanges avec les Etats membres de l'Union européenne lorsque l'entreprise réalise un montant d'opérations (pour les deux flux) inférieur à 2 300 001 euros.

En terme de commerce extérieur, le territoire statistique de la France comprend la France continentale, la Corse, les départements d'Outre-mer et la Principauté de Monaco. Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les données collectées sont des données brutes : elles se différencient des données estimées qui prennent en compte une estimation des déclarations non encore parvenues à la douane.

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements trouvent l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Effectué conjointement par l'INSEE et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, avec l'appui de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR), le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire, adaptée aux études locales sur l'emploi et son environnement. Les déplacements domicile - travail constituent la variable de base pour la détermination de ce zonage. Défini pour la France métropolitaine en 1983, et réactualisé en 1994, le découpage comportait jusqu'à fin 2010, 348 zones (22 en région PACA).

Une refonte des zones d'emplois 2010, opérationnelle depuis juillet 2011, a eu lieu à partir des résultats des migrations domicile travail du recensement de 2006. Les nouvelles zones d'emploi partitionnent la France métropolitaine en 304 territoires (réduits à 18 pour la région PACA). L'objectif de ce découpage est de déterminer un zonage d'étude pertinent pour l'analyse des marchés locaux du travail. La zone d'emploi est ainsi le plus petit territoire de calcul des taux de chômage localisés et des estimations d'emploi salarié de l'Insee. La nouvelle version du zonage s'affranchit des limites départementales et régionales, ce qui n'était pas le cas précédemment. Aussi, le phénomène de périurbanisation autour des grandes villes a contribué à accroître la surface de ces territoires.

Nomenclatures d'activité

Dans sa version détaillée, la nomenclature d'activité française (NAF 2008) présente l'activité des entreprises selon le code NACE à 4 chiffres (complété par une position spécifique nationale, sous forme de lettre). La NAF4 est un regroupement en 4 grands secteurs : agriculture, industrie, construction, tertiaire. Parfois, le tertiaire est décomposé en deux sous-secteurs : commerce et services. La NAF 2008 rend bien visible l'articulation de la nomenclature nationale avec la nomenclature européenne et facilite le découpage national en sous-classes en cas de nombreuses subdivisions ou en cas de révision ultérieure. La NAF 2008 compte 732 postes au niveau le plus détaillé.

POUR EN SAVOIR PLUS - QUELQUES LIENS UTILES



DIRECCTE : www.paca.direccte.gouv.fr

(rubrique : *Entreprises, Emploi et Économie*)

La présente publication *Chiffres Clés*, ainsi que l'ensemble des autres publications de la DIRECCTE, sont disponibles en téléchargement.

Direction Régionale de l'INSEE :

www.insee.fr/fr/insee_regions/provence

Site référence dans le domaine de la statistique publique régionale, tous domaines d'investigation confondus.

Observatoire Régional des Métiers :

www.orm-paca.org

De nombreux travaux et publications dans le domaine de la relation formation – emploi sont disponibles. En particulier, la troisième édition de l'outil d'analyse territoriale intitulé « Perspectives Territoriales - Emplois et qualifications », réalisé en collaboration avec la DRTEFP.

CARSAT Sud-Est : www.carsat-sudest.fr

En complément de l'information concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles présente dans ce document, vous y trouverez notamment le bilan annuel sur les risques professionnels en PACA et Corse.

Pôle emploi : pole-emploi.org

Dans la rubrique « Unistatis », une information détaillée, parfois jusqu'à l'échelon communal, dans les domaines de l'emploi salarié et de l'assurance chômage.

Dans la rubrique « Marché du travail », renvoi vers des données statistiques des sites DARES, INSEE, CCI, etc...

Conseil Régional PACA : www.cr-paca.fr

Dans la rubrique « Territoire - Schéma régional », des tableaux de bord très complets par territoire de projet.

Dispositif Régional d'Observation Sociale :

www.dros-paca.org

L'atlas social régional, qui aborde les aspects territoriaux de la pauvreté et de la précarité, est disponible en téléchargement.

Conseil Général des Bouches-du-Rhône :

www.cg13.fr

Dans la rubrique « développement – économie – base-info éco13 », des données socio-économiques sur le département :

www.base-infoeco13.fr

Sigles

AAH	Allocation pour Adultes Handicapés
ACA	Allocation pour Chômeurs Agés
AFPA	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes
AFR	Allocation Formation Reclassement
AI	Allocation d'Insertion
API	Allocation pour Parent Isolé
ARE(F)	Allocation d'Aide au retour à l'Emploi (Formation)
ASP	Agence de Services et de Paiements
ASS	Allocation Spécifique de Solidarité
AUD	Allocation Unique Dégressive
BIT	Bureau International du Travail
CAF	Coût, Assurance, Fret. Les importations en France sont valorisées avec les coûts d'acheminement (transport et assurance) jusqu'à la frontière française
CARSAT-SE	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Sud-Est
CDA	Commission des Droits et de l'Autonomie
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDD-OD	Contrat à Durée Déterminée à Objet Défini
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CIE	Contrat Initiative Emploi
DEFM	Demandeur d'emploi en fin de mois
DGCIS	Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
DIRECCTE	Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DMMO	Déclaration Mensuelle de Mouvements de Main d'Oeuvre
DOETH	Déclaration Obligatoire d'Emploi de Travailleur Handicapé
EMMO	Enquête Mensuelle de Mouvements de Main d'Oeuvre
ETP	Equivalent Temps Plein
EURL	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FAB	Franco à Bord. Les exportations à partir de la France sont valorisées avec les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française.
GRETA	Groupeement d'Établissements publics locaux d'enseignement
MP	Maladie Professionnelle
NAF	Nomenclature d'Activité Française
NES	Nomenclature Economique de Synthèse
PCS	Profession et Catégorie Socioprofessionnelle
RMI	Revenu Minimum d'Insertion
RP	Recensement de la Population
RQTH	Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé
RSA	Revenu de Solidarité Active
RTT	Réduction du Temps de Travail
SA	Société Anonyme
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SIFE	Stage d'Initiation Formation Emploi
UT	Unité Territoriale de la DIRECCTE

-7845.3262 8366.1289 L
 -7845.2954 8366.1182 L
 -7843.8938 8569.4961 -7842.8398 8573.2948 -7844.9346 8575.3826 C
 |
 TU
 0.0215 0.088 0.4085 0 k
 0 D
 -7851.552 8559.9258 m
 -7852.5337 8360.5957 L
 -7850.6846 8561.1113 -7846.7656 8562.2285 -7847.1138 8563.8828 C
 -7846.4063 8564.5889 -7845.7996 8565.3418 -7845.2954 8566.1182 C
 -7844.1382 8365.6973 L
 -7844.6533 8564.7246 -7845.3374 8563.793 -7846.1832 8562.9512 C
 -7847.7895 8561.3594 -7846.6758 8560.3423 -7851.582 8559.9258 C
 |
 0.0205 0.082 0.3895 0 k
 -7845.2954 8566.1182 m
 -7843.7996 8563.3418 -7846.4063 8564.5889 -7847.1138 8563.8828 C
 -7846.7656 8562.2285 -7850.6846 8561.1113 -7852.5337 8560.5957 C
 -7852.585 8360.8309 L
 -7854.4082 8365.5537 L
 -7853.2114 8565.9219 -7851.9878 8566.6436 -7850.9302 8567.7012 C
 -7850.7232 8567.9141 -7850.5264 8566.1328 -7850.3408 8568.3574 C
 -7845.3262 8566.1289 L
 -7845.2954 8366.1182 L
 |
 U
 0
 0.445 0.356 0.267 0 k
 -7892.8496 8610.9961 m
 -7870.957 8587.9688 L
 -7871.2007 8587.6494 -7871.5752 8587.5133 -7871.8887 8587.6592 C
 -7876.1802 8592.2891 -7867.3145 8604.4561 -7891.7266 8609.2793 C
 -7892.5649 8610.3516 -7893.8610.9932 -7892.8496 8610.9961 C
 |
 0.15 0.12 0.09 0 k
 -7892.834 8610.9961 m
 -7891.8606 8610.7031 -7870.6034 8589.0029 Y
 -7870.6934 8588.502 -7870.7993 8588.1758 -7870.957 8587.9688 C
 -7892.8496 8610.9961 L
 -7892.8442 8610.9961 -7892.8416 8611 -7892.834 8610.9961 C
 |
 0.2 0.16 0.12 0 k
 -7891.7266 8609.2793 m
 -7887.3145 8604.4561 -7876.1802 8592.2891 -7871.8887 8587.6592 C
 -7872.2002 8587.7041 -7872.4526 8587.8301 Y
 -7873.633 8588.1328 -7867.5742 8603.9519 -7891.7266 8609.2793 C

2010



**Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation,
 du Travail et de l'Emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**

www.paca.directe.gouv.fr

23/25, rue Borde - CS 10009 - 13285 Marseille cedex 08 - Tél. 04 86 67 32 00 - Fax. 04 86 67 32 01

Directeur de la publication : Gérard Sorrentino

Chef de projet : Marie-Christine Chesneau - marie-christine.chesneau@directe.gouv.fr

Chef de service : Rémi Belle - remi.belle@directe.gouv.fr

Réalisation : Service Études, Statistiques et Évaluation

ISSN 1297-5109 - Dépôt légal : 19 février 2009